«UN CHAHUT DE GOSSES»

Il n'est pas élégant d'abuser de la mal chance ; certains individus, comme certains peuples, s'y complaisent tant qu'ils déshono rent la tragédie.

E.M. Cioran, *Syllogismes de l'amertume,* Gallimard.

Je suis, en cette fin de décennie 70 malheureuse, au dernier semestre de mon magister. Je laisse passer l'échéance où je devais présenter mon travail de recherche. Je postule auprès du ministère une bourse pour aller faire mon doctorat en France, en mettant en avant des problèmes d'«ambiance» dans le pays qui m'empêchent de conclure mes études. Je n'ai pas de difficulté à en convaincre mon ami Mustapha B., secrétaire général de la tutelle, auprès de qui j'ai plaidé ma cause ; il est au courant de ma situation. Il appuie et donne une suite positive à ma demande. On m'offre une bourse de six mois, renouvelable quasi automatiquement, m'assure-t-il.

C'est là le laissez-passer pour m'installer en France, et j'ai, également de ce fait, droit à une chambre à la résidence Dolent, à Paris, une structure appartenant à nos services consulaires en charge des étudiants là-bas. Je n'ai pas de problème pour m'inscrire à Paris VIII (Saint-Denis), où je retrouve mon vieil ami Rachid K., qui en est un des piliers de l'encadrement administratif de l'université...

Il m'explique cependant que je ne peux m'inscrire directement en doctorat, les règlements de l'administration ayant imposé aux candidats étrangers (algériens seulement ?) à l'inscription en doctorat de compléter leur licence par une année supplémentaire, avec son travail de recherche à soutenir, en plus d'un rapport de stage. Je ressens cela comme une humiliation, car non seulement Alger ne délivre de licence qu'au bout de quatre ans, mais j'avais en plus fait mes trois semestres de magister ; mais je n'ai pas le choix. L'essentiel, pour moi, est de pouvoir m'installer en France pour ma tâche de parti.

Je peux alors entreprendre les démarches pour obtenir une carte de séjour. Là aussi, je suis ulcéré par l'exigence raciste de devoir passer un examen médical, question de voir si je ne constituais pas un danger potentiel pour les Français que je vais devoir côtoyer, à cause d'une maladie «indigène» que j'aurais ramenée de chez moi !

Assurément, il m'est très pénible qu'après toute l'épreuve du long bras de fer entre nous et la France, conclue par la paix à Évian, de me trouver en butte au même regard adversaire sous lequel j'étais né et avais grandi. Une situation que me remet en mémoire physiquement même la vue de l'uniforme du gendarme et du policier... Il est vrai que la paix ne s'instaure pas immédiatement à la signature d'un parchemin : tout juste alors si les négociateurs peuvent se serrer la main ! Le contentieux historique est si lourd... que les blessures, des deux côtés, sont très difficiles à cicatriser, et, notamment, j'en suis conscient, celles de ces deux groupements humains constitués par les Pieds-Noirs et les harkis, irrémédiablement arrachés à leur terre de naissance. Il faut donc laisser le temps au temps pour que tout ce monde-là et moi-même mêlés, nous assumions la dure réalité qui s'est imposée à tous, pour que nous fassions le deuil, eux de tout ce qu'ils ont perdu, et moi, de mon frère fauché par la machine de guerre coloniale à la fleur de l'âge, et aussi celui de ma jeunesse saccagée, si je veux n'en rester qu'à cette vision par mon petit bout de la lorgnette...

En attendant, tout me rappelle l'atmosphère coloniale dans cette France retrouvée ; près de vingt ans avant, à ma sortie de prison, je n'en avais fait qu'une traversée éclair pour rejoindre l'Université de Bruxelles. Et le plus pénible, c'est ce passage devant l'administration en charge des étrangers : une épreuve subie avec régularité et concrètement humiliante, que je dois impérativement affronter au terme de chaque période provisoire de séjour accordée de façon mesquine, parfois de seulement un mois ! Parcimonie incompatible avec le climat que l'on doit assurer pour des études de doctorat de longue haleine... Je ne parlais pas en l'air lorsque je disais, à propos de la «francophonie» dans mon premier livre', que nos acquis dans ce domaine n'avaient rien à voir avec une prétendue action de ceux qui se gargarisent de cultiver cette aire pour assurer le rayonnement de la culture française... ni de ceux qui pleurent de voir se rétrécir cet espace. Au vu de ce qu'il nous a fallu, nous Algériens, déployer comme efforts et même subir comme humiliations pour tirer notre profit d'un enseignement dispensé en français, ce n'est pas abus de langage de dire que cela se réalisait en dépit des réticences et des obstacles qu'on dressait sur le seul chemin de notre quête de connaissance qu'il nous restait possible d'emprunter, toute autre voie nous ayant été barrée...

Un de ces rendez-vous contraignants pour régulariser ma situation a été particulièrement éprouvant pour moi : il m'imposait ma présence à Paris, alors que mon père agonisant, là-bas, loin, en Algérie, me faisait demander. Je n'ai pu me libérer que des jours après qu'il eut été enterré... J'en garde un ressentiment inextinguible.

L'Algérie, d'ailleurs, n'est pas seulement loin ; elle est absente, ou presque, de l'horizon informationnel. On dirait qu'elle n'existe pas. Il est vrai que les Français ressentent la même chose, semble-t-il, quand ils sont aux

---

1. Voir *Ce Pays est le nôtre,* Casbah, Alger, 2000.

États-Unis : leur pays, la France, est absente des informations du monde... Mais, au moins on n'en parle pas, et c'est tout ! Alors que sur les chaînes de télévision françaises, on n'évoque l'Algérie que pour commenter toujours de façon négative un fait ou une situation qui s'y passe ou qui la concerne. L'Algérien, en France se sent agressé autant par le silence fait sur son pays, que par les commentaires tendancieux et malveillants diffusés sur l'Algérie, ou sur son aire civilisationnelle... Mais quel bonheur lorsque, tard le soir, je peux capter, comme venant du lointain espace, Radio Alger, surtout si, en plus des informations sur le pays, j'ai la chance de pouvoir écouter une chanson d'el-`Anqa!

C'est dire que cette décennie que je vais passer en France au service du parti, séparé de ma famille, aura été une des plus pénibles de ma vie, et je n'ai pu la supporter qu'à l'idée que c'était utile pour mon pays. Les copains de la direction du parti, craignant que je ne tienne pas le coup, ont fait pression sur ma femme pour qu'elle me rejoigne. Pour la première fois de sa vie militante, elle a refusé de céder. Heureusement Elle a sauvegardé son gagne-pain sans quoi elle aurait terminé sa vie avec une portion de retraite, alors que ceux qui faisaient pression pour ce choix - la suite le montrera - n'auraient plus été là pour réparer les dommages...

Je suis assidu à mes études, et je termine avec succès l'année qui devait valider mon certificat de licence. J'en remercie mon ami Rachid, pour le parrainage qu'il m'a donné. Sur la base de mon travail de recherche, sur *Les relations algéro-ouest-allemandes,* je présente un projet de DEA, sur les *«Stiftungs»* (fondations sociopolitiques) de la RFA pour le rôle que ces institutions jouent dans les relations internationales ; mais je ne trouve pas de directeur de recherche de Sciences éco. Je dois en trouver un en Sciences po., cadre plus approprié pour le sujet, me dit-on. N'en ayant pas déniché un, je sollicite, par mon ami et camarade Hafid Kh., le professeur Cl. Willard, directeur du département d'Histoire des pratiques

sociales et culturelles. Il m'y accueille avec beaucoup de sympathie... pour un sujet, donc, en histoire. Il me réservera toujours le meilleur accueil dans son bureau, 'et même chez lui, où j'aurai le plaisir de faire la connaissance de sa femme, historienne comme lui. Je profiterai de ses conseils patients et bienveillants, notamment pour que je me départisse du défaut d'idéologisme. Je profiterai également de l'enseignement pointu et riche de Mme Mossé, professeur, et de ses assistantes - j'en garde un souvenir très agréable, et une reconnaissance éternelle à mes maîtres - ; et au bout de la deuxième année de mon séjour en France, je décroche mon DEA, sur *Le Parti communiste algérien (PCA), des origines à la veille de la guerre de libération nationale (1936-54)* et postule, auprès toujours du professeur Cl. Willard, pour un doctorat de 3ème cycle, où je dois approfondir ma recherche sur le même PCA... Sur ce plan des études, je n'ai que des satisfactions, dans ce que j'apprends, dans la sollicitude de mes maîtres, même si, avec le développement de l'antenne du parti et de ses problèmes, je ne pourrai plus faire face aux exigences de travail d'un doctorat de 3e cycle... Je continuerai néanmoins à bénéficier de la compréhension amicale du professeur Cl. Willard. Pour ma culture, je lis beaucoup, je fréquente différentes bibliothèques, en ville et à l'université, et je m'en constitue une bonne, personnelle. L'achat de livres, c'est d'ailleurs les seules dépenses sur lesquelles je ne lésine pas. Je fréquente les cinémas d'essai et je vais quelquefois au théâtre.

Entre-temps, on a bloqué ma bourse au bout du quatrième mois, sans qu'on ait justifié cette mesure. Mon ami, Mustapha B., n'a rien pu y faire, malgré ses prérogatives ; il touche ainsi du doigt les difficultés d'«ambiance» dont j'ai fait état pour lui présenter ma demande de bourse... Je lui fais un mot de remerciements pour tout ce qu'il a fait pour moi, lui disant que je comprends son impuissance à faire plus. Il sait que c'est le premier avantage, depuis l'indépendance, dont j'aie demandé à bénéficier...

Je perds, en conséquence, ma chambre à Dolent. Mais, déjà, je cherchais, et avec l'aide d'Henri A. et de ses amis dans les municipalités gérées par le PCF, je peux être bien logé dans un petit «2 pièces» dans la proche banlieue de Paris. C'est d'ailleurs dans les services techniques de la municipalité qui m'héberge que je fais mon stage pratique pour le rapport que je dois fournir en complément de la soutenance de mon travail de recherche. Ce stage me permet de voir comment fonctionne le service municipal d'urbanisme, et comment il fait appliquer les règles en la matière. Pour ce qui est des moyens de vivre, je reçois une indemnité mensuelle du parti - que je détermine au juste nécessaire -, mais, pour être en règle avec le service des étrangers, je suis obligé à toute une gymnastique : je remets l'argent à des parents émigrés qui me le reversent à mon compte bancaire - ainsi alimenté par une source visible -, comme si c'étaient eux qui m'aidaient financièrement pour mes études.

Quant à mon activité de parti, elle est imprécise, multiple. Boualem, ayant obtenu de la direction à Alger de pouvoir rejoindre sa femme et sa fille, parties depuis un moment d'Algérie, a été chargé de suivre et d'animer l'organisation du parti en France. Je suis normalement impliqué dans ce travail pour lequel je le seconde. Et, dans ce sens, j'assiste régulièrement aux réunions et participe à la vie de la direction de l'organisation... Je fais connaissance avec les camarades qui avaient jusque-là dirigé cette dernière, et je me rends compte que les problèmes de la clandestinité que je croyais spécifiques à la vie militante au pays, existent ici également : la routine, l'apparition de rigidités difficiles à délier, le manque de perspectives d'évolution épuisent des hommes et des femmes ayant une formation certaine, politique et pratique. Des couples se défont et leurs enfants sont perturbés s'ils ne vont pas à la dérive. À travers les échanges et l'activité nous cherchons à nous entraider, mais il nous arrive d'additionner nos travers...

Cependant la plus grosse difficulté que j'ai à affronter, c'est celle d'accueillir des camarades qui ont accumulé de gros problèmes dans la clandestinité au pays, et que la direction du parti envoie souffler un peu, et, si possible, trouver des perspectives d'insertion dans la vie normale. Je dis «la direction», mais en réalité, c'est l'appareil du parti qui tournait organiquement autour de Sadek et où ces camarades activaient. Et je sens peser sur mes épaules cette lourde confiance que Sadek met en moi pour cette tâche délicate. Je connaissais à peine ces camarades, et, pour certains, par un pseudonyme seulement, que je peux enfin mettre sur un visage. Je dois les aider dans ce sens, mais je ne suis pas au courant de leur trajectoire dans l'engagement et l'activité militants, ni des problèmes qu'ils posent et se posent. Avec eux, j'essaie de nouer des relations d'échanges et de travail, mais nos rencontres sont pénibles, roulant sur des quiproquos. Je n'arrive pas à répondre à leurs besoins, et les tâches que nous mettons en chantier (comme la confection de la reprise, par notre parti, de la NRI[2]) ne sont pas 'enthousiasmantes. C'est ressenti, à juste titre, comme une replongée dans l'activité, sinon l'activisme, vécus au pays, comme un obstacle à des changements espérés. Et moi, aux yeux de ces camarades, je personnifie le paravent, l'obstacle les empêchant de prendre contact avec Sadek avec qui ils s'étaient entendus sur des perspectives que je ne leur offre pas, que je suis incapable de leur offrir.

Je considère, néanmoins, qu'ils attendent tout du parti, donc de moi, qu'ils ne font pas preuve d'assez d'initiative pour trouver des solutions comme celles que j'avais moi-même trouvées pour m'installer en France. D'autant que les moyens que j'ai en main pour les accompagner, ce sont un petit budget, où je puise pour leur assurer une indemnité mensuelle, les aider à se loger et voir comment se

2. La Nouvelle Revue Internationale, organe du Mouvement communiste et ouvrier international (MCOI).

redéployer, et... ma bonne volonté... marquée cependant - ce doit se sentir d'une façon ou d'une autre - par mon sentiment qu'ils n'y mettent pas assez du leur. C'est très insuffisant pour l'objectif fixé, et les camarades ont compris qu'il a été décidé pour eux qu'ils s'en remettent à l'adage : «aide-toi, le ciel t'aidera».

Ils se replieront sur des solutions individuelles ou familiales et le problème disparaîtra de lui-même, sauf que... l'une de nos camarades - s'apercevant, très rapidement, qu'on lui avait fait miroiter une solution que je ne pouvais pas offrir -, n'a trouvé d'autres ressources que de mettre fin à sa vie. Désespérant de trouver la solidarité qu'elle attendait de nous, elle nous mettait, par ce geste grave, face à nos responsabilités

C'est donc peu dire que d'affirmer que cette expérience a été, finalement, éprouvante, pour ces camarades en situation difficile, et pour moi, bien entendu ; l'échec qu'elle a connu, par les dégâts humains qu'elle a soulignés, à défaut de les prévenir, restera au débit de cette aventure commune entamée dans l'enthousiasme et développée dans l'abnégation au service de notre société, au sein du PCA à l'indépendance, et continuée dans le PAGS. Elle la leste de son poids douloureux, et à tout le moins, du sentiment de gâchis qu'ont pu en garder tous les intéressés.

L'impact de ce drame nous marquera pour le restant de notre vie, nous collectif de direction - finalement très restreint, je le comprendrai plus tard - qui y avons été intimement mêlés. Et moi, personnellement, cette tragédie m'a poussé à approfondir la réflexion sur les problèmes de gestion des hommes et les soubassements idéologiques qui y président. D'ailleurs, après le déclenchement de la «Perestroika» en URSS, est sorti aux Éd. Messidor (Paris) un roman édifiant d'Alexandre Beck, La nouvelle affectation, *où l'auteur aborde franchement ces problèmes humains de la Révolution bolchevique. Il y met en scène, dans le style réaliste qu'on lui connaît, Staline et d'autres dirigeants bolcheviks prestigieux, tels Ordjonikidze, ou encore le héros du livre, personnage de*

composition bâti à partir de personnalités qui ont réellement animé la vie du parti. Ce héros est un bolchevik exemplaire, sans peur et sans reproche, comme il en a tant existé dans le parti qui, grâce à eux, a inscrit une page marquante dans le 20e siècle. Staline l'humilie devant Ordjonikidze pour montrer sa puissance à ce dernier. C'est un des moments les plus forts du roman. En effet, un héros de cette trempe perd tous ses moyens devant Staline, et lui donne raison contre Ordjonikidze dans une affaire qui avait soulevé un vif échange entre les deux chefs; Staline avait vu que notre héros avait assisté malgré lui à l'altercation... sans en comprendre le sens puisqu'elle s'était déroulée en géorgien, qu'il ne pratiquait pas. On peut déduire du cours du roman, qu'Ordjonikidze, s'est suicidé — fait historique réel — parce que, ne pouvant les empêcher, il n'a trouvé, lui aussi, que ce geste pour ne pas cautionner les graves comportements de Staline, et d'autres dirigeants du parti, foulant aux pieds la dignité humaine avec une façon de faire qui peut atteindre un tel degré de cynisme...

Cette lecture a élargi pour moi la problématique en la matière : l'attitude que nous avons eue avec nos camarades en détresse n'est pas un comportement qui nous est propre. Sadek, lui-même, a rappelé dans des articles, les violences commises sur des militants dans notre mouvement national... C'est donc un phénomène générique redoutable qui marque les formations sociopolitiques centrées sur une idéologie à quoi les hommes se soumettent. Les deux ingrédients qui sous-tendent cette monstruosité, ce sont : d'une part, l'infaillibilité du chef, qu'il croit détenir — n'est-ce pas qu'il est le dépositaire de la traduction, spécifique pour le pays, du «socialisme scientifique» ? —, et qui lui est reconnue par ceux qu'il dirige ; et d'autre part, le sentiment de puissance que vous donne le commandement sur ceux qui vous reconnaissent — ou subissent — ce droit de les diriger, de les juger en tant que leur responsable, et de juger de leur activité et de ce qu'elle rapporte à l'organisation que vous dirigez. C'est ce qui amène à des dérives dans la gestion des hommes. Ce sentiment de puissance vous fait décider de l'avenir de vos camarades sans vous soucier des conséquences humaines

que cela peut avoir. La fin que vous jugez la plus profitable pour l'organisation, c'est elle qui justifie les moyens que vous décidez de mettre en oeuvre et la façon de le faire. De plus, lorsque le chef désigne une tâche à quelqu'un, il lui délègue ces deux redoutables déformations. C'est ce qui s'est passé dans le problème qui nous confronte.

Mais je mettrai du temps pour comprendre que j'ai été impliqué dans une opération à laquelle le geste fatal de notre camarade donnait le sens d'un véritable forfait. En disant «impliqué», je ne veux pas tirer mon épingle de ce «jeu» macabre, car j'ai été pleinement consentant, ayant tout à fait intégré ces déformations idéologiques qui empreignent les regroupements comme le nôtre. Et j'appliquai avec d'autant plus de zèle que, ne mettant pas en doute la justesse de la décision qui avait été prise les concernant - et qu'ils avaient acceptée -, il me semblait que les camarades que l'on m'avait confiés ne mettaient pas assez du leur pour la mettre en oeuvre... D'ailleurs, comme je l'ai dit, c'est une attitude que je m'étais fixée pour moi-même, et, par exemple, contrairement à tous les autres copains qui venaient s'installer en France, je n'ai pas coûté un centime au parti pour m'établir et m'équiper, et je n'ai commencé à toucher une indemnité qu'une fois que ma bourse a été suspendue...

J'arrête ici ces considérations rétrospectives pour évoquer le sort d'un autre camarade dont la direction du parti a décidé, dans ce cas, de se séparer. À la base de cette décision, il y avait des considérations sécuritaires dont je n'ai pas eu à discuter de la légitimité (indiscipline vis-à-vis des règles de l'organisme du parti dont il dépendait, concernant le contact avec l'«extérieur»), mais aussi des raisons morales (je rougis encore de m'y être laissé impliquer et de les avoir endossées...) Le règlement de cette affaire n'était pas de mon ressort, comme pour les autres camarades ; il dépendait de Boualem ; mais comme je le secondais dans son travail, j'ai eu à y être mêlé. Je ne sais pas quelle aide notre camarade a reçue pour se «recycler», mais je savais qu'il avait des difficultés à s'en sortir

Aussi, chacune de mes rencontres avec lui m'était pénible, alors que les échanges avec lui étaient toujours aussi enrichissants que ceux qu'on avait pu avoir dans le cadre de l'activité militante au pays. Il s'est inscrit à l'université, et j'ai pu discuter avec lui de son sujet de recherche, ce qui m'a confirmé dans la haute appréciation que j'avais de ses capacités. Mais il ne pourra jamais les cultiver vu ce qu'il rencontrera comme difficultés matérielles et familiales - très grosses comme j'ai pu l'apprendre ou le deviner —, et il devra se replier à partir d'un moment vers son coin natal au pays.

Ces problèmes douloureux et dommageables, je ne les évoque ici de façon critique que pour faire toucher du - doigt les conditions de notre activité militante, et pour essayer d'en comprendre les ressorts objectifs. Mais ils ne doivent absolument pas jeter une ombre disqualifiant la somme de sacrifices et d'abnégation déployée au service du pays et de ses couches sociales déshéritées, dans le cadre du PAGS. Ce sont ces qualités qui, en dépit de l'existence de tels phénomènes négatifs dans son fonctionnement, ont gagné au PAGS l'estime et la considération dont ses militants jouissent dans leur milieu, et lui-même, en tant que cadre politique permettant l'épanouissement de telles capacités constructives.

À côté de cette tâche dont j'ai essayé de montrer comment elle s'est avérée humainement onéreuse, j'ai été chargé d'une autre. La clandestinité avait fatigué de nombreux camarades de l'appareil du parti, et les partis frères des pays socialistes avaient accepté d'en accueillir un certain nombre pour des vacances. Il m'est échu d'organiser leur réception en France et leur départ vers leurs lieux de repos. Dès qu'Alger me communique la liste des copains sélectionnés, je dois leur réserver des chambres d'hôtel convenables, tout en tenant compte des exigences du cloisonnement entre ceux qui ne sont pas dans la même structure ; puis récupérer leurs passeports pour leur obtenir les visas nécessaires auprès des ambassades des pays d'accueil, ainsi que les places d'avion que l'on

me donne en même temps que les visas ou que l'on m'envoie quérir auprès des agences de voyage des pays hôtes. Cela me mène à des visites fréquentes à ces ambassades, dont on sait qu'elles sont très surveillées. C'est dire que mon activité ne passe pas inaperçue des services français, et je suis toujours sur le qui-vive. Je ne suis tranquille que lorsque les amis prennent l'avion pour leur lieu de vacances, et que j'en ai rendu compte à Alger. Je n'ai eu, heureusement, aucun problème sérieux dans l'accomplissement de cette tâche, vu que je ne portais en aucune façon atteinte à la loi et aux intérêts français. Mais l'on me faisait indirectement sentir - notamment au «service des étrangers», au moment de la prorogation de mon titre de séjour - que ma fréquentation des ambassades «ennemies» n'était pas bien vue : on ne se suffisait pas du certificat d'inscription en fac que je présentais en début d'année universitaire, on multipliait les exigences documentaires envers moi, plusieurs fois dans l'année, comme pour me dire qu'on n'était pas convaincu que j'étais en France pour suivre des études... Je dois ajouter, concernant les camarades, nombreux, dont j'ai organisé les vacances, que je n'ai gardé, par réflexe de clandestinité, de souvenir d'aucun d'eux, à tel point que je ne reconnaîtrais pas ceux parmi eux que je rencontrerais aujourd'hui. À part ceux avec qui, profitant des mêmes offres, j'ai pu passer des vacances...

Une autre activité de parti a été la mienne pendant ma présence en France : j'étais la liaison pratique et politique entre les divers centres de la direction nés du redéploiement du parti. Sorti clandestinement, Sadek s'était en effet établi à Prague, et assurait de là-bas le suivi et l'organisation de l'activité du parti. Je faisais alors de fréquents voyages entre Prague et Alger, à partir de Paris.

Prague est devenu notre quartier général central. Le parti frère de Tchécoslovaquie nous y garantit hébergement et sécurité. Je suis touché par la considération que nous portent, par ce geste, les pays socialistes frères et

notamment celui dont nous sommes les hôtes. Il accueillait déjà notre représentant à la NRI, et il nous permettra de disposer d'une véritable petite base, au fur et à mesure que les camarades destinés à la renforcer arriveront là-bas. Et parmi eux, j'aurai le plaisir d'accueillir à Paris, d'où il rejoindra Prague, Hadj B., un de nos dirigeants les plus pénétrants. Nous avions passé ensemble un bon moment en clandestinité et j'avais pu apprécier son apport... J'apprendrai qu'il a bénéficié, lui aussi, d'une école du parti à Moscou, où il a beaucoup appris. Il se constituera d'ailleurs une bibliothèque personnelle conséquente, ne manquant pas de me commander des livres à lui acheter de Paris.

La vie de la direction du parti s'organise entre Alger et Prague, et je suis, comme je l'ai dit, le lien entre ces deux parties, Boualem se déplaçant lui aussi à Prague pour rendre compte et traiter des questions de notre émigration en France[3]. Le courrier le plus confidentiel ou le plus urgent continue de passer par les services de l'ambassade soviétique à Alger. De mon côté, dès que mes occupations universitaires me le permettent, je fais un saut à Alger, me réunis avec les camarades, et rassemble tout ce qui intéresse la vie du parti, et avec ce courrier également, que je fais vivre et parler, parce que j'ai participé à son élaboration et son ramassage, je rejoins Prague via Paris. Je ne manque pas à chaque voyage de ramener avec moi des produits et préparations du pays, de quoi rappeler aux «exilés» un peu le pays... En retour, je ramène à Alger, de façon vivante, les avis sur les problèmes posés et les orientations pour l'activité du parti et pour la confection du journal *SEC*. Cette activité n'est pas de tout repos. À chaque passage de frontière, je suis sous tension : à ma sortie d'Alger, je crains une curiosité un peu trop poussée des services de police

3. Il avait également reçu de Sadek un capital qu'il a investi dans une affaire commerciale avec des camarades pieds-noirs repliés en France, et des amis du PCF...

pour les documents que je transporte avec moi et où sont consignées des pages d'une activité considérée encore comme subversive ; à l'aéroport de Paris allant vers Prague ou en venant, alors que je sais que mes déplacements répétés sont très surveillés : combien de fois j'ai dû attendre ma valise qu'on gardait pour l'inspecter, mais qu'on me dit «sans doute aiguillée par erreur vers une direction que l'on était en train de chercher» ! C'est dire que j'étais très stressé à chaque déplacement, et j'en ai d'ailleurs gardé comme une phobie des voyages. Dans cet état de tension permanent, j'ai laissé un jour, par mégarde, échapper de ma main mon passeport qui a disparu, ce qui a interrompu mon voyage, et m'a bloqué à Paris pendant plus de trois mois passés à galérer pour régulariser ma situation et obtenir un nouveau passeport. À cette époque, les papiers officiels algériens se monnayaient au prix fort pour couvrir des activités terroristes ; une enquête a dû être diligentée pour plus ou moins s'assurer que je ne faisais pas partie de ce trafic, avant que l'on puisse me délivrer de nouveaux documents libérateurs...

Lors de mes déplacements à Prague, je suis associé au travail international du parti. Il m'est arrivé, par exemple, de participer avec Sadek, à une rencontre avec le PCUS : on doit échanger nos analyses et informations sur l'activité de nos deux partis. Je nous vois, dans notre chambre d'hôtel, après notre petit déjeuner, préparant les différents documents de notre intervention. Je suis même chargé d'en exposer une partie... C'est l'occasion de confronter nos visions respectives des choses de nos pays et du monde et de mesurer combien notre politique est appréciée par nos vis-à-vis. Les partis frères et amis sont très intéressés par le bouillonnement qui marque l'évolution de notre pays, et ils cherchent à comprendre notamment ces luttes qui paraissent contradictoires, autour de la voie de développement et des questions de la démocratie.

À ce propos, je me rappelle Yasser Abd Rabbo, de l'OLP, qui m'interroge sur l'ouverture démocratique que

semble faire Chadli. Je ne sais plus si c'est à Prague, lors d'une des rencontres internationales des partis ouvriers, où, hôtes de la NRI, nous profitons pour organiser des réunions entre nous, Arabes, ou à Damas où nous sommes les invités du parti frère syrien et du parti Baâth au pouvoir. Le leader palestinien veut connaître notre appréciation sur cette question de la démocratie, telle qu'elle est soulevée en Algérie. Je me rappelle lui disant notre intérêt mais aussi nos craintes concernant la démarche de Chadli en la matière. Notamment, en ce qui concerne ce découplage entre démocratie politique et démocratie sur les autres plans : économique, social, etc., en plus de nos appréhensions quant à sa gestion du phénomène islamiste...

l'occasion des missions auxquelles je participe, ou de mes séjours dans les pays socialistes, j'ai eu l'honneur de connaître des hommes remarquables, des militants chevronnés, chargés d'expérience et souvent d'années de prison. Mais, le souvenir le plus cher que je garde, c'est celui, lors de vacances dont j'ai pu bénéficier en URSS, où j'ai fait la connaissance de camarades du parti frère d'Israël. Et parmi eux, l'immense poète et écrivain Émile Habibi, avec qui j'ai si bien sympathisé qu'il m'a invité à une partie de pêche : il avait, eu égard à sa notoriété et au respect qu'elle lui valait auprès de nos hôtes, obtenu une barque avec la permission d'aller pêcher en mer : c'était un de ses violons d'Ingres. Je passai donc une matinée inoubliable avec lui. Il était intéressé par ma trajectoire d'ex moudjahid de la libération nationale, sur laquelle il m'a posé beaucoup de questions. Le soir, j'ai passé encore une agréable veillée avec lui et ses amis du BP, dont le charmant Tewfiq Ziad, qui s'est ouvert à moi du drame des Arabes d'Israël : ils ont résisté et se sont maintenus sur leurs terres lors de la constitution d'Israël, mais ils y vivent «comme vous, en "indigènes" dans l'Algérie coloniale», me dit-il ; ils luttent pour défendre leur volonté et leur droit de vivre en citoyens arabes de ce pays qui les infériorise. Mais ils souffrent également d'un certain

ostracisme de leurs frères arabes, de Palestine et de la région, qui les regardent comme des ralliés à l'ennemi, alors que dans leur immense majorité, ils ne manquent jamais, dans leurs luttes en Israël, d'affirmer leur solidarité avec le combat de leurs frères palestiniens...

Une des missions qui m'a le plus marqué au plan des échanges internationaux, c'est ma participation avec Boualem à la rencontre de nos partis communistes et ouvriers, organisée par la NRI sur la question afghane. Là aussi, notre Mouvement est secoué par des contradictions : il n'y a plus cette unanimité autour de l'URSS et du PCUS et de leur politique internationale. Heureusement, nous sommes majoritaires pour soutenir l'intervention soviétique en Afghanistan, et nous sommes écoeurés par ces trois voix discordantes, celles de nos «camarades» français, italiens et japonais, qui dénoncent nos camarades afghans : ce sont, ne cessent-ils de répéter comme un leitmotiv, des «agents du KGB» (sic) qui ne sont là que comme alibi à l'occupation soviétique ! Cette accusation infamante cingle notre amour-propre, nous tous qui sommes convaincus d'être dans la bonne voie en confortant une action qui va dans le sens de l'intérêt progressiste du peuple afghan et dans celui de la transformation progressiste du monde. Si nos contradicteurs ne voient pas cette réalité aveuglante, s'ils persistent ainsi dans leur erreur, c'est que leurs convictions idéologiques se sont érodées sous la pression du matraquage impérialiste dont ils sont la cible dans leurs pays développés.

La réalité aveuglante, c'étaient pourtant nous, cette «majorité» qui ne la voyions pas alors : la réalité aveuglante, c'était la «catastrophe imminente» vers quoi nous menait inexorablement cette intervention illégitime, résultat d'une vue politico-idéologique volontariste discutable de l'évolution du monde : à savoir que, depuis la Révolution d'Octobre 1917, le capitalisme a perdu l'initiative historique et, qu'avec la naissance de l'URSS puis du camp socialiste, le socialisme poursuit sa marche triomphale et gagne sur tous les continents, où il est présent...

C'est ce qui a justifié ce «coup de pouce» aux camarades afghans — en réalité, on les a encouragés à prendre le pouvoir, sur la base d'une analyse, qui s'est avérée erronée, de la situation de ce vieux pays —, et quand ils n'ont pu maîtriser la révolte populaire à laquelle ils ont été confrontés, il est devenu logique de voler à leur secours, autant pour sauvegarder leur pouvoir, que pour défendre cette nouvelle conquête du socialisme.

Et voilà ce pays au passé prestigieux, qui a su se préserver du colonialisme malgré plusieurs interventions et occupations des Britanniques, et qui a sauvegardé sa neutralité pendant la Seconde Guerre mondiale, ce pays qui a toujours été ami de l'URSS, le voilà devenu ennemi irréductible qui a décontenancé puis défait la grande armée Rouge ! Le voilà qui confirme l'analyse prophétique de Sultan Galiev[4], ignorée et étouffée par Staline et le parti bolchevik, que si le socialisme ne fait pas alliance avec l'Islam, c'est l'Islam qui tuera le socialisme !

Quant à moi, qui représentais avec Boualem le PAGS d'Algérie, je ressentirai notre lourde responsabilité d'avoir engagé par cette participation et cette position, tous les «pagsistes», tous les communistes algériens, qui sont apparus alors, notamment aux yeux d'une partie de notre société et de certains de nos concitoyens, partie prenante d'une aventure où l'islam était agressé par l'athéisme. Bien sûr, on ne peut condamner la volonté des communistes afghans d'aider leur peuple à surmonter ses structures retardataires, moderniser l'État et les institutions publiques, accélérer le progrès. Mais ce qui est en cause, ce sont l'analyse qui a présidé à la mise en oeuvre de cette volonté, et le moyen, putschiste, de la réaliser...

D'ailleurs, la tragédie de l'intervention soviétique en Afghanistan secoue sérieusement la direction du PCUS, et, malgré les résistances, de nouveaux dirigeants vont

---

4. Leader tatar du parti bolchevik, des années 1920, qui développait une doctrine de «communisme national musulman» en alliance avec le prolétariat de Russie, doctrine qui fut condamnée comme déformation nationaliste...

émerger, dont Gorbatchev. Ils inaugurent une autre politique, plus ouverte, portant des vues neuves sur l'URSS et le monde pour une restructuration (perestroïka) de tous les domaines de la pensée et de la société soviétiques, et de la transparence (glasnost) dans les actions et décisions de l'État et du parti communistes en URSS, et par là, dans la façon de voir et d'agir des communistes du monde.

Nous sommes fiers de ce nouveau dirigeant, de sa façon de dire des réalités sans langue de bois, qui critique la gestion des communistes soviétiques en parlant, entre autres, de médiocrité et de formalisme désuet dans tous les domaines de la pensée, de servilité et de flagornerie promues au rang d'art majeur dans le fonctionnement du parti et de l'administration, de corruption et d'illégalités au sein même du Parti, d'apathie économique, de mépris des besoins et des aspirations essentielles des citoyens soviétiques... Une autocritique en des termes venant d'habitude de dissidents ou de propagandistes occidentaux Et à ce propos, personnellement, j'ouvre les yeux sur une réalité socialiste dont j'avais tendance à ne pas voir les défauts et faiblesses que je constatais lors de mes visites de travail ou de vacances, ou même à les refouler et les taire lorsqu'elles devenaient évidentes. Je saisis tout de suite que Gorbatchev est sincère et attentif à ce qui manquait à ses concitoyens, et qu'il secoue vigoureusement notre conscience de communistes. Il nous oblige à nous interroger sur notre attitude complaisante sinon complice envers des comportements et des actes de la direction soviétique, choses que nous combattions pied à pied quand elles étaient le fait de nos gouvernants nationalistes...

J'aurai, à ce propos, l'occasion de lire un passionnant témoignages d'un des acteurs de ces grands bouleversements, le général Jaruzelski, cet aristocrate venu au

5. W. Jaruzelski, Les Chaînes et le Refuge, J.C. Lattès, Paris, 1992.

communisme à travers sa carrière, toute vouée à sa patrie, dans l'armée de son pays. Les circonstances l'ont amené à devenir le premier dirigeant de la Pologne socialiste à un moment crucial de son histoire : la révolte de la classe ouvrière polonaise contre le régime communiste, sous la direction d'un leader catholique, Lech Walesa, et de Solidarnosc, a disqualifié les syndicats officiels ; la confrontation aboutit au dramatique «état de guerre» que Jaruzelski a dû instaurer en décembre 81. Il en était arrivé là après avoir tout fait pour éviter une intervention soviétique par-dessus la tête des dirigeants polonais : il ne niait pas, devant ses alliés socialistes, que le danger pour le socialisme était réel, mais expliquait que l'État polonais était capable de faire face, seul, à la situation, l'armée polonaise étant restée loyale. Il était ainsi le premier leader de l'Est à avoir fait droit aux exigences d'une opposition anticommuniste soutenue par l'Église et tout l'Occident, ce qui non seulement mettait en danger le pouvoir de la classe ouvrière en Pologne, mais affaiblissait tout le camp socialiste. Comme tous les autres partis frères, cela nous avait mis mal à l'aise - c'est le seul parti «frère» avec lequel le PAGS n'entretenait pas de relations. Il est vrai qu'il avait d'autres préoccupations -... Et voilà que Gorbatchev vient soutenir sa démarche. Tout cela n'a pas manqué de nous mettre en éveil à l'égard de nos défauts dans la direction de notre parti, comme j'y ai fait allusion plus haut, d'autant que ce bouleversement se produit à un moment crucial également dans l'évolution de notre pays...

En effet, la période qui suit l'adoption de la nouvelle charte nationale est très chargée en échanges, discussions et prises de position entre Prague et Alger - et également entre notre parti et les partis frères, beaucoup plus accessibles à partir de notre base à Prague - sur ce qui se passe dans le pays et le pouvoir.

Le courant de Chadli(-Nabi-Brahimi), fort alors de ses propres références débarrassées enfin de l'idéologie

socialiste, prend des initiatives de plus en plus marquées du sceau «libéral»[6]. Mais cette volonté peinte des couleurs «réformatrices» continue de rencontrer, malgré tout, de nombreux obstacles. Messaadia reste formellement le deuxième «homme fort» grâce encore à l'emprise qu'il garde sur les OM, notamment les syndicats et les Unions professionnelles. On rogne certes sur les positions de l'appareil du FLN, puisque sous l'impulsion de Chadli, SG du parti, on inaugure, pour les législatives de f évriermars 87, la candidature triple par siège à pourvoir : trois candidats FLN, mais le tabou de l'unicité est brisé ! Et en juillet, on adopte une nouvelle loi levant la tutelle FLN sur la création des associations. Mais cela ne suffit pas. Le moment semble venu de culbuter cet allié encombrant qui continue de se réclamer des «balivernes» du boumedienisme, tout en profitant des bienfaits de la libéralisation. On consolide par petites touches, certaines places du pouvoir, et, en février 88, on installe Messaadia à la tête de la Commission de préparation du 6e Congrès du parti... pour, quelques mois après, lui planter la banderille fatale, le signal pour cela semblant être la déclaration, en juillet, de la direction de l'UGTA : elle affirme sa pleine adhésion aux réformes. En effet, Chadli, dans un discours incendiaire, ce 19 septembre, désigne ce qui bloque les réformes : les responsables du parti et de l'administration ! L'UGTA le soutient presque immédiatement, le 4 octobre Le 5, c'est le début des émeutes à Alger, «un chahut de gosses», selon un «grand analyste» !

Ce sont les cibles visées par les émeutiers - les sièges du FLN, principalement, ceux de certaines administrations, ainsi que les «souks-el-fellah» et autres biens

6. Initiatives au plan économique, et même création, en mars 87, en appui sur Me Brahimi, d'une Ligue des Droits de l'homme pour faire pièce à celle dirigée par Ali Yahia, réputée «berbériste», et à celle de Me Menouar, «trotskyste» ; etc. ; et au plan maghrébin, retrouvailles avec le Maroc, sous les auspices de Fayçal d'Arabie, avec reprise des relations bilatérales, sans doute dans la perspective d'aligner les ambitions et intérêts économiques sur ceux des couches dirigeantes marocaines... et réouverture des frontières, un an après, en mai 88, juste avant le sommet de PUMA de Zéralda...

publics - qui ont fait penser à une opération montée par les services de Chadli pour se débarrasser de Messaadia et de son appareil, et de l'héritage boumedieniste. Une opération dont un des buts aussi était de donner une sévère leçon aux grévistes des usines, de Rouiba notamment. D'où les tortures et les sévices nombreux qui pouvaient être mis sur le compte de ceux qui s'opposaient aux «réformes • démocratiques»... Et c'est le résultat qui se confirmera ! Après deux jours d'émeutes et de destruction, l'état de siège est proclamé et un couvre-feu instauré. Chadli annonce de profonds changements politiques. Le 12, à la levée de l'état de siège et du couvre-feu, le bilan officiel fait état de 169 morts... Octobre n'est pas encore terminé que l'on apprend que Messaadia est limogé, et remplacé par Abdelhamid Mehri[7], juste après un décret abrogeant la réglementation qui conférait aux entreprises publiques l'exclusivité de l'activité économique ou de la commercialisation. Puis est organisé, début novembre, le référendum pour la révision de la Constitution qui consacre le pluralisme, et, en fin de mois, se tient le 6e congrès du FLN, qui coopte à nouveau Chadli comme candidat unique pour un nouveau mandat de président de la République...

Je ne me souviens plus où j'étais pendant cette semaine dramatique ; mais c'est comme si je l'avais vécue à Alger tant je suis imprégné par les faits et l'ambiance qui l'ont marquée. Je nous vois, encore, réunis autour de Sadek à Prague que j'ai dû rejoindre sans doute juste avant les événements. Nous sommes frappés par la violence autant des manifestations que de la répression. Les amis d'Alger font des prouesses pour nous faire parvenir rapidement des nouvelles sur le mouvement de ras-le-bol et ses débordements ; sur les arrestations de camarades

7. L'ex appareil, promu comme parti politique dirigeant à la mort de Boumediene, voit ainsi sa direction récupérée et mise entre des mains plus en adéquation avec l'orientation imposée depuis le 5e congrès, et au profit de cette tendance...

qui animent les diverses grèves dans les usines, sur la disparition d'autres et l'angoisse des parents ; sur la difficulté inquiète des militants et sympathisants à déchiffrer ce qui se passe, et sur leur hâte d'être éclairés politiquement sur ces événements. Ces informations fraîches et actualisées permettent d'analyser la situation du pays et de préparer nos positions. Mais notre analyse de cette évolution, marquée par les diverses vagues répressives et la résistance pied à pied qu'elle rencontre, est depuis longtemps en chantier, et avait déjà fait l'objet de prises de position multiples, pendant les années 86-87.

Ces années avaient été infernales, nous obligeant à nous escrimer avec la répression, avec les plus grossières violations des droits garantis par la Constitution[8], et cela alors que Chadli, selon l'APS, affirme *«son souci constant de veiller rigoureusement à l'application des lois et la garantie des libertés individuelles du citoyen et son droit à la défense, conformément à une justice authentique que lui garantissent les textes fondamentaux du pays».*

C'est pourquoi nous sommes en mesure de diffuser une déclaration dès le 5 octobre où nous disons que *«pour sortir de cette crise dangereuse»,* ce n'est pas avec la répression à laquelle poussent certains milieux, *«les causes profondes du mécontentement résidant d'abord et avant tout dans le manque de démocratie...»* Le 9, pour tenter d'anticiper les changements qu'annonce ce jour même Chadli, nous appelons *à «une solution institutionnelle rejetant le système du parti unique...»,* tout en dénonçant la répression et la torture. Le 13, nous condamnons encore avec la plus grande énergie répression et torture, et nous appelons à voter nul au référendum du 3 novembre — pour la modification de. la

8. Comme celles touchant les jeunes de Constantine et de Sétif, *«condamnés collectivement» ;* les 23 intellectuels, dont mon ami Ali Kechid, torturés puis exilés au fin fond du pays, à Bordj Omar Driss ; ou le harcèlement des travailleurs à Staouéli ou dans diverses entreprises ; les étudiants à Alger dont, entre autres, notre «BB» (Ben Brahim), qui a subi des sévices qui ont fait grand bruit et suscité une grande mobilisation.

'Constitution -, un projet dont on ne connaît pas «la place concrète dans le processus de démocratisation, aucune information [n'étant] encore donnée sur les réformes politiques globales dans le discours du chef de l'État du 10 octobre».

C'est la première fois que nous nous démarquons d'un projet avancé par Chadli. Nous sommes soulagés de n'avoir pas à le soutenir cette fois. Mais au cours des échanges que nous avons sur cette question, un de nos camarades les plus perspicaces émet la prévision que Chadli va faire appel à Kasdi Merbah pour diriger le gouvernement. Ce qui se vérifie très vite, ce 5 novembre, où, sans doute dans le cadre du jeu d'équilibre dans lequel il excellait, il fait ce geste significatif en direction du courant «boumedieniste», évincé de la direction du FLN.

Ce qui nous pousse à soutenir le nouveau gouvernement et son programme, qui, même s'il»n 'aborde pas clairement le problème important de la dette extérieure (...) est axé autour de tâches urgentes[9]». Mais Chadli avait jugé son bonhomme. Il le connaissait assez pour savoir qu'il n'était pas de taille à contrecarrer ses projets, malgré sa rodomontade devant les journalistes «Ce n'est pas Chadli qui a bien voulu faire appel à moi, dit-il, mais c'est le peuple qui m'a imposé à lui». De plus, l'administration est plombée, jusques et y compris le Premier ministère ! Débutant sa charge par une augmentation des salaires dès janvier pour près de deux millions de salariés et par la désignation de 67 EPE pour le passage à l'autonomie, il la terminera, le 6 septembre, par la légalisation du FIS (Front islamique du Salut)[10] avant d'être

---

9. Augmentation des bas salaires, emploi des jeunes, logement social, amélioration de la distribution des produits de 1ère nécessité, contrôle des prix, lutte contre la spéculation, austérité pour tous, impôts sur les fortunes, lutte contre la baisse des prix des HC, relance de l'investissement productif, encouragement de l'investissement créateur d'emploi et orientation, vers ce but, du capital privé, planification démocratique (...) respects des libertés, de pensée et d'expression dans la presse, appel à «toutes les forces vives à se mobiliser pour la réussite de ce programme...» (SEC n° 168 du 20 nov. 88).

10. Cette mesure, Chadli l'a justifiée en la liant à la légalisation du PAGS dont la demande est déposée le 13 août - et en disant qu'on ne pouvait légaliser les communistes et continuer d'interdire «nos frères» musulmans...

remplacé par M. Hamrouche le 10 du même mois. Merbah aura affronté une situation économique rendue plus difficile par le problème, grave, d'une dette extérieure accumulée à un point tel qu'elle pose la question de son rééchelonnement auprès des institutions financières internationales.

Pendant ce temps : Chadli est confirmé dans ses pouvoirs par le 6e congrès du FLN, qui le fait président du parti, puis par la présidentielle de décembre 88 ; il promeut le général Kh. Nezzar comme chef d'état-major de l'ANP, avec comme adjoint L. Zeroual ; il offre l'hospitalité au Conseil national Palestinien qui proclame la naissance de l'État palestinien ; le texte de la nouvelle constitution est publié ; l'ANP décide de ne plus siéger au CC-FLN pour marquer «sa totale adhésion au processus démocratique en cours» ; l'APN approuve les conventions internationales relatives à la protection des droits de l'homme, et la nouvelle loi sur «des associations à caractère politique» ; le nouveau SG du FLN, A. Mehri donne une conférence de presse où il fait preuve d'une ouverture d'esprit que nous saluons...

Nous intervenons pour éclairer nos militants et l'opinion nationale et internationale sur cette évolution accélérée de la situation ; pour marquer notre place en nous prévalant de notre contribution au mûrissement du processus de démocratisation autour duquel s'intensifient des luttes, dont certaines visent à nous marginaliser ou même à nous en exclure. Dans un message au 6e congrès du FLN, tout en affirmant notre attachement «à l'unité d'action patriotique la plus large, ...nous nous prononçons pour le pluralisme politique comme première étape du processus démocratique engagé». Par ailleurs, nous souhaitons que le congrès clarifie le contenu des réformes économiques, obscurci de différentes façons et par des faits accomplis, en nous engageant à lutter de notre côté contre les approches dogmatiques et les réticences injustifiées envers les réformes. En même temps, nous diffusons une longue déclaration portant aussi sur la démocratisation

de la vie nationale développant notre position dans le détail en la matière. Puis notre Premier secrétaire répond à quatre questions toujours sur le même sujet, dans une interview à SEC. (Spécial, 20 nov. 88).

Mais ces positions, et notamment dans leur composante unitaire, commencent à faire tiquer les amis restés à Alger. C'est que, malgré des luttes de masse magnifiques, la situation devient de plus en plus difficile, avec les provocations, les actes répressifs qui continuent, les tentatives de nous isoler, les ambiguïtés de la politique officielle et ses faits accomplis dans divers domaines ; d'autant que les difficultés des pays socialistes, et notamment de l'URSS en Afghanistan, ou du régime polonais face à «Solidarnösc», n'arrangent pas les choses, mais rendent les islamistes plus agressifs, alors que le pouvoir les laisse faire, s'il ne les encourage pas. Et on finira par dire qu'on n'aurait jamais dû soutenir le FLN et le pouvoir, que cette ligne opportuniste provient même de la tradition «suiviste» du PCA à l'égard du mouvement national...

Je ne suis pas et ne puis être d'accord avec cette critique globalisante de notre ligne, et quand je la fais connaître à Prague, la réponse des amis est si fraîche que ceux d'Alger disent que j'ai déformé leurs paroles et leurs pensées. Blessé par l'accusation, je propose que, pour mon voyage suivant, l'on consigne nos échanges dans un procès-verbal dont chacun s'assure qu'il reflète bien son opinion. À la lecture de ce document, les amis de Prague sont confirmés dans leur sentiment, estimant que j'avais même tenté d'arrondir les angles. Sadek pense que c'est son autorité qui est ainsi mise en cause. À ce moment, la Perestroïka, en URSS, revenant sur l'histoire dramatique des premières années de la Révolution, fait fleurir les hypothèses que, profitant de la maladie de Lénine, Staline l'a fait quasiment achever pour rester seul maître à bord et continuer la politique du «communisme de guerre» au lieu de la «nouvelle politique économique» (NEP) que Lénine avait essayé de lancer. Une pièce de théâtre est montée sur cette base, que publie

une revue culturelle favorable à *la «glasnost»* en matière d'histoire. Sadek suggère que la traduction de cette pièce soit diffusée dans le Parti à Alger. Le sens est si direct que cela refroidit nombre d'ardeurs contestataires... Le plus curieux dans l'affaire, c'est que Sadek était au fond d'accord avec cette appréciation critique de la politique du parti. J'y reviendrai plus loin. Pour l'instant, il anime la campagne pour la mise en oeuvre de la ligne que nous avons adoptée et qui est consignée dans les documents que j'ai cités (dont son interview *à SEC).*

Quant à Chadli, en faisant appel à K. Merbah et en le laissant constituer un gouvernement dont sont écartés A. Brahimi et B. Nabi, il fait comme si cela constitue une sanction de la politique socio-économique de ces derniers, à l'image du sens clairement donné au limogeage de l'«antidémocrate» Messaadia. Mais au contraire, et c'est encore là l'astuce de Chadli, il met en avant les réformes politiques; il fait semblant de mettre en discussion la meilleure façon de les appliquer ; mais elles soulèvent une cacophonie assourdissante dont il se sert comme paravent pour couvrir la continuité et la poursuite de la politique économique imposée depuis le 5e *congrès, et qu'il n'entend absolument pas discuter ; d'autant que, l'évplution internationale aidant, elle est maintenant officiellement désignée comme des «réformes économiques» rendues incontournables par le triomphe mondial du libéralisme. Merbah a certes mis au point un programme qu'il fait adopter par l'APN, devant qui désormais le chef du gouvernement est constitutionnellement responsable. Mais son action pour réaliser son programme apparaît bien comme une continuation des blocages aux réformes. Aussi ne peut-il que se voir signifier que «la récréation est terminée», et qu'il doit céder la place à plus convaincu que lui de la nécessité des «réformes économiques». Et c'est là que Chadli place son joker, M. Hamrouche, qui se dénomme lui-même fièrement «réformateur»...*

«Appliquer les réformes», parfaire l'action du *moudjahid* Brahimi, de démantèlement de l'économie (certains disent : du «système») *«archaïque»* mise en place

par le moudjahid Boumediene, telle est, en effet, la mission donnée au moudjahid Hamrouche[11]. Il fait approuver son programme par l'APN le ler octobre : l'économie ayant «ses propres lois», il s'attache à la «libérer» de l'intervention et de l'injonction politiques. Il agit avec la volonté de faire aboutir le changement : «Ça passe ou ça casse !», dit-il. Cependant, il ne fait que remplacer le dogmatisme du «tout État» - qui a du plomb dans l'aile, avec les difficultés du communisme -, par un autre dogmatisme, celui du «tout privé»...

Le journal el-Massâ (16 oct.), interviewant Sadek, remarque que, contrairement à notre réaction au programme de Merbah, nous n'avons pas pris position sur celui de Hamrouche, qui vise, dit le journal, à une «réforme globale». Notre réponse est que nous sommes pour des réformes structurelles, et que le problème est de trouver le financement des investissements productifs pour développer les capacités de production ; qu'il faut définir une politique nationale des HC qui mette ces richesses au service des besoins de développement ; qu'il faut aussi une gestion centralisée de la dette pour de meilleures conditions de son remboursement... Autant de questions sur lesquelles M. Hamrouche reste peu prolixe, préférant les régler discrètement, selon la feuille de route qui lui a été tracée... Son jeune ministre de l'économie, Gh. Hidouci, a les pleins pouvoirs pour assurer le passage de l'économie nationale à l'économie de marché, malgré le contexte difficile d'un endettement extérieur élevé. C'est dire que nous nous méfions du bonhomme.

Mais M. Hamrouche est charmeur. Il sait entourer les mesures qu'il met en oeuvre de tout un apparat idéologique fait de «modernité» et d'«efficacité». C'est ainsi

---

11. Je ne veux mettre aucun sous-entendu dans le qualificatif moudjahid, dont je me glorifie moi-même. Je veux seulement dire que le problème se situe au sein de ce qu'on appelle « la famille révolutionnaire », entre les orientations des deux tendances fondamentales du mouvement national, représentées respectivement par Boumediene (et son «système»), et par Chadli (et son "système", également). Mais le second système s'est construit sur la ruine, pas seulement économique, du premier.

qu'il se présente lorsqu'il introduit, dans la réforme bancaire, l'indépendance du président de la Banque centrale, pour «le mettre à l'abri des injonctions politiques»[12]. Il montre que cela fait partie d'une gestion maîtrisée de la dette extérieure pour le reprofilage de laquelle il fait mettre au point en avril 91, un mémorandum avec le FMI ; la BNP française pilote l'opération, pour le compte de l'Algérie...

Il sait également se montrer grand seigneur avec les forces sociopolitiques à qui il a affaire. C'est ainsi que, pour ce qui concerne notre parti, et dans le cadre de la mise en oeuvre des mesures de promotion de la démocratie, il reçoit une délégation de notre direction présidée par Sadek. Il est accompagné de son ministre de Affaires sociales, jeune cadre qui a fréquenté les plate-bandes de notre parti et s'y est formé politiquement. Il se montre disposé à aider à régler certains problèmes matériels (carrière sociale, logements...) qui se posent à nombre de nos cadres du fait de la clandestinité. Il charge son ministre de s'occuper le mieux possible de ces questions. Malheureusement, les choses n'ont pas été menées jusqu'au bout, pour diverses raisons dont notre direction a bien sa part...

M. Hamrouche montre «sa» prodigalité également dans le domaine socioéconomique, dont voici quelques exemples seulement, car on pourrait en trouver de nombreux autres. Les entreprises du livre et du cinéma vivaient des heures difficiles du fait du désengagement politique de l'État en la matière, mais aussi à cause de son grave endettement. Pour soulager l'ENAL des

12. C'est la norme dans tout système bancaire bien constitué, c'est-à-dire démembrement parfaitement imbriqué aux autres constituants de l'État. Mais chez nous, depuis quasiment la disparition de Boumediene, l'injonction politique de fait ordonnée à notre système bancaire était de ne plus servir le développement du pays, mais de gérer la rente. Cette « réforme » était donc comme poser un cautère sur une jambe de bois... sinon une volonté de consacrer cette orientation en rendant difficile l'intervention de l'État s'il décidait de revenir à l'investissement productif.

difficultés de gestion — la charge salariale grevant la rentabilité des librairies —, on a octroyé ces dernières en propriété à leurs employés... qui acceptaient ainsi de quitter l'entreprise, laquelle était mise en liquidation. Les employés ont reçu pour leur part un cadeau empoisonné : faute d'une politique nationale du livre, il leur fallait avoir plus qu'un esprit entrepreneurial pour faire fructifier le capital que ces librairies représentaient et ne pas le consommer comme rente... avant de céder le fonds de commerce à des marchands de n'importe quoi. Même aventure banqueroutière pour l'ONCIC et ses moyens, dont les salles de cinéma, le matériel audiovisuel... Ni le livre, ni le cinéma national n'ont gagné à l'affaire. Mais n'est-ce pas avec le même état d'esprit que furent encouragés les journalistes à quitter le service public pour créer leurs propres organes ? Sous couvert de cet acquis démocratique, n'a-t-on pas assisté alors, comme si cela allait de soi, à la mainmise du parti de Chadli-Mehri-Hamrouche sur el-Moudjahid et al-Cha`b en même temps que d'autres biens de l'ex parti-État ?

Mais c'est dans le domaine de la démocratie que M. Hamrouche se montre le plus avenant. Avec son nouveau DG démocrate de la télévision, il ouvre très démocratiquement ce média lourd[13] à toutes les forces en présence, y compris celles qui jouissaient déjà d'un média plus puissant encore, le minbar des mosquées, et qui menacent de tordre le cou à la démocratie-«kofr» ; menaces mises d'ailleurs à exécution à travers les actions musclées des milices islamistes qui commencent à enserrer la société dans leurs réseaux.

Néanmoins la boîte de Pandore que son patron Chadli a ouverte va leur donner du fil à retordre, alors qu'ils croyaient pouvoir «surfer» sur les calamités qui

13. Ouverture saisie au vol par Abbassi Madani qui, répondant à un journaliste qui lui faisait remarquer que son parti foulait aux pieds les lois de l'État, lui dit : «Yâ bounayy, al-Dawla h'na 1» («Mon fils, l'État c'est nous 1»).

s'en échappent. Non pas qu'ils craignent ces nombreux mouvements de grève et de revendications sociopolitiques, ces associations nées d'Octobre, ces marches de protestation contre la torture, les atteintes aux droits humains et citoyens, ces regroupements de femmes contre le code de la famille qui codifie et consacre l'écrasement des droits de la citoyenne, et aussi contre l'intolérance grandissante du fait des agissements islamistes. Même si cela fait du bruit, même si nous soutenons et défendons ces luttes dans notre petit SEC désormais légal, ils ont l'habitude de ces mouvements et savent comment les traiter : carotte et bâton, ils sont des spécialistes. de leur maniement et cela leur a réussi jusqu'à présent. Mais le mouvement islamiste, c'est autre chose par rapport à notre parti et aux autres «sanafirs» qui l'entourent, y compris la tendance du FLN affaiblie l[4] par la disgrâce de Messaadia. Sans doute, Chadli n'a-t-il pas adoubé pour rien ce mouvement, depuis le moment où il a coiffé notre Islam national par un cheikh «Frère musulman» égyptien à qui a été donné le loisir de diffuser ses idées délétères, pendant des années. Sans doute, veut-il utiliser cette force pour terrasser définitivement le «boumedienisme» qu'il sent encore lui résister 15 malgré les coups ravageurs qu'il lui a portés. Mais pour la première fois depuis 79, il n'a plus seul l'initiative : il doit au moins compter avec le FIS, qui s'avère comme ce serpent qu'on a réchauffé dans son sein et qui se réveille avec des intentions qui sont loin d'être de reconnaissance. L'allié présumé a ses propres objectifs...

---

14. Ainsi est-elle apparue à la manifestation modeste par laquelle elle a tenté de montrer sa force le 17 mai 90 à Alger.

15. Il le sent à l'attitude de ce général qui n'a pas hésité à lui rendre le tablier en 89 quand il n'a pas voulu écouter son cri d'alarme sur le danger grave que sa politique faisait courir au pays. Et qui démissionnera encore en 91, quand il se sentira inutile au poste d'ambassadeur où on a cru le «caser», montrant qu'il refusait la sinécure...

Non que Chadli soit mécontent de l'agressivité du FIS contre les moudjahidine dont les islamistes estiment le titre usurpé, depuis la «fetwa» édictée par le cheikh Soltani, selon quoi il n'y a de djihad qu'au service de la cause de Dieu. Pour cette cause, d'ailleurs, ils ont «leurs» moudjahidine et chouhada enregistrés dans les équipées afghane et bosniaque, pour lesquelles ils ont mobilisé de nombreux jeunes Algériens sous l'oeil bienveillant du pouvoir de Chadli. Et ils veulent les valoriser face aux «illégitimes» moudjahidine et chouhada de la guerre de libération, avec lesquels Chadli, lui-même, voudrait en finir ; ainsi que son FLN, déjà converti en «barbéfélène» ; un de ses cadres, promu président de l'APN, après la démission de Bitat, n'a-t-il pas en effet déclaré dans une interview à Alger républicain — qui vient de reparaître — que la direction du pays devait revenir aux «ouléma», pour ne pas dire : aux «chouyoukh» du FIS ? Chadli n'est pas non plus contrarié par les attaques contre les officiers de l'ANP qui montrent leur irritation devant la permissivité et l'impunité dont jouissent les islamistes. Il compte' au contraire utiliser cette pression pour ses propres objectifs. Ne va-t-il pas, dans son zèle démocratique, et par un acte unique en son genre dans les annales internationales de tels services, jusqu'à dissoudre, fin septembre 90, la DGDS, la redoutée «Sécurité militaire», ainsi désignée comme étant la responsable des tueries et tortures commises en octobre 88 ? Et cela juste après une loi d'amnistie pour les responsables de ces violences !

Ainsi, arrivé presque au bout du processus où il pensait pouvoir accaparer tout le pouvoir (Présidence, FLN, et maintenant ANP) au profit exclusif du courant néo-réformiste du mouvement national, Chadli n'a plus les mains libres pour manoeuvrer et parfaire son coup. Le pouvoir a reculé la date des élections locales, sans doute pour mieux assurer ses positions. Mais le FIS ne reste pas les bras croisés et prépare ce scrutin à sa manière :

il se conduit déjà en maître dans la société[16] ; il édite son journal, el-Mounqid - un des plus gros tirage des journaux privés -, et, dès le premier numéro, exige la libération des détenus du groupe de Bouyali, appuyant cette exigence par une pression de masse musclée - n'hésitant pas à faire usage des armes[17] - sur le tribunal où ils doivent être jugés ; pour contrer les nombreuses et souvent puissantes manifestations en faveur de la tolérance, il organise, en faisant converger ses adeptes vers Alger à partir de toute la Mitidja, ses propres manifestations de masse, y compris de femmes en hidjab, pour exiger l'application de la charî'a... Et quand vient le jour des élections, il exerce une telle pression et un activisme si agressif, si totalitaire qu'il étouffe complètement l'administration de Hamrouche et les représentants des autres partis[18], plus «sanafirs» que jamais, le FLN de Mehri compris. Tout le monde ne peut qu'enregistrer la victoire écrasante du FIS, qui s'empare de la plupart des APC (mairies). La déconvenue de Chadli est grande, à la mesure de l'optimisme condescendant dont il a fait preuve dans un échange avec Mehri, dont le général Y. Rahal, qui y assiste, donne un aperçu, dans ses Histoires de pouvoir : dans l'attente des résultats, on les entend s'inquiéter... des chiffres trop bas que les partis d'opposition vont avoir et qu'il faudrait quelque peu arranger pour la crédibilité de ce premier suffrage pluraliste, et pour ne pas décourager ces partis pour l'avenir...

---

16. Ses milices faisant la police des moeurs, exigeant la fermeture des débits de boisson et des maisons de tolérance, les brûlant à l'occasion - notamment pour empêcher de célébrer le jour de l'An ; chaque vendredi, il occupe les rues de la capitale pour la prière dans un large périmètre autour des mosquées, et les prêches deviennent des harangues qui répandent l'hystérie parmi les foules de croyants...

17. Sept islamistes seront condamnés à mort, le ler janvier 91, pour cette attaque...

18. Qui par leur participation à ces élections - et nous en sommes, nous,, le PAGS - cautionnent cet enterrement, dans les faits, de la démocratie. D'ailleurs, dès leur installation après leur victoire, ils vont exiger et mettre en oeuvre une gestion «islamique» des APC, troquant la devise «Par le peuple et pour le peuple» contre celle de «baladiya islamiya». Ce qui signifie un changement de nature de ces institutions de base de l'État.

L'armée ne tarde pas à réagir. En juillet 90, elle se dégage encore plus du pouvoir politique, en séparant le ministère de la Défensel[9] de la Présidence de la République, pour la première fois depuis l'indépendance. En avril 91, l'ANP lance un violent réquisitoire contre l'extrémisme religieux[20], juste après une série de condamnations et de suspensions de maires FIS pour violation de la Constitution et atteintes aux symboles de l'État, et après une grève générale massive organisée par l'UGTA qui se démarque ainsi du FLN et du gouvernement Hamrouche. En même temps, ce dernier annonce les législatives pour le 27 juin 91, après avoir fait voter une nouvelle loi électorale pour un scrutin majoritaire à deux tours. Le 25 mai, le FIS lance un mouvement insurrectionnel en exigeant l'abrogation de cette loi et l'organisation de présidentielles. Hamrouche laisse les troupes du FIS occuper les grandes places publiques d'Alger, où ils dressent des guitounes... La gendarmerie les évacuera de force au bout de dix jours d'effervescence islamiste. L'état de siège est instauré et les chefs du FIS ne tardent pas à être arrêtés. Chadli, avant de démissionner de la présidence du FLN, doit se défaire de
M. Hamrouche, et nommer S.A. Ghozali à sa place...

À ce stade de cette évolution dramatique des choses, Chadli est-il convaincu de la «catastrophe imminente» vers quoi mène inexorablement sa politique manoeuvrière qui consiste à jouer les uns contre les autres ? Est-il conscient du danger mortel pour la société, de la donne islamiste qu'il a décidé d'introduire dans ce jeu malsain ? Ce ne semble pas être le cas, malgré les graves dérives introduites dans la vie politique nationale par le comportement du FIS. En effet, il persiste dans sa cécité

19. C'est sans doute un compromis, trouvé avec Chadli, que le premier titulaire soit Kh. Nezzar.
20. Auquel répond un avertissement de `Abbassi Madani à l'armée, 'qu'il appuie par un appel à la grève générale qu'il renouvellera sans succès après l'interruption par la force du mouvement de désobéissance civile dans lequel il a lancé ses troupes.

politique et son irresponsabilité et signe en annonçant les législatives pour le 26 décembre 90. Par ailleurs, il ne semble accepter que difficilement[21] ce retour d'un Ghozali, qu'il avait chassé du gouvernement, car il signifie également pour lui le retour du «plan Valhyd», un «plan» marqué cependant par les effets irrémédiables de la casse que, sous sa direction, on lui a fait subir...

En effet, mon ami S.A. Ghozali hérite là d'une conjoncture très complexe et difficile faite de bruit et de fureur entretenus par le FIS et ses hommes, et Chadli et ses hommes. Ce qu'on retient alors de son action, c'est, d'une part, une modification (j'allais dire rectification) de la loi relative à l'exploitation des HC[22], et d'autre part, de préparer ce qu'il a appelé lui-même «des élections propres et honnêtes»... Pour la première initiative, il reçoit le soutien de B. Abdesslam[23] et des anciens «jeunes» cadres qui ont porté la politique pétrolière de Boumediene, dont Aït Lahoussine, rappelé comme ministre de l'Énergie ; mais cette initiative et la loi qui en a résulté, adoptée par l'APN le 4 décembre 91, mobilisent contre elles le ban et l'arrière-ban des jeunes «réformateurs» chadlio-hamrouchiens. L'empoignade se déroule dans la conférence des économistes sur les réformes et le développement, où s'illustrent les Hidouci, Benouari et autres Boussena...

Quant à ce qui concerne sa deuxième tâche, et en prévision des législatives, S.A. Ghozali réunit la fameuse rencontre des partis au Club des Pins. Le FIS n'est pas présent, sauf dans les coulisses, mais son ombre écrasante domine la salle. Les débats sont minables, et le responsable de l'un

---

21. Sans doute envisage-t-il de rééditer le coup fait à K. Merbah... On pourrait le penser au vu de sa décision de maintenir auprès de lui, en tant qu'attaché à la Présidence, Gh. Hidouci, l'ex ministre de l'économie de M. Hamrouche.

22. Sur la base de sa proposition de vendre 25 % d'un puits en production - ce qu'on a appelé la «bombe de Hassi Messaoud» I C'est sans doute la première fois depuis qu'il est président, que Chadli voit l'initiative économique et législative lui échapper.

23. Qui estime que la suggestion est «une solution qui n'est pas à rejeter», et en profite pour faire une rétrospective sur la politique des HC des années 6070, et un réquisitoire contre la stratégie destructrice des années 80.

des partis présents en est tellement touché qu'il s'en prend à Ghozali en l'accusant d'avoir organisé une kermesse pour déconsidérer ceux des partis de la classe politique qui comptent. Tout le monde comprend qu'il lui reproche de vouloir briller aux dépens d'une telle nullité, et de caresser des prétentions nationales en cette période de crise...

Mais, derrière ce théâtre d'ombre, Chadli est en train de négocier le partage du pouvoir avec le FIS, dont les dirigeants déclarent qu'ils n'iront aux élections que s'ils sont sûrs de la victoire, qu'ils refusent toute APN qui les obligerait à passer des alliances. Ses groupes armés s'enhardissent à attaquer la caserne de Guemar et égorger de jeunes conscrits, et Hachani, un de ses dirigeants, qui vient de sortir de prison, dirige une marche spectaculaire à Alger. À quoi répondent d'autres marches des républicains aussi imposantes.

Les élections, le 26 décembre, se déroulent comme lors des communales, avec les mêmes comportements musclés et totalitaires des troupes islamistes pesant sur les bureaux de vote à travers le pays... Au vu des résultats de ce premier tour, le FIS est assuré d'obtenir la majorité absolue dans la future assemblée. Les très nombreux recours en annulation, les contestations nombreuses également de sièges, déposés devant le Conseil constitutionnel paraissent dérisoires devant ce raz-de-marée.

La première semaine de 92 voit se mobiliser l'opinion démocratique inquiète des lendemains, et le 5 janvier, se constitue un «Comité national pour la sauvegarde de l'Algérie» — dont les regrettés Abdelhaq Benhamouda, SG de l'UGTA, et Mohamed Benmansour sont parmi les principaux animateurs —, qui exige l'annulation des élections.

Face à l'armée qui mesure elle aussi les conséquences de ces législatives, Chadli n'a plus de fusible entre les mains sur qui se décharger et pour se disculper de ces résultats. Le roi est nu, comme on dit. Le 11 janvier, il est contraint de démissionner, et, avant de le faire, il pousse la perversité jusqu'à dissoudre l'APN pour compliquer la réalisation de sa succession. Et, autre tour de cochon non

moins perfide, il fait publier les résultats du premier tour dans le Journal officiel : ce qui est illégal[24], mais qui va être entre les mains de ses alliés du FIS une preuve et un argument auprès de l'opinion internationale que l'armée les a frustrés de leur victoire...

Le 12, en effet, les élections sont annulées.

Néanmoins, le courant néo-réformiste du mouvement national perd là son leader le plus fin et le plus habile qu'il ait jamais eu depuis le début de la guerre de libération, celui qui lui a permis de prendre le dessus sur le courant indépendantiste conséquent[25], de régner sur le pays et ses richesses pendant plus d'une décennie et de se constituer ainsi une base et des moyens économiques grâce auxquels, avec son allié islamiste, il va défendre chèrement ses positions politiques et sociales.

* * *

24. Selon la Constitution, les résultats ne peuvent être publiés qu'à l'issue du 2nd tour.

25. Ce qu'il n'avait jamais réussi, y compris à l'indépendance alors qu'il avait placé un de ses hommes à la tête du GPRA, où il avait réussi à nouer une alliance avec des «novembristes» illustres...

BOUDIAF REVIENT...

... Cependant, le pouvoir réel commença à échapper aux califes tardifs à la suite de la politique désastreuse d'al-Mu`tasim lui-même[, qui eut] *pour résultat de placer la charge de calife sous le contrôle des militaires[.* Cette] *politique (...) allait coûter la vie à son fils et second successeur, al-Mutawakkil (847-61), qui tenta de la renverser... Après al-Mutawakkil, et jusqu'à l'avènement des Bouyides en 945, la charge de calife ne retrouva jamais son indépendance idéologique antérieure, son autorité politique, son pouvoir militaire et économique...*
Dimitri Guttas, *Pensée grecque, culture arabe,* Aubier, 2005.

Le pays est donc dans une passe dangereuse. Comment avons-nous vécu, comme parti, cette étape difficile de l'évolution de la vie nationale, comment y avons-nous réagi, quelle a été notre contribution aux luttes complexes qui l'ont marquée ?

Il nous a toujours fallu répondre à la question de la nature de classe du pouvoir politique depuis l'indépendance : est-ce la même classe, le même «régime» politique à l'intérieur desquels les différents pouvoirs politiques continuent de se situer globalement ou bien cette nature de classe a-t-elle changé radicalement, c'est-à-dire au point que le pouvoir est passé d'une classe à une autre ? Et à l'égard d'un tel régime, quelle position de principe devons-nous par conséquent déterminer clairement : le soutenir

sans équivoque ? lui déclarer une opposition ouverte ? Ces questions ne sont ni faciles ni nouvelles, mais, aujourd'hui, elles nous interpellent de façon extrêmement pressante.

La sortie de clandestinité met le parti à rude épreuve. D'abord, du fait de la crise politique qui secoue le pays : les réformes politiques entreprises donnent raison à notre combat démocratique de ces longues années de clandestinité. Mais en même temps, ce combat démocratique constant semble entaché du fait de notre posture unitaire, également indéfectible depuis l'indépendance, envers les forces de progrès dans les divers pouvoirs qui ont dirigé le pays ; la crise que subit leur autorité rejaillit sur nous aussi. C'est ce soutien dont nous accusent nos adversaires à un moment où un élément central de notre crédibilité, le camp socialiste, notre base idéologique concrète, l'acquis palpable des idées pour lesquelles nous nous battons, semble frappé au coeur, non seulement en Pologne, où nos camarades ont perdu le pouvoir, mais surtout en URSS, où se produit un chamboulement extraordinaire, intéressant mais préoccupant.

Mais il n'y a pas que l'adversaire qui porte de telles accusations. J'ai signalé la «ruade» des amis d'Aiger, que j'ai rapportée à Prague, contre la ligne unitaire du parti ; ce mécontentement prolonge celui de nombreux camarades qui estiment que nos positions unitaires n'ont rien rapporté au parti ; qu'elles procèdent du suivisme le plus plat vis-à-vis de la petite-bourgeoisie au pouvoir ; et qu'elles ont même favorisé l'émergence, aux dépens de cette dernière, d'une «bourgeoisie bureaucratique». Le parti disait aux militants d'aller aux masses, dans la légalité conquise, pour les convaincre de notre ligne, mais ils ne semblaient plus être sûrs de la justesse de cette dernière... Bref, le parti est dans une sorte de démoralisation politique qui exige que l'on tranche sur la question pour pouvoir lui redonner confiance en lui-même. Et pour affronter avec justesse les tâches complexes mises à l'ordre du jour par le nouveau rapport de forces issu d'octobre 88.

Mais trancher comment et dans quel sens ?

Je dois rappeler la drôle d'auto (?) critique faite à ce sujet dans *La Grande Aventure d'Alger républicain'*. Elle concernait un point d'histoire de ce journal, mais également, du Parti communiste algérien (PCA). Elle caractérisait, comme une erreur globalement opportuniste, l'expérience tentée de jonction avec le FLN sur la base de la Charte d'Alger, en 1964. La signature collective de ce livre montre que c'était une prise de position *politique* concertée de dirigeants de l'ex PCA. Mais cette appréciation d'un moment historique qui n'intéresse à première vue que ce dernier parti, il n'y aurait rien eu à y redire si elle ne touchait implicitement le PAGS dans son essence.

En effet, elle remet également en cause une autre appréciation, celle qui a présidé au lancement de l'ORPPAG-PAGS[2]. On s'était alors fondé sur le fait que l'expérience de 64 n'avait pas été toute négative : et, loin de revenir à l'ex PCA, on a confirmé le noyau de vérité de l'expérience, c'est-à-dire son mouvement profondément unitaire ; on a défini la large alliance démocratique en vue de laquelle l'effort doit se poursuivre, en conformité avec l'essence la plus profonde du socialisme, sa nature démocratique... Et voilà que plus de vingt ans après cette résolution, on semble proposer de jeter par-dessus bord tout ce qui avait été déployé pour concrétiser cette option : efforts théoriques et pratiques, sacrifices, tous les acquis positifs, y compris ceux fruits des ratés ; en un mot, on semble s'être résolu à barrer d'un seul trait de plume tout ce qui a avait fait la vie du PAGS et la fierté de ses militants, pour se replier sur l'ex PCA...

La Grande Aventure... ne va pas jusqu'aux implications politiques que je viens de poser clairement. Mais une telle idée a fortement marqué les conceptions et les écrits du parti en particulier dans les années 80. Et c'est

---

1. Cf. supra le chapitre «Alger républicain».

2. ORP (Organisation de la Résistance populaire), devenue PAG (Parti d'avant-garde), puis PAGS (Parti de l'Avant-garde socialiste).

comme pour lui donner corps en quelque sorte que cet écrit est venu, posant pour ainsi dire concrètement cette alternative de retour à l'ex PCA, à son esprit sinon même à son sigle, pour trancher le dilemme signalé plus haut.

Pourtant qu'a été le PAGS sinon la poursuite *nécessaire,* dans la *fidélité,* de l'expérience *unitaire* du PCA de la guerre de libération ?

Lorsque le PCA a rejoint le mouvement lancé par Novembre, il s'est engagé enfin dans le combat des colonisés *pour la nationalité.* Ce combat, fait remarquer J. Berque, *«par rapport à celui des exploités européens, s'engageait sur un "front de taille" plus vaste, plus intégral. À une dépossession plus complète que celle des prolétaires des pays industriels, il opposait une remise en cause plus radicale. Analogique de la lutte des classes, il la débordait par le renouvellement des champs, la multiplication des partenaires, la singularité des prises...* »[3]

Le PAGS a continué et enrichi cet engagement du PCA dans ce *«front de taille»* débordant le cadre de la contradiction capital-travail du pays .qui nous colonisait ; il inscrit son action avec celles des autres forces nationales qui se sont attaquées aux racines de la dépossession colonialiste ; et qui, à l'indépendance, poursuivent le combat ; un combat épousant le mouvement de notre société pour *sortir du précapitalisme* - où l'occupation coloniale l'avait enfermée et où le néocolonialisme veut la maintenir vers la *maîtrise d'un développement capitaliste* qui puisse lui permettre d'espérer passer au socialisme.

La justesse de cet engagement a été prouvée par la convergence entre le programme du PCA de 62 et le programme de Tripoli du FLN, continuée par l'expérience, non aboutie, de 64. Et même devant le constat de ce ratage, l'objectif du large rassemblement unitaire de progrès n'a pas disparu ; il a été l'objet au contraire d'efforts poursuivis malgré les contraintes antidémocratiques, la répression dure ou larvée selon les époques ; on a ainsi

3. Jacques Berque, *De l'Atlas à l'Euphrate, t.* 1, Sindbad, p. 25.

valorisé en permanence l'idée d'un Front national, comme condition pour un succès durable et profond des tâches nationales d'édification (TEN), ainsi que Sadek l'explique lui-même dans l'interview à SEC spécial de novembre 88 : nous avons soutenu ou critiqué la ligne générale des différents pouvoirs qui ont dirigé le pays depuis l'indépendance, selon le poids des «aspects positifs» ou des «faiblesses» que nous trouvions à cette ligne. Et nous avons, pour l'essentiel, assumé de façon juste notre rôle dans l'intérêt du pays et de la classe ouvrière.

Tout cela mérite-t-il d'être mis au rebut, comme veut le poser La Grande Aventure..., en dénonçant le «péché originel», pour ainsi dire, du PAGS dans l'«erreur» rédhibitoire du PCA en 64 ?[4] Bien au contraire, cette riche expérience, il faut la revaloriser aux yeux du parti et de ses militants, en traquant les éléments de socialisme utopique, petit-bourgeois, qui perturbent encore notre ligne politique sous couvert de fidélité au combat de classe «communiste», de l'ex PCA.

En effet, dans notre démarche théorique, la maîtrise du développement socioéconomique paraissait devoir et pouvoir éviter le capitalisme, pour aller directement au socialisme. Le contexte national, à l'indépendance, y poussait vu les puissantes aspirations populaires à la justice sociale et à un certain égalitarisme ; de même que le contexte international, marqué par la montée des Mouvements de libération nationale (MLN) et de l'influence du socialisme (pays socialistes et MCOI).

C'est alors qu'a fleuri la théorie de la voie non capitaliste (VNC) de développement, dite aussi orientation socialiste (OS) : ce concept est venu indûment[5] parasiter celui de

---

4. « Erreur » reconnue telle avec un manque de loyauté manifeste envers la direction du PAGS qui n'a pas été consultée sur cette question, et en marge de laquelle ce livre a été écrit.

5. La tragédie afghane et la *Perestroïka* contribueront au déclassement scientifique de la théorie de la VNC dans l'analyse de l'état de développement historique réel des pays libérés ; cette théorie a servi plutôt à intégrer *a priori* ces pays dans le schéma d'une révolution socialiste mondiale accélérée, dont le pilier central était la perspective, fixée en vue des années 80, d'édifier une société communiste en URSS.

Révolution nationale démocratique (RND), qui structurait tant le programme du PCA de 1962 que le programme de Tripoli. Cette idée de la possibilité d'aller directement du colonialisme au socialisme en évitant le capitalisme[6] vidait la RND de son contenu objectif, précisément national démocratique, capitaliste : car avec la notion de la VNC, on se situe au niveau politique, au niveau du contrôle du pouvoir politique et des moyens de mobilisation des larges forces démocratiques et populaires. Mais on s'illusionne alors sur le fait que ce simple contrôle du pouvoir va suffire pour qu'au plan socioéconomique se réalisent les tâches démocratiques générales qui concrétisent l'essence bourgeoise de la RND ; essence qui implique nécessairement le passage par le capitalisme.

La compréhension non dialectique des rapports entre les niveaux politique et économique de l'analyse de cette transition entraîne l'erreur volontariste selon quoi il est possible de brûler l'étape capitaliste où se réalisent les conditions matérielles du socialisme. Et le constat d'échec pousse à jeter le bébé avec l'eau du bain.

C'est sur cette base volontariste trop étroite qu'a été lancée l'expérience de 64 entre le PCA et la tendance socialiste dans le FLN. Elle n'a justement pas porté les fruits qu'on en attendait parce qu'on a trop présumé des forces du courant socialiste dans la société ; et pensé qu'avec ses seuls moyens propres il était capable de faire sauter à la société l'étape historique d'édification nationale où doivent se réaliser ses tâches démocratiques générales (TDG), qu'il pouvait se passer des formidables potentialités progressistes et révolutionnaires du développement capitaliste.

---

6. Une telle idée peut être comparée à celle qu'aurait un entraîneur sportif devant un jeune plein d'énergie et de potentialités, dont il exigerait directement des prouesses d'un athlète accompli sans le faire passer par une discipline exigeante d'accumulation des forces et de la maturité nécessaires pour les hautes performances qu'il lui aurait arbitrairement fixées, au risque certain de le claquer.

7. On connaît la haute idée que Marx avait du capitalisme - J. Berque rappelle que «les premiers temps l'entreprise capitaliste» lui inspirait un «véritable péan» (Arabies, p.71) - ; ce qui lui a fait dire que la colonisation, malgré ses excès, allait enfin faire entrer l'Algérie dans la modernité. • • •

Ce volontarisme politico-idéologique traduit l'impatience dans la recherche de l'objectif, pourtant juste, de l'unité des forces modernes et de progrès, impatience qui mène à en exclure les forces du capitalisme, jugées globalement réactionnaires, même celles modernes parmi elles qui ont un rôle irremplaçable dans la réalisation de ces TDG. Il reflète en définitive une incompréhension de la réalité, de l'enjeu de la lutte des classes dans notre pays, et comme une hâte à revenir au «front de taille» rétréci de la lutte pour lequel le PCA avait été créé. C'est comme si ce vieux parti voulait se débarrasser, comme d'une «tunique de Nessus», de l'alliance encombrante qu'il s'était senti obligé de nouer avec les forces nationalistes dans la lutte de libération, pour la nationalité...

Le PAGS a perçu le danger du volontarisme qui a marqué l'expérience de 64. C'est pourquoi il a préconisé d'édifier en priorité le large Front uni de toutes les forces qui s'engagent pour les TDG, et de laisser se créer les conditions pour la perspective d'un rapprochement plus grand entre tous les partisans du socialisme. Mais il a continué, dans les faits et sous la pression de l'étroitesse «communiste», à vouloir marquer ces tâches du sceau de son idéologie, de son socialisme, en dépit, encore une fois, du fait que les solutions qu'il proposait l'isolaient en en éloignant des alliés qu'il aurait été possible et avantageux de gagner, ou encore que ceux qu'il avait entraînés autour de ces tâches risquaient de ne pas résister aux tensions qui travaillent notre société.

Le PAGS a alors fini par cristalliser ses positions sur certains points dont il a fait en quelque sorte sa carte

---

•••

Il est vrai qu'il confondait là capitalisme et colonisation qui, outil d'une accumulation extra économique pour les métropoles, a été alors un obstacle à la modernisation capitaliste de l'Algérie. Il n'en reste pas moins que la notion de capitalisme moderne garde sa pertinence scientifique marxiste, et s'inscrit en faux contre la campagne sournoise par laquelle on a stigmatisé ceux qui, dans le parti, ont parlé de soutenir le développement capitaliste moderne et de s'opposer à sa forme archaïque : on les a traités de fieffés traîtres à la position de classe «communiste», voulant mettre le parti au service du pouvoir bourgeois.

d'identité spécifique, «communiste» ; notamment sur la forme de propriété économique et sur l'anti-américanisme : à partir d'une situation conjoncturelle[8], il a campé sur la position faisant de la forme étatique de propriété (et de l'autogestion[9]) la seule forme progressiste comme perspective *socialiste* à portée de main -, et rejetant comme réactionnaires toute remise en cause en ce domaine et tout encouragement au capital privé, fût-il productif ; le privé est jugé globalement négatif parce qu'il éloignerait de cette perspective. Bien plus, pour renforcer cet attachement à la forme du secteur d'État (SE) et le rejet du privé, le concept de «capitalisme d'État» (CE) a été mis en avant : concept d'autant plus séduisant qu'il sonne bien «marxiste» ; il vous met, par-dessus le marché, dans «l'antichambre du socialisme», vous mettant en quelque sorte en demeure de fixer comme tâche de vous débarrasser du pouvoir des forces bourgeoises qui ont mis en place ce CE et s'en servent.

Cette compréhension déformée d'une thèse fondamentale du marxisme-léninisme, qui désigne par CE le capitalisme arrivé à sa pleine maturité, élude le fait que, chez nous, le SE n'est qu'un premier petit pas dans le capitalisme moderne, un pas qui promet, mais qui demande à être renforcé, en revenant souvent à une forme moins avancée ; ce repli lui permet de mieux résister aux pressions du néocolonialisme, et aux attaques dont il est aussi la cible de la part du capital spéculateur

---

8. Où, la colonisation n'ayant laissé aucune place au capital privé national, l'État était obligé, à l'indépendance, de devenir agent de l'édification économique.
9. En 84, nous n'avons pas donné suite à une proposition au sein de la direction, de susciter des échanges sur cette question à propos de l'autogestion agricole. Elle projetait que le parti, ayant conscience plus tôt que d'autres, ne s'en tienne pas aux formes de l'autogestion — devenues peu à peu un frein pour le progrès économique — et reconnaisse le premier la nécessité du changement progressiste des formes (économiques, démocratiques, etc.) Un tel mouvement, seul notre parti, reconnu socialiste par tous, aurait pu l'initier sans risquer l'accusation de remise en cause ni l'hostilité des cadres et des ouvriers ; contribuant ainsi à donner à son projet de réformes un contenu de classe tel que des réformes à la Chadli se seraient cassé les dents dessus, montrant immédiatement leur vrai jour réactionnaire au plan économique et social.

et commercial... De fait, un recul dans les *formes* étatiques de l'économie est devenu une NÉCESSITÉ OBJECTIVE du développement du pays afin d'avancer vers la perspective socialiste.

L'autre «valeur» devenue un des signes distinctifs du parti, c'est l'anti-américanisme. Partant du fait que l'impérialisme américain s'est solidarisé avec le colonisateur, nous l'avons définitivement classé comme ennemi absolu. Et nous avons sous-estimé la contradiction qui l'opposait au néocolonialisme français et dont Boumediene a su profiter pour casser l'embargo qu'a voulu organiser la France contre nos HC lorsqu'il les a nationalisés ; nous n'y avons vu que le danger d'une dépendance par rapport aux États-Unis ; un danger réel, mais pas au point d'interdire les possibilités de libération et de développement qui s'offraient à nous, si on maîtrisait ces relations.

Ce «retour» au PCA, Hamid y a finalement appelé lors des débats chauds qui se sont engagés sur la question au sein de la direction, où il a dit et écrit que l'on n'aurait *jamais dû soutenir le FLN ! Mais* cela s'exprimait de plus en plus dans des prises de position et manifestations de notre ligne publique, marquées par ces deux postures érigées en»postulats» : c'est dans cet esprit de «re-PCA-ïsation» 10, si je peux me permettre ce barbarisme, que le PAGS s'est mis à traiter de questions importantes telles que le rôle des HC, de la dette extérieure (DE), de l'assistance technique étrangère et du transfert technologique, dans le développement du pays... ou encore les questions agraires ou celle des réformes économiques, et c'est dans cet esprit qu'il a noué des alliances qui se sont révélées préjudiciables pour son image et pour l'intérêt du pays.

---

10. Il faut noter que cette tendance se met en place au moment où les autres partis frères, le MCOI, sont obligés à une restructuration déchirante de leur mode de pensée et de leur pratique politique ; à quoi s'opposent, comme chez nous, la rigidité de leurs appareils et des réflexes sectaires qui les isolent dramatiquement de leurs peuples aspirant à la démocratie et au progrès, et qui finissent par les emporter.

Sur toutes ces questions, Sadek semblait partager les préoccupations grandissantes au sein de la direction du parti quant à ces dérives idéologiques et politiques. C'est ainsi, par exemple, qu'il a sollicité du parti frère est-allemand l'organisation d'une école à laquelle ont participé un nombre important de jeunes cadres militants, et au programme de laquelle a été organisée une consultation particulière sur la question de la *dette 11*. Cette immersion dans la théorie économique et ses prolongements dans la vie a certes quelque peu refroidi les ardeurs guerrières de ceux qui lançaient des mots d'ordre démagogiques et «populaires» irresponsables : elle nous a rappelé une leçon élémentaire d'économie[12]. Mais est-ce cependant suffisant pour bloquer ce retour en force des conceptions simplistes de l'idéologie populiste dont l'expérience nous avait montré la nocivité et la nécessité de les corriger radicalement ? C'est plus que jamais une exigence pour faire face aux problèmes posés en ces moments d'évolution du rapport des forces et d'ouverture pluraliste.

Nous sommes en pleins préparatifs pour rentrer au pays, et espérons qu'après cette longue absence, la présence de Sadek là-bas aidera à une reprise en mains de la ligne du parti. C'est alors qu'il prend l'initiative de nous présenter un texte d'orientation pour le Comité central intitulé : «Quelques points de repère stratégiques». Cependant, il précise, d'une façon qui nous décontenance et nous perturbe profondément, que-ce

---

11. Les camarades allemands qui suivaient nos publications ont tenu à nous dire leur inquiétude quant à nos positions vis-à-vis de ce problème. Notamment celle exprimée par le slogan de non remboursement unilatéral de la DE (sous prétexte que les remboursements cumulés ont dépassé le montant de la dette, et que nous avons d'abord à assurer des besoins primordiaux...) «Vous seriez immédiatement soumis à un blocus impitoyable, et vous ne pourriez même plus acheter le lait pour vos enfants...), nous ont-ils fait remarquer.

12. Sur la nature même du crédit, fût-il usuraire et précapitaliste. Quant à celle même du crédit moderne, intimement lié au développement du capitalisme, elle est qu'il assure la pleine continuité du procès de production et oeuvre à sa reproduction constamment élargie. Le crédit moderne est une condition de la production...

texte est de la plume de sa nouvelle compagne ! Une première dans les moeurs politiques, surtout dans des partis comme le nôtre, qui veut introniser *de facto* et par décision du prince, la femme du Premier secrétaire, comme une sorte de vice-Premier secrétaire, alors qu'elle est tout à fait étrangère à la direction !

Mais, au-delà de cette manoeuvre inconvenante, c'est le contenu de ce texte qui pose problème. Il s'appuie sur l'idée du fameux «capitalisme d'État» sur la base duquel se serait développée une bourgeoisie bureaucratique dont les intérêts ne peuvent coïncider avec ceux de la classe ouvrière. C'est pourquoi il ne convainc pas comme orientation pour faire face aux tâches posées par la nouvelle conjoncture. On se croirait, au mieux, revenus à l'essence du pamphlet que j'ai évoqué plus haut, «La classe ouvrière face à la bourgeoisie bureaucratique» de juillet 66, sinon au PCA des moments de l'ère coloniale les plus marqués par l'opposition aux nationalistes. Sans doute, Sadek pense-t-il reprendre en main le parti en endossant les reproches d'opportunisme faits à la ligne du PAGS. Mais il devra se faire le chef de file de la tentative de disqualification de cette ligne au profit du retour à la «pureté» de celle du PCA. Et je découvrirai un tout autre Sadek que celui que je pensais connaître. Il ne mènera cependant pas ce dessein de front, de sorte que les relations dans la direction restent correctes. Pour moi, elles restent amicales. C'est d'ailleurs moi que Sadek charge de finaliser l'achat de l'appartement qui assurera son point de chute à Alger. Cela se fera lors d'un de mes voyages à Paris, où j'en rencontrerai le propriétaire, le vieux camarade J. Molina, selon les indications dont Sadek avait convenu avec lui. Je ramènerai donc les clefs à Prague...

Mes déplacements entre Paris, Alger et Prague contribuent également à la circulation des documents et échanges préparant notre rentrée au pays ; et bien évidemment les débats politiques difficiles et même des fois pénibles sur les fameux «points de repère stratégiques»...

Vient le jour, en ce mois de Ramadhan 89, qui nous réunit de nouveau à Alger, où nous recevons Sadek à l'aéroport Houari Boumediene. L'accueil du chef, du fils prodigue est chaleureux. L'ambiance est festive chez Djelloul et Jeanne dont nous, les amis proches du chef, sommes les hôtes... Intermède de courte durée. Les semaines qui suivent sont denses en événements.

Sadek n'arrive toujours pas à trouver au sein du BP l'accord ni le soutien nécessaire pour faire adopter par la direction les fameux «repères stratégiques». D'autant qu'il continue à vouloir le faire entériner comme l'oeuvre de sa compagne. Il doit se rendre à l'évidence que la définition de la ligne du parti a toujours été réglée au sein de la direction avant d'être proposée au parti, et que la direction n'est pas tombée dans ce degré d'indigence politique qu'elle ait besoin d'une orientation étrangère à elle ; que ce texte ne pourrait être pris en compte par la direction que s'il l'endossait lui-même, et qu'alors, avant de le présenter au CC, le BP l'examinerait comme le point de vue personnel du Premier secrétaire, soumis à la critique pour son retrait par rapport à la riche expérience du PAGS.

Sadek ne se laisse pas enfermer dans ce scénario. Et, utilisant indûment ses prérogatives de Premier secrétaire, il décide de porter son point de vue directement dans le parti, en court-circuitant le BP, ce qui est plus grave politiquement que l'initiative interne des «repères stratégiques» avancés au nom de sa nouvelle compagne. Il a vite fait de s'entourer d'une équipe de jeunes camarades, comme d'une direction de rechange, et a élaboré avec leur aide le texte de l'intervention publique qu'il fait, fin septembre 89, devant un parterre d'invités et de militants à l'occasion de la légalisation du parti.

Ce texte bien pesé, sans aspérités, ne peut cacher la volonté de Sadek de réinstaller le PCA de l'Algérie colonisée dans celle de 89, à l'occasion du pluralisme enfin reconnu, avec le droit gagné pour la classe ouvrière, comme les autres forces sociopolitiques, d'avoir son

propre parti. Pour cela, il parle de *l' «avant-garde des travailleurs »,* en qui, hier *«les dockers et des mineurs se reconnaissaient»,* et dont *«la base sociale la plus solide»* est constituée aujourd'hui par *«ces couches hautement productives des grands complexes industriels...»* L'identité entre les deux formations, pour Sadek, tient également au fait qu'hier le colonialisme interdisait le PCA, et qu'après à peine quelques mois de vie légale à l'indépendance, il était de nouveau interdit en novembre 62 par le premier gouvernement. D'où la joie pour ce premier succès de la démocratie politique, selon lui «un *des plus grands pas historiques qui ont marqué la marche en avant de notre peuple depuis l'indépendance...»* Sadek insiste sur le prix cher payé par le parti *«pour cette fidélité à la démocratie - que nous considérons inséparable de l'idéal socialiste...»* Il souligne la position constante du parti sur la question du pouvoir : dénonçant, durant la guerre, les luttes fratricides, et, en 62, *«les dangereuses luttes de division pour le partage du pouvoir par-dessus la tête du peuple».* Et aujourd'hui *«où le système du multipartisme a fini par s'imposer»,* il appelle *à «une grande vigilance et un grand esprit de responsabilité»* vis-à-vis des *«luttes de clans, d'appareils et de personnes du système précédent* (qui) *continuent à s'exprimer sous d'autres formes»...*

Telle est la ligne que défend Sadek. Laissons à un peu plus loin les orientations d'action qu'il propose en conséquence. Cette ligne, c'est bien de la défense du PCA de la période coloniale et du retour à lui qu'il s'agit. L'exemple même qu'il donne, des dockers et des mineurs, est significatif : ces ouvriers qui, dit-il, en se reconnaissant dans le PCA, ont répondu à la question : pourquoi un parti communiste ? Certes, ils se sont adressés à lui pour des revendications salariales et même de dignité. Mais il leur est resté extérieur, étranger, puisqu'il ne s'est pas nourri de leur substance humaine, et que même au niveau de la représentation syndicale, c'étaient des camarades européens qui parlaient en leur nom. C'est pourquoi le PCA ne pouvait pas répondre à un besoin de classe *plus fondamental, au véritable* besoin de classe *de l'heure de ces*

ouvriers indigènes, pour la défense duquel ils se sont alors adressés à un autre parti dont ils ont constitué la substantifique moelle : l'ALN-FLN. De ces mineurs ont émergé des chefs prestigieux, comme, par exemple, Tahar Zbiri dont je suis fier d'être un frère de combat.

Et c'était alors au tour du PCA, pour rester fidèle à sa raison d'être socialiste de se reconnaître en eux — et c'est tout à son honneur ! — malgré le caractère bourgeois de la tâche que ces ouvriers et le parti qu'ils ont formé ont mis en chantier. Je suis fier également d'être un frère de combat des Inal et Iveton, des Guerroudj, qui sont alors sortis de ses rangs[13]*. C'est alors, rappelle Sadek, qu'il a été interdit par le colonialisme. Mais pas dans le sens où il compare cette interdiction à celle de 62, dans un raccourci trompeur parce qu'il ignore l'histoire de ces deux moments. Jusque-là le PCA était certes anticolonialiste, mais il était un* rouage *du système colonial. Cette première interdiction sanctionnait le* nouvel *engagement du parti, sa transformation radicale à l'instar de la menace que constituait le mouvement qu'il avait rejoint et qui remettait le système fondamentalement en cause. C'était la naissance* réelle *d'un parti communiste* algérien. *Cette métamorphose, dont le colonialisme a senti le danger mortel, Sadek l'ignore pour valoriser l'ancienne opposition de classe, réelle certes mais que ne craignait pourtant pas le pouvoir colonial parce qu'il la maîtrisait parfaitement.*

Quant à la deuxième interdiction ? En l'évoquant en parallèle avec la mesure colonialiste, Sadek veut prouver «les plus grandes exclusives» *dont le parti du socialisme a été victime depuis 62, et qui rappellent celles d'avant l'indépendance. On le parti ne s'est vu signifier l'interdit que pour se voir proposer d'être partie prenante du pouvoir ! Marché de dupes ? Ça ne l'a été que dans le sens où cette alliance PCA-tendance socialiste du FLN, nous l'avons vu, était trop prématurée... Mais nous, PCA d'alors, y avons tellement cru que nous sommes entrés en guerre contre les putschistes.*

---

13. Et dont, curieusement, Sadek n'évoque pas le souvenir dans cette intervention. Les *chouhada* communistes sont-ils tombés lors d'un combat douteux ?

Et si nous avons alors subi une «répression sauvage»*, on peut se poser la question de savoir le traitement qui aurait été réservé à nos adversaires, si les vents de la victoire nous avaient été favorables.*

Ainsi, «les dangereuses luttes de division pour le partage du pouvoir»*, dénoncées par Sadek, nous y avons là participé avec tous nos moyens, pour ce qu'elles étaient réellement, des luttes pour l'orientation du pouvoir. C'est dire que ces luttes, même intéressées, et portées par des volontés de s'accaparer* «une part du gâteau»*, se nouent et se dénouent autour du contenu de classe, déjà hier, de la guerre de libération, et en 62, de celui de l'État indépendant. Ce contenu de classe est marqué par le poids objectif des aspirations de ces* mineurs *et* dockers à *un* État démocratique et social *tel que* leur *parti l'a défini dans sa proclamation de Novembre. Le poids de ces aspirations est si réel que les luttes pour le pouvoir et les crises qu'elles ont engendrées se sont malgré tout soldées par l'échec des tendances du mouvement de libération nationale qui poussaient et poussent toujours vers le capitalisme primitif et antisocial. Ces tendances ont cru s'être donné une légitimité doctrinale, avec la Charte nationale de 86 — ce que Hassan II ne tardait pas à saluer comme une renonciation de l'Algérie à son orientation politico-idéologique socialiste, ce qui la rapproche du choix du Maroc et ouvre la voie pour aller vite dans la construction d'un Maghreb uni sur cette base — ; mais même après cela, elles ont dû céder sur cet acquis en légitimité, au profit du courant de l'ancienne Charte : une situation née d'Octobre 88 et bien analysée au niveau de la direction du parti, mais où Sadek ne veut voir encore que* «luttes de clans, d'appareils et de personnes du système précédent». *Et son appel à la vigilance vis-à-vis de ces luttes, ainsi péjorativement caractérisées et où les deux derniers termes sont particulièrement bien choisis, équivaut plutôt à démobiliser le parti dans cette lutte entre les deux tendances, au motif que cette lutte ne serait pas la sienne.*

En réalité, en mettant le parti dans une position de neutralité, il le fait au profit de la tendance de 86, puisque le

regain de vigueur de celle de 76, était désigné comme un retour «du système précédent» honni, retour qu'il s'agit de ne pas favoriser, car ce système ne prendrait une forme différente trompeuse, celle de la démocratie pluraliste, que pour la pervertir.

Cette position résume bien la vision de Sadek de l'histoire du parti de la classe ouvrière de la situation d'opposition ferme de l'ex PCA contre la bourgeoisie coloniale, on serait passé à une position d'alliance avec le nationalisme bourgeois, alliance dont on a pu conjurer le danger de compromission par la sauvegarde de l'indépendance de l'appareil dirigeant du PCA par rapport au FLN pendant la guerre. Cette alliance, cependant, n'aurait eu pour résultat que de remplacer la bourgeoisie coloniale par un système où une bourgeoisie autochtone n'a eu de cesse, tout en se renforçant et en consolidant ses positions, de brider et même briser l'action et les moyens de la classe ouvrière. Le PAGS, par sa politique de soutien à tel ou tel clan ou appareil, se serait prêté à ce marché de dupes. Aujourd'hui que le système a dû concéder le pluralisme et les libertés politiques, sous la pression autant des luttes de masse que de ses contradictions internes, il serait temps de reprendre notre liberté d'action et de nous fixer comme tâche de classe centrale d'empêcher le retour du système précédent sous d'autres formes. De toute façon, précise Sadek, pour la classe ouvrière, la question du pouvoir, pour fondamentale qu'elle soit, est «une lutte de longue haleine pour gagner toute sa place dans la société, y compris pour jouer un rôle dirigeant...» Et il précise que «ce n'est pas au cours des élections prochaines, malgré leur importance, que cette question sera tranchée».

L'évocation des élections de cette façon banalisée et même comme une opportunité pour faire connaître notre parti, contribue à inhiber la vigilance du parti vis-à-vis de la tenue des municipales, où le parti se trouvera embarqué sans pouvoir réagir, alors que monte l'inquiétude dans l'opinion devant le comportement totalitaire du FIS.

Pour justifier plus encore la nécessité de désengager le parti des luttes en cours pour le contenu du pouvoir, en cette

période cruciale où les islamistes montent à l'assaut de ce dernie; Sadek met en avant l'argument que le parti s'est toujours efforcé «de ne pas céder au faux dilemme dans lequel certaines forces ont voulu le soumettre» : *soit soutien inconditionnel à tout ce que fait le pouvoir, soit opposition systématique à lui. Argument d'autant plus étonnant qu'il vient accompagner le procès fait à la politique unitaire dont lui a été l'artisan le plus doué ; ce pour quoi, nous ses élèves admiratifs de son talent à la définir et mettre en oeuvre, avons jugé juste qu'il soit notre* Premier *secrétaire, et pas seulement un simple secrétaire général du parti. Cet argument était plus légitime chez Hamid lorsqu'il a dit qu'on n'aurait jamais dû soutenir le FLN, et cela sonnait chez lui comme une revanche contre la sévère «rectification» par Sadek de sa gestion de la ligne du parti quand il a remplacé ce dernier*[14]...

Sadek a donc mis la direction devant le fait accompli. Cependant, le contenu - tel que je viens de l'analyser - de son adresse publique nous a échappé. Nous (et je parle surtout de moi) n'avons pas perçu qu'il tranchait sur la question fondamentale de l'identité du parti par le retour au PCA. Nous n'avons pas saisi la gravité des initiatives qu'à la suite de cette intervention publique il a prises en direction du FIS pour trouver avec lui ce qu'on pouvait faire en commun[15]. Nous sommes plutôt chiffonnés - d'ailleurs diversement - par notre mise à l'écart de ce premier contact du parti avec le public, où nous n'avons vu qu'une façon de sa part de nous signifier son agacement devant notre refus d'accepter la promotion de sa compagne et de nous «punir» pour ce refus. Un seul parmi nous, Hadj B., n'est pas dupe de la manoeuvre. Il se propose pour rédiger un avant-projet de résolution politico-idéologique (APRPI), comme document de base pour le congrès du parti que nous projetons de tenir prochainement. Déchargé des autres tâches de direction,

---

14. Cf. supra, chapitre *J'arrête de faire de la politique...*

15. J'étais, avec Ahmed M., d'une des délégations, dirigée par Djelloul N. qui a pris langue, selon les directives de Sadek, avec Abbassi Madani.

Hadj nous fournit, au fil des semaines d'avril 90, les différentes parties du document.

Par ailleurs, au milieu de la profusion des expressions permise par l'ouverture en matière de presse écrite, notre voix a des difficultés à se faire entendre. *SEC,* que nous ne pouvons plus sortir à l'ancienne manière, se noie dans les problèmes financiers liés aux frais d'impression ; nous pensons alors à faire reparaître *Alger républicain,* en appui sur des camarades journalistes disponibles pouvant profiter des dispositions d'aide qui ont permis aux autres journaux de s'établir. Nous (le BP) chargeons Hamid de diriger la reprise de service du vieux journal pour le début 90...

Le texte de l'AP-RPI, qu'apporte-t-il au débat en cours dans le parti ? Ce ne sont pas des idées nouvelles en rupture avec la riche expérience du PAGS. C'est au contraire une mise en forme didactique de la ligne du PAGS, de son développement ; c'est un éclairage théorique, marxiste et en prise avec le renouveau initié par la Perestroïka des points forts, des faiblesses idéologico-politiques qui continuent de freiner ce développement, et des dérives sectaires et même claniques dont cette ligne est victime. Le contenu du présent chapitre en est essentiellement nourri.

Le texte commence par définir «la position historique» de notre société, en lutte pour son développement moderne contre les tendances à la tirer vers l'archaïsme. Dans ce cadre, la nature du parti de la classe ouvrière, définie par sa perspective socialiste, lui dicte de concrétiser cette perspective dans les luttes pour la démocratisation complète et radicale de la société ; ce qu'a fait le PAGS prenant le relais du PCA. *«Le PAGS,* précise le texte, *n'est ni une simple version modifiée du PCA, ni le produit d'une ruse diabolique et opportuniste visant à camoufler l'activité des communistes derrière un nouveau sigle».* Et que *«les communistes au sein du PAGS ont le droit de se définir individuellement comme tels mais jamais ils ne peuvent le faire au nom de groupes ou de tout le parti sans verser dans le fractionnisme et sans violer les*

statuts du PAGS en se posant en porte-à-faux par rapport à sa nature réelle...».

Puis il éclaire «Octobre 88 à la lumière des enjeux stratégiques de la société» : la variante archaïque du capitalisme qui, depuis 80, s'est efforcée d'assurer son hégémonie sur le processus socio-économique de développement a dû, en oct.88, concéder des réformes institutionnelles démocratiques ; elle a dû céder aussi sur le démantèlement du secteur d'État industriel, du monopole d'État sur le commerce extérieur, cesser son offensive contre la monnaie nationale, ainsi que la remise en cause des acquis sociaux. Mais elle a continué à utiliser ses positions au pouvoir pour diriger les réformes économiques vers un contenu crispé sur les intérêts du capital privé industriel et agraire, du commerce et de la spéculation, visant à priver le capital industriel dans son ensemble (d'État et privé) des moyens essentiels de son développement...

Devant cette évolution allant dans le sens du redressement stratégique de la politique socioéconomique, l'AP-RPI relève la tendance dans le parti à faire une relecture biaisée de la politique du développement : celle-ci n'aurait été qu'une «économie de rente», assise sur une utilisation «improductive»[16] des HC ; elle n'aurait pas préparé l'«après-pétrole» mais aurait plutôt servi les multinationales au détriment de l'intérêt national et de celui des générations futures... Pour fixer les

---

16. L'AP-RPI rappelle que «ce n'est pas la politique DR qui, de 62 à 80, a développé une "économie de rente". Mais c'est l'idéologie libérale qui, de 80 à 88 a poussé au désinvestissement industriel, à l'utilisation de la vente des HC pour des dépenses improductives et parasitaires et qui a poussé ainsi à financer une restructuration de l'économie essentiellement tournée contre l'"économie productive".»

17. L'AP-RPI affirme que «l'"après-pétrole" inclut nécessairement l'utilisation pleine et accélérée des ressources en HC et du crédit international (DE) dans la perspective de cette économie véritablement nationale, c'est-à-dire moderne et capable d'auto-développement, où les questions des HC et de la DE doivent être abordées non comme des fardeaux pour notre pays, mais au contraire comme des conditions liées et essentielles de son développement» et qu'«il serait gravement préjudiciable à la stratégie de notre parti de ne pas comprendre que la DE n'est que la nouvelle forme d'internationalisation des rapports économiques vers le tiers-monde.».

idées sur les «fondements économiques et politico-idéologiques de la ligne générale du parti», l'AP-RPI fait un sort à cette lecture fumeuse qui embrouille la conscience démocratique et progressiste, par l'utilisation de notions passe-partout sans les rapporter à la période historique analysée. Il insiste sur la perspective stratégique du moment : le développement économique et l'essor des forces productives, en fonction de quoi doivent être abordées toutes les questions de l'endettement, de la valorisation des HC, de l'assistance technique étrangère et du transfert de technologie, de la relance dynamique des investissements industriels et des moyens à réunir pour cela, des sociétés mixtes, etc. ; questions qui constituent l'enjeu des réformes économiques en chantier.

On peut comprendre qu'hier, vu les conditions de sa constitution et sa composition ethnique, le PCA n'a pas pu voir la perspective socialiste *dans* la tâche incontournable de la conquête de l'indépendance, qu'il n'a pas, en conséquence, pu prendre la direction de la lutte indépendantiste, à l'instar de nos camarades chinois ou vietnamiens. Mais il serait dramatique, estime l'AP-RPI, que, reniant toute son expérience de classe, on fasse refaire au PAGS la même erreur en remettant en avant *«certains intérêts de classe étroits et égoïstes auxquels s'ajustent spontanément les visées revanchardes de personnalités aigries et ambitieuses» ;* une telle démarche embrouille la conscience démocratique et progressiste et lui trace, pour ses alliances politiques, des voies opportunistes et qui ne correspondent pas aux tendances objectives du développement historique progressiste[18].

18. Pour l'AP-RPI, « la légitimation historique du PAGS ne vient pas de ce qu'il s'exprime de façon différenciée dans la société comme représentant de la classe ouvrière Elle vient de ce que, comme parti de la classe ouvrière et du socialisme, il inscrit son existence et son action dans le sens du progrès et de la démocratie. Sa place particulière et irremplaçable vient de ce qu'il exprime le progrès général le plus radical, le plus démocratique. Ses tâches sont celles de la société moderne en voie d'affirmation.

C'est là un souffle d'air frais au sein de la direction où de telles idées, une telle orientation nous permettent de mieux comprendre la ligne du PAGS ; ainsi que le fonctionnement et les contradictions du pouvoir post-colonial, tiraillé entre l'ancien et le nouveau, entre les intérêts d'un capital vivant du commerce et de la spéculation et se contentant du partage néocolonial, et les exigences du développement économique indépendant. Exigences qui se sont confirmées par une amélioration du rapport de forces politique en faveur des réformes économiques dont la façon oblique avec laquelle on les avait mises en oeuvre avant octobre 88 n'a pas aboli la nécessité.

Et surtout, cette clarification de notre ligne ne trouve pas d'opposition franche. À peine ressentons-nous chez Sadek une sourde réticence à son égard, qui. me pousse un jour à lui demander de nous dire s'il y voit un danger quelconque qui nous échappe. Il ne me répond pas... Quant aux autres amis de la direction, si certains observent une neutralité bienveillante, d'autres montrent plutôt un engouement pour prolonger la réflexion sur des thèmes historiques et culturels, au point qu'il y a crainte de voir édulcorés les points d'achoppement sur lesquels la ligne doit être affirmée...

Mais nous nous apercevons rapidement que Sadek renonce à discuter des problèmes posés par l'AP-RPI dans le cadre de la direction où il ne trouve pas de soutien net à ses positions. Faute d'arguments ou de ligne claire alternatifs défendables, il ne peut avancer que des considérations «classiques» sur la classe ouvrière, sa mission et son parti, qui ne résistent guère aux développements bien étayés du texte en discussion. Aussi a-t-il

---

Sa forme différenciée, indépendante, ne le soustrait pas à ces tâches démocratiques générales. Elle n'inverse pas le rapport entre ses tâches générales et *ses* tâches particulières et spécifiques, mais crée des conditions pour son action plus profonde, plus énergique, plus radicale en faveur de ses tâches démocratiques générales, en faveur de l'unification de la société moderne contre la société réactionnaire.»

décidé de mener le débat, si on peut dire, dans le parti, à la base, mobilisant cette dernière contre les méthodes «non démocratiques» de la direction, et contre ce qu'il a prétendu être la tentative de celle-ci d'imposer au parti une ligne contraire à sa nature de classe pour le mettre au service d'une faction du pouvoir.

Façon de faire illégale, car contrevenant aux statuts du PAGS. Et au centralisme démocratique : qui interdit à un membre (ou à un groupe) minoritaire dans la direction, de s'adresser directement à des militants pour défendre une position qu'il n'arrive pas à faire partager à ses pairs. Ce principe de fonctionnement condamne une telle activité qualifiée de travail fractionnel, parce qu'elle divise le parti et le casse. Sadek nous accuse d'anti-démocratisme, nous, devenus ses pairs dans la direction au bout d'un long processus dont il a été le maître d'ceuvre, parce que, pour la première fois depuis qu'il est à la tête du parti, il ne peut pas nous faire partager son point de vue. D'autant qu'en voulant faire d'une pierre deux coups, il a voulu introduire des moeurs népotistes inconnues jusque-là, et camouflées par la manoeuvre politicienne des «points de repère stratégiques»...

Bientôt la situation devient intolérable puisque, avant même l'adoption de l'AP-RPI au sein de la direction, nous arrivent de la base du parti et son encadrement moyen, travaillés au corps par Sadek, les échos d'une hostilité marquée au texte en préparation qu'ils ne connaissent que par oui-dire. Qu'elle est pénible pour moi cette réunion de la direction où je dois apostropher le maître respecté, l'ami de plus d'un quart de siècle, pour lui exprimer mon désarroi devant le travail fractionnel qu'on lui voit mener ! Il nie l'évidence, confirmée par mon ami Idir S. présent à la réunion. Ses dénégations ne sont pas convaincantes au point que Boualem lui fait remarquer la concordance de nos deux témoignages accusateurs et si peu suspects de volonté de nuire que, pour ce qui est du mien, il m'en coûte tant pour le proférer que je suis devenu rouge comme une pivoine...

Mais Sadek finira par convaincre quand même Boualem que ce n'était là qu'une mise en scène trompeuse, puisque ce dernier me fera quelque temps après le reproche suivant : «Vous n'avez jamais accepté "les communistes dans le parti !» Interloqué, je lui réponds : «Qu'est-ce que cette secte, et comment en faire partie ? Car moi, je pensais en être depuis 1963. Mais là je vois que ne sont communistes avérés que ceux du PCA d'avant la guerre de libération.» Il ne sait que dire...

Le premier gros accrochage entre les deux orientations se produit après les municipales du 12 juin 90. Notre participation à ce rendez-vous électoral est le fruit de notre sous-estimation de la lancée donnée au parti dans l'intervention publique de Sadek du 28 septembre, quand il a évoqué les élections ; une lancée confortée par son activisme fractionnel auprès de l'encadrement subalterne du parti. Cette sous-estimation avait là une conséquence grave, dangereuse : Sadek a confirmé alors le silence approbateur du parti devant la légalisation inconstitutionnelle du FIS[19], et par conséquent, il rendait logique d'entrer en compétition électorale en sa compagnie ; d'autant que marquer une hésitation à participer se heurtait au scrupule de laisser libre cours aux islamistes plus que jamais mobilisés, et de priver le remarquable mouvement de protestation contre l'intolérance et les exactions islamistes de la possibilité de s'exprimer par les urnes ; alors que c'était notre assentiment à la caution politique donnée à un parti anticonstitutionnel qui constituait la véritable atteinte à cette possibilité d'expression ...

En tout cas, notre participation s'est faite sous l'égide de Sadek, et toutes nos initiatives étaient étudiées, mises en oeuvre et contrôlées dans ce cadre, y compris nos interventions dans les médias (radio et

19. Décision prise le 6 septembre 89 juste à la veille de la nomination de Hamrouche (le 10) à la place de Merbah qui se trouve ainsi obliquement chargé de la responsabilité de la mesure.

télé) pour faire connaître nos positions. L'une de ces interventions m'a d'ailleurs échu. C'est dans ce cadre également que nous avons pris contact avec les autres partis, dont le FIS. C'est dire que nous étions tous sur la même longueur d'onde que Sadek qui, cependant n'a jamais partagé notre préoccupation quant aux agissements totalitaires du parti islamiste, depuis bien avant le déroulement de la campagne électorale. Lui ne voulait y voir que des dépassements à combattre pied à pied sur le terrain.

Notre réaction à la victoire écrasante du FIS est responsable. Nous pensons d'abord à ce que Sadek se mette à l'abri dans l'éventualité d'une réaction de l'armée qui a plus d'une fois lancé des avertissements aux islamistes... Puis, nous réunissons le reste de la direction pour analyser la situation et les résultats du vote. Nous prenons conscience de la grave erreur, de la grave responsabilité politique que nous avons prise en suivant le pouvoir dans l'agrément du FIS. Nous préparons un projet de déclaration dont nous adressons copie à Sadek, en lui faisant savoir que le texte attend son accord pour être diffusé. Au rendez-vous suivant, l'intermédiaire, sa femme, nous fait savoir qu'elle n'a pas pu remettre le texte, faute de contact avec Sadek, mais qu'elle exprime, *elle,* son désaccord sur le contenu du projet. Le pauvre Aziz, qui a reçu cette réponse, doit, pour être resté calme devant cette nouvelle provocation, entendre encore dans sa tombe les cloches que nous lui avons sonnées. Et alors qu'il s'est vite avéré qu'il n'y avait plus d'utilité que Sadek prolonge sa «clandestinité», il nous faut attendre le 18 pour qu'il revienne et que nous puissions enfin débattre du projet. Nous comprenons qu'il veut retarder le plus possible la prise de position que nous lui avons soumise, et qu'il prépare les moyens de l'éviter.

Le débat, âpre, dure plus de douze heures d'affilée. Sadek veut faire diversion en demandant pourquoi on l'a poussé à se mettre en clandestinité. Il veut par-là, d'emblée, nous mettre sur la défensive. Le sous-entendu

aurait été recevable si nous avions profité de son absence pour diffuser le texte que nous avions préparé. Or, nous avons loyalement attendu qu'il donne son avis. Aussi lui demandons-nous de nous concentrer sur le fond. Je dis «nous» : qui étions-nous, porteurs de responsabilité en ce moment de vérité ? Il y avait : Sadek H., Noureddine A., Hadj B., Ahmed M., Djelloul N., les regrettés Aziz Belgacem, Fethi Bouchenak, Dahmane Chergou et Noureddine Zenine, et moi-même. Tous camarades qui avaient fait leurs preuves !

Le fond du problème est exposé dans le projet que nous avons tous discuté et adopté à l'unanimité pendant l'absence de Sadek. Nous attendons ses arguments contraires. C'est la première confrontation, sur un point politique concret, entre le PAGS, s'exprimant par l'APRPI, et le PCA, s'exposant avec les arguments de Sadek, et à la rescousse desquels ne vient aucun des camarades présents. Il s'agit de dénoncer ces élections comme constitutionnellement illégales, parce qu'elles ont indu, parmi les compétiteurs, un parti dont le projet hautement claironné est d'enterrer le coeur démocratique du Texte fondamental, de décréter la démocratie «kofr» ; il s'agit d'annuler les résultats électoraux, non pas parce que notre parti n'en a pas eu grand-chose[20], mais parce qu'ils donnent une légitimité politique indue à un parti doté d'une ligne anticonstitutionnelle de violence et de pression politiques négatrice de la voie démocratique et de paix civile souhaitée par notre peuple.

Sadek ne peut nier le sérieux ni les dangers réels de la situation nouvelle créée par ce vote. Mais il juge notre demande exorbitante. Et surtout téméraire ! Pensant que cette témérité s'appuie sur on ne sait quelle force importante du pouvoir, il nous fait clairement entendre qu'il ne

---

20. Je me dois ici de porter un hommage appuyé en particulier à ces deux ou trois frêles copines qui n'ont pas hésité à aller au casse-pipe pour défendre les intérêts du parti dans les bureaux de vote à Kouba. Elles ont crânement fait face à des malabars barbus et agressifs, jusqu'à ce que nous allions les récupérer tard dans la soirée pour les ramener chez elles...

peut donner sa caution à ce qui apparaît comme une exigence d'intérêts externes au parti ; que notre parti ne peut entrer dans le jeu de clans du pouvoir, aux dépens de son autonomie de décision. Nous lui faisons remarquer que notre exigence est posée au Président de la République, à son Premier ministre et à son ministre de l'Intérieur, et aussi à son ministre de la Défense et au Haut commandement de l'ANP, qui sont, on ne peut plus, *le* pouvoir ! et à tous ces tenants du pouvoir nous disons qu'ils ont failli à leur devoir de garants de la Constitution

Et qu'au contraire, lui, Sadek, par ce refus d'impliquer le parti au nom de son autonomie de décision, le rend partie prenante de la manoeuvre de *ce* pouvoir, qui a consisté à inclure la donne islamiste pour faire peser dans les orientations officielles les intérêts du trabendisme et de la spéculation, contre les exigences objectives du développement moderne : ce qui pouvait passer pour une abstention faite par inadvertance se confirme en fait comme une complicité. Le risque de cette manoeuvre, pour le néo-FLN, est à peine de le transmuer, sans douleur, en «barbèfèlène» ; mais, pour notre parti, il est sûrement de le mettre dans la situation de l'apprenti sorcier, incapable de résister aux forces maléfiques qu'il aide ainsi à se consolider. Nôus rappelons dans ce sens la tragédie du parti frère Toudeh et son martyrologe... et les situations dramatiques inextricables des pays de notre aire civilisationnelle où sévit la donne islamiste.

L'autre point d'achoppement de la controverse sur notre proposition d'exiger l'interdiction du FIS, c'est ce que Sadek désigne par approche purement *sécuritaire* d'un problème *éminemment politique* qu'on ne peut traiter par une *simple décision administrative* s'appuyant sur l'intervention de l'institution militaire. Nous faisons remarquer que la mesure qui a légalisé le FIS a été également une «simple décision administrative» qui a tout de suite pris une valeur «éminemment politique», et que vouloir affronter une question aussi grave par «la lutte sociale, politique et idéologique», comme Sadek le propose, équivaut à traiter

un cancer avec des remèdes de bonne femme. Nous ajoutons que là aussi c'est un retour nostalgique aux réflexes en cours durant la colonisation, lorsque, pendant que se préparaient les moyens et conditions pour la seule façon d'affronter et vaincre le colonialisme, l'insurrection armée nationale, le PCA, entre autres, préconisait un Front algérien pour la défense et le respect des libertés, impuissant pour la tâche historique posée. Quant à l'intervention de l'armée pour interdire le FIS, elle est loin d'être à l'ordre du jour, si on analyse bien la récente décision du général Zeroual de quitter son poste à la Défense et mettre fin à sa carrière militaire. Contrairement à ce qu'avance Sadek, l'ANP ou une partie de ses composantes n'est pas en attente de la caution politique du PAGS pour intervenir, caution qu'il nous accuse de vouloir lui arracher. Le Haut commandement de l'ANP, même s'il a formellement marqué ses distances avec le FLN quand il a quitté son CC, et avec le Président, par l'instauration d'un ministère de la Défense, et même s'il est le lieu d'intenses luttes idéologico-politiques sur cette question, qui ne peuvent être que celles qui secouent la direction du PAGS, ce Haut commandement reste solidaire du pouvoir politique qui a légalisé le FIS ; et il s'agit précisément de l'apostropher politiquement pour qu'il assume son rôle constitutionnel de protection de la Constitution mise en péril par cette légalisation illégale ; il s'agit, comme le dit l'AP-RPI, *«d'approfondir les contradictions au sein du front de l'idéologie libérale, lui imposer les choix réels de société»*.

Sans doute y a-t-il, entre ces diverses sensibilités du pouvoir, des degrés différenciés de tolérance au courant politique exprimé par le FIS, ce que confirmera le général Y. Rahal dans son livre *(Op. cité)* quand il rapportera les spéculations, au soir du scrutin, du couple Président de la République - SG du parti FLN, sur les résultats attendus des municipales. Et Nezzar dira que l'armée n'acceptera pas un pouvoir 100 % FIS. Mais justement, à tous ces protagonistes responsables - qui, pour légaliser le FIS, n'ont pas attendu la caution du PAGS, mais qui

ont dû apprécier son assentiment tacite à cette mesure, sa non-protestation contre elle —, à tous ces responsables, il s'agit de dire que le seul degré de tolérance qui permette d'éviter le malheur au pays, c'est le degré zéro ! Nous proposons d'affirmer que *«le PAGS a le devoir devant notre peuple et devant l'histoire de dire tout haut que le pays risque de se trouver devant le plus grand danger qu'il ait connu depuis l'indépendance. L'Algérie ne doit pas basculer dans un tel malheur engendré par l'intolérance...»*

Tel est en substance le contenu des échanges. La résistance de Sadek est acharnée. Mais il est poussé dans ses derniers retranchements. Car cette accusation à peine déguisée que nous étions des agents au service d'intérêts étrangers à ceux du parti ou, tout au mieux pour certains d'entre nous, abusés par un infiltré, cette tentative de déplacer les problèmes politiques en les portant sur le terrain de la suspicion policière ne tient pas la route. Il n'y a plus de langue de bois... Chacun des arguments que Sadek avance trouve mille et un contre-arguments de notre part, tirés de l'actualité nationale, de l'expérience du PAGS et du PCA, de l'évolution dans le monde socialiste bouleversé par la Perestroïka, et même de l'histoire du mouvement national. Il ne trouve pas d'aide dans l'assistance, qui, je le rappelle, avait contribué au projet de prise de position et en reste solidaire. Mais la défense du projet est le fait surtout de Hadj, du regretté Dahmane et de moi-même, les autres n'intervenant que de temps à autre, montrant une attention soutenue aux échanges qui n'ont jamais été aussi denses, aussi tendus.

À diverses reprises, Sadek demande une interruption de séance pour, dit-il, «téléphoner à ma femme». C'est inconvenant, mais, que voulez-vous ? nous nous laissons faire. Il rend compte et sans doute demande de l'aide qu'il ne trouve pas parmi nous. Et de fait, voilà un militant qui téléphone : il serait «porteur d'informations importantes». Nous refusons cette intrusion antistatutaire dans les travaux de la direction. Nous concédons :

«Tu peux le recevoir, toi, à titre personnel, et non en tant que Premier secrétaire, et prendre en charge, si tu le juges utile, les éléments d'information qu'il te donnerait pour défendre ton point de vue»...

En fin de journée, c'est l'impasse. Il refuse toujours de souscrire à cette première rectification fondamentale du glissement dangereux vers une interprétation erronée de la démocratie. De guerre lasse, le regretté Fethi propose un compromis entre les deux positions. Cela donne le texte très édulcoré qui a été adopté et publié, où l'expression : «Ces résultats électoraux (...) doivent être purement et simplement annulés, et le FIS interdit» a été remplacée par : «Ces résultats électoraux (...) auraient dû être purement et simplement annulés».

Assurément, Sadek arrive à ses fins, en empêchant cette première mise à l'épreuve de l'AP-RPI, et particulièrement cette conclusion que *«l'objectif le plus démocratique qui soit à l'heure actuelle est de défendre les intérêts nationaux-démocratiques de la société prise comme un tout et de leur trouver des solutions allant dans la voie du progrès général de notre peuple.* fi *ne s'agit pas de déstabiliser le processus démocratique par une utilisation malsaine des libertés politiques au profit définitif de la réaction et de ses alliés...»* Néanmoins, il ne s'estime pas satisfait car, malgré tout, l'esprit de l'AP-RPI marque la déclaration du 18 juin qui affirme qu'«il *s'est créé un tournant politique dangereux vers la remise en cause du processus démocratique. Les libertés politiques ont été utilisées contre la démocratie elle-même»,* et que *«la perspective du* FIS *au pouvoir, c'est l'avenir moderne et démocratique de l'Algérie qui est en cause».* Cela sent trop la contradiction réformiste et même «négationniste» dont il ne veut pas entendre parler : la modernité contre l'archaïsme ! Aussi va-t-il travailler à faire avorter même ce compromis auquel il a dû consentir. Il accentue le travail fractionnel. Cela se verra lors de l'assemblée de cadres que nous organisons pour l'information après la publication de ce texte. Il s'est vite avéré que certains ne sont pas venus pour s'informer et comprendre,

mais pour exprimer et susciter une dissidence contre la direction et sa déclaration. Le débat est houleux avec ces camarades, mais il nous permet de développer plus largement à l'assemblée nos arguments et le raisonnement implacable que nous avons opposés à Sadek, et que ne reflétait pas la déclaration. C'est le moment qu'il choisit pour dire que le parti a besoin de démocratie et de libre débat pour que ses militants et sa base sociale disent leur mot sur l'orientation dans laquelle on les engage, et que les camarades n'aient pas peur de s'exprimer, car «dans la direction, il y a des démocrates» ! Le Premier secrétaire qui incite officiellement au travail fractionnel et à la révolte contre la direction ! C'est un encouragement à persévérer à ceux des responsables de secteurs qui ont pris la décision de bloquer la diffusion de la déclaration, une garantie d'impunité pour cette grave infraction statutaire ! Le parti est profondément perturbé.

Cependant, Sadek n'a rien à opposer à l'AP-RPI, et il ne peut empêcher qu'il soit adopté par la direction nationale qui décide de le publier en ouvrant le débat, dans un SEC spécial daté de juillet-août 90. Entre-temps, devant l'aggravation des provocations et violences du FIS, nous engageons un autre bras de fer avec Sadek sur la nature de ces agissements. Et alors' qu'un mois auparavant, nous avions eu toutes les difficultés du monde à lui faire accepter qu'il s'agissait au moins «de toute une orientation de violence et de pression politiques opposée à la voie démocratique et de paix civile souhaitée par notre peuple», nous l'obligeons à concéder, dans une déclaration datée du 18 juillet, que ces agissements constituent bien une «ligne anticonstitutionnelle» condamnable et que nous condamnons sans équivoque. L'AP-RPI marque ce jour-là un point décisif qui nous ouvre la voie vers le congrès...

Je ne voudrais cependant pas que mon témoignage porte à croire que ce Sadek que je décris ignore le danger de l'islamisme politique, ou qu'il soit un pro-islamiste déguisé. Je me souviens d'un de ses courriers envoyés de Prague, où il attirait notre attention, ici à Alger, sur la donne islamiste à un

moment où le FIS, en voie de formation, n'avait pas encore pris le train des manifestations de l'après octobre 88. Et d'ailleurs un de ses arguments forts contre la dénonciation du FIS est sa crainte que cette position n'expose trop le parti au danger d'une riposte islamiste...

On peut, dans son attitude sur cette question, chercher quelque similitude avec celles d'anciens politiciens comme lui, un Aït Ahmed, un Ben Bella ou un Mehri. Eux aussi ont pensé pouvoir revenir à d'anciens réflexes, à d'anciennes recettes et s'appuyer sur le courant islamiste dans leurs luttes pour renforcer leur tendance aux dépens des divers autres courants du mouvement national... Ce retour nostalgique à l'avant Novembre 54 exprime donc une propension qui dépasse largement celle des ex PCA. Cette tentative d'aller à rebours de l'histoire est apparue possible avec l'instauration du multipartisme, confondu avec celui du temps du colonialisme, alors qu'ils sont de nature fondamentalement différente[21].

En effet, le courant indépendantiste conséquent, en lançant la lutte armée, a sublimé les anciens partis et a permis à leurs hommes politiques, mes compagnons de combat, d'être des géants[22] en animant une oeuvre grandiose qui a sonné le glas du système colonial, dépassant de loin l'objectif de l'indépendance du pays. Tous ces chouhada et moudjahidin ont droit à l'hommage éternel de la patrie reconnaissante. Leur oeuvre, tous confondus, et y compris par leurs disputes et leurs contradictions, a permis la renaissance d'une Andalousie que la Reconquista coloniale croyait avoir définitivement annexée.

---

21. Tout comme est totalement différente la nature de l'islamisme aujourd'hui de celle du mouvement des 'Ouléma hier. Depuis Hegel, on sait que le cycle historique n'accomplit pas un cercle mais un tour d'hélice, et s'il semble revenir à son point de départ, il le fait à un niveau supérieur.

22. C'est ainsi, par exemple, que le courageux directeur *d'Alger républicain* qu'a été Henri Alleg sous la colonisation, est devenu le grand Henri Alleg de *La Question :* ses bourreaux ont eu tort de le laisser en vie ; saisissant cette chance qu'il devait sans doute au martyre de Maurice Audin, il s'est transcendé, employant sa bravoure et son talent pour se faire le cri dénonciateur du tourment infligé aux dizaines de milliers de héros qui y ont, comme lui, résisté, mais sans pouvoir témoigner. Il annihilait ainsi les calculs morbides de ceux qui les ont fait disparaître pour que le crime ne fût pas découvert et les criminels dénoncés.

Ces moudjahidin, je les ai rejetés à l'indépendance, parce qu'il me semblait qu'ils menaient des luttes de clans sans principe pour se partager à qui mieux mieux les restes de nos chouhada. Mais, grâce au PCA que j'ai alors rejoint, puis au PAGS, j'ai de mieux en mieux appris à évaluer les acteurs qu'ils ont été et sont encore de la reconstruction complexe de notre être national saccagé par une colonisation longue et mutilante : de ne jamais oublier la part irremplaçable qu'ils ont prise dans notre grande révolution ; d'avoir compris qu'avant tout ils s'opposent entre eux sur des orientations politiques ; d'avoir pris conscience de ce que leur doivent les réalisations d'un Boumediene[23] ; tout cela me met à l'aise pour juger sévèrement ce qui me semble être de la petitesse dans les comportements politiques et sociaux de certains parmi eux qui se trouvent aux postes de responsabilité politique ou morale, et dans ce retour à des réflexes hérités du passé.

Et voilà que la position à partir de laquelle je pouvais rester fidèle à la grandeur du géant qu'a été notre mouvement de libération et fustiger les penchants de nains à quoi peuvent s'abaisser les moudjahidin, mes anciens compagnons d'armes au pouvoir, et leur rappeler le serment fait à nos chouhada, voilà que le PAGS lui-même, est investi par la mesquinerie. Il y était tombé en soutenant par inadvertance et par routine, en 86, la consécration de la nouvelle ligne saluée avec soulagement par Mitterrand et Hassan II. Ce faux pas jurait tellement avec le devoir et la raison d'être du parti qu'il a jeté une ombre sur toute sa juste ligne unitaire. Certes, il l'a rectifié par les exigences du développement qu'il a continué à défendre et par l'action de sa base sociale sur le terrain des réformes. Et par cela il n'a pas été pour peu dans le coup d'arrêt et le dénouement constructif de la profonde crise du pays

23. Même de façon contrariante ; car en tenant compte de leurs réticences, Boumediene a déployé l'effort pédagogique nécessaire au mûrissement socio-politique des mesures qu'il prenait, évitant ainsi à notre société le clash qu'ont subi d'autres à l'instar de l'Afghanistan. Contrairement à ses héritiers, et même à nous, lui savait maintenir les forces vives de l'Islam dans les rangs de la révolution libératrice.

ouverte dès le début des années 80 et dans le redressement qu'a constitué octobre 88, et les réformes démocratiques qu'il a permises. Mais, curieusement, avant même cette date, la publication de La Grande Aventure...[24], *en 87, mettait à l'ordre du jour le retour à la petitesse de l'ex PCA. Et ce n'est pas l'utilisation du terme «grande», détourné pour parler de cette «aventure», qui peut cacher cette involution que j'ai tenté d'expliciter plus haut...*

Le second semestre de 90 consolide la position de l'AP-RPI, qui, par le débat et des échanges très poussés, est devenu le projet de RPI (Résolution politico-idéologique) sur lequel doit se prononcer le congrès. Le débat se mène bien évidemment au sein de la direction où se constitue un groupe compact qui défend le texte, et des membres qui s'en démarquent globalement ou sur tel ou tel point, par des positions plus ou moins tranchées, par des attitudes équivoques, sans pouvoir développer une alternative ; ce qui se répercute sur les discussions à propos notamment du futur exécutif (BP) que la direction sortante doit statutairement proposer aux suffrages du Congrès.

La condition première instaurée par la discussion pour prétendre en faire partie, c'est l'accord sans faille du candidat avec le texte et sa défense comme ligne déjà en oeuvre dans les rangs du parti et dans la société, pour

---

24. J'avoue que j'ai tellement de respect pour le grand *moudjahid* de *La Question* que j'ai encore des difficultés à comprendre le Henri de *La Grande aventure*... Sa nostalgie pour la partie coloniale de la vie du journal qu'il dirigeait et pour *«l'oasis»* de fraternité qu'il animait alors à sa tête, ne lui a-t-elle pas caché la grandeur de l'Algérie moderne en chantier depuis le lancement de l'assaut contre la citadelle coloniale ? Sa déconvenue lors de l'opération de la jonction du *Peuple* et *d'Alger rép.* l'a-t-elle fait douter de l'immense fraternité et du profond respect de ce peuple qui l'a chaleureusement accueilli en son sein comme un des siens ? Ce rêve d'une Algérie fraternelle à l'aune de son «oasis» coloniale ne devait-il pas le mener à désespérer de l'avenir algérien moderne, et à révoquer par là, comme inutile, le sacrifice d'Audin et des autres *chouhada* et *moudjahidin* communistes ? N'est-ce pas là trahir *ce* grâce à quoi le parti du socialisme a gagné de haute lutte sa place naturelle dans la nation et dans son combat ? Mais je pense que la déconfiture colossale de l'idéal socialiste n'est pas pour rien dans ce désespoir existentiel qui a submergé Henri, idéal qui s'est figé chez lui dans un «socialisme réel» qu'il a continué à défendre avec une fidélité digne d'une réalité plus conforme à l'idéal qui a animé les espoirs de toute l'humanité souffrante.

tenir notre place dans les luttes contre le défi lancé par le parti islamiste à l'État démocratique et populaire de Novembre. Ce qui se solde par l'impossibilité de reconduire tout le BP en exercice. L'attitude la plus logique, c'est que par honnêteté politique, ceux qui sont en désaccord avec le texte retirent d'eux-mêmes leur candidature. Mais l'on est obligé de mettre les points sur les «i» en proposant : - que les noms de tous ceux qui sont dans ce cas ne soient pas retenus, - mais que les noms des trois ex dirigeants PCA, Sadek, Hamid et Boualem, eu égard à leurs états de service dans le parti, y soient inclus mais seulement à titre honorifique, - et que, pour montrer que ces mesures ne visent pas à les détrôner pour prendre leur place, je décide, et Hadj fait de même, de ne pas présenter ma candidature au BP. Nous devons couper court aux marchandages entrepris par ceux qui ont été écartés, nous demandant de revenir sur notre décision de nous retirer nous-mêmes et permettre en échange d'en reprendre certains : nous mettons en avant que c'est une question de principe liée à la position par rapport à une ligne qu'il est important de respecter. Et que le fait de retenir toutes les candidatures pour le CC donne le loisir à ceux qui veulent s'amender de le prouver à ce poste de responsabilité...

Le débat autour de la RPI se mène également au sein de l'encadrement large du parti. De nombreuses contributions en émanent, porteuses surtout d'interrogations devant cette masse de réflexion et d'analyse théoriques auxquelles nos cadres n'étaient pas habitués ; car autant notre parti a jusqu'ici constamment fait preuve d'abnégation et de résolution dans l'action politique, autant il s'est montré peu offensif sur les questions théoriques. Ce qui a laissé nos camarades désarmés devant les conceptions philistines qui règnent dans nos universités de plus en plus désertées par la science. Si on y ajoute les bouleversements importants en cours sur les plans national et international, le travail fractionnel entrepris par Sadek et certains des militants qu'il a réussi à abu-

ser, pour disqualifier cet effort théorique, on comprend que les choses ne sont pas faciles. Mais les camarades sont réceptifs, et l'activité que nous menons face à cette adversité, lors de nos déplacements vers nos cadres (à Oran et à Jijel, pour ma part), portent certains fruits.

Pour le futur CC, la liste est ouverte à toutes les suggestions des différents secteurs de l'organisation, sans conditions sinon celle de l'émergence du candidat par son engagement dans le travail de masse pour la promotion de la ligne du parti. Cela a permis de réunir une liste dépassant largement le nombre des futurs élus, assurant ainsi au suffrage de s'exercer selon des règles démocratiques à la mesure des avancées du combat national dans ce domaine.

Reste le rapport moral que Sadek doit présenter au congrès. Cela nous préoccupe, car il fait tout pour reculer le moment où il doit nous le soumettre pour son adoption : nous savons qu'un tel bilan n'est pas facile, mais aussi qu'il prétexte le manque de temps, d'aide, alors qu'il refuse la nôtre, préférant celle des jeunes cadres dont il s'est entouré... Voyant que le projet de rapport ne vient pas, et que la date du congrès approche, nous décidons de rédiger une page résumant ce que nous voulons qu'il dise absolument[25], en lui précisant qu'il faudrait que cet ajout de la direction unanime, serve de conclusion au rapport. C'est

---

25. Nous y disons : «Comme parti révolutionnaire le PAGS ne doit pas se faire d'illusions sur la démocratie. Durant toutes les dures années de clandestinité le PAGS donnait à la démocratie son véritable contenu de classe en la posant comme un mouvement global de société. Par conséquent, il mettait résolument l'accent sur l'action unie autour des TEN comme facteur déterminant en dernier ressort pour l'avancée profonde et durable de la lutte en faveur des libertés politiques. (...) la puissante aspiration de la société en faveur des libertés politiques nous a amenés peu à peu à diluer le contenu de classe de la démocratie et à la poser de façon de plus en plus déséquilibrée sous la forme des libertés politiques coupées ou très insuffisamment liées au contenu matériel de la démocratie. C'est là une des formes d'influence de l'idéologie petite-bourgeoise sur la ligne de notre parti. Notre parti était mal préparé contre cette influence à cause de sa composante sociale essentiellement d'origine petite-bourgeoise et de sa préparation théorique encore très insuffisante. Dès avant octobre 88, il y a eu la tendance nette à privilégier les aspects formels de discussion autour des réformes économiques sur leur contenu.

tard dans la soirée qui précède l'ouverture du congrès qu'il termine la rédaction du rapport en faisant veiller avec lui notre regretté Rabah Guenzet pour la traduction en arabe. Nous en prenons connaissance, sans avoir donné nos avis, comme tous les congressistes et les invités. Malgré ses difficultés à déchiffrer le texte en arabe - nous suggérons qu'il ne lise que l'introduction et la conclusion, laissant le soin à Rabah de lire le reste -, il insiste pour tout lire, et nous avons la mauvaise surprise de ne pas entendre la conclusion décisive. En réalité, il l'avait comme enfouie à un endroit où, desservie par un locuteur peinant à dire son texte, elle perdait de sa force et n'a même pas été remarquée par nous malgré toute notre attention...

Nous protesterons et exigerons que la page soit mise à la place requise dans les Actes du congrès qui seront publiés.

Les travaux du congrès se tiennent dans une atmosphère extraordinaire, où se mêlent la satisfaction de tenir, les premiers parmi les partis existant sur la place, des assisses véritablement démocratiques, et une

---

La cristallisation durable des différenciations, voire des oppositions autour des formes démocratiques a exprimé en fait l'incapacité du parti à reconnaître et à exprimer une position correcte et hardie sur les nouvelles exigences posées par les TEN. C'est la 1ère fois depuis longtemps que le lien entre les TEN et les libertés démocratiques (...) a été à la limite de la rupture. C'est pourquoi, lors de la reconnaissance du multipartisme, le PAGS a commis une très grave erreur lorsqu'il a admis le FIS comme élément intégrant du processus démocratique. Notre parti aurait dû se démarquer alors sans équivoque, et mener une propagande active et conséquente afin de démontrer que la démocratie n'est pas divisible, que démocratie et progrès sont absolument inséparables, que le processus pluraliste risque de déboucher sur la guerre civile dès lors qu'il est utilisé par les partis réactionnaires féodaux ouvertement décidés à instaurer un régime totalitaire. (...) C'est pourquoi aussi il n'est pas juste que le 28 sept. 89, puis peu après, notre parti ait semé l'illusion que nous pouvions inviter et travailler en commun avec le FIS. C'est là à nouveau une confirmation de la dérive idéaliste qui s'est exprimée avant 88 en même temps qu'une grave erreur d'appréciation politique qui a porté préjudice à l'élaboration de la ligne du parti. Elle explique en grande partie les hésitations et cafouillages lors de la prise de position sur les résultats du 12 juin 90. C'est pourquoi la déclaration du 18 juin 90 n'a pas été comprise par certains camarades alors qu'elle constituait une première rectification fondamentale de ce glissement de plus en plus dangereux en faveur d'une interprétation erronée de la démocratie.

certaine angoisse quant à l'avenir. Nous sommes fiers de l'ouverture et de la clarté avec lesquelles le parti expose ses problèmes et ceux de la société, et les débats, sans langue de bois. Dans le grand mouvement de *çahwa* où s'est engagée la pensée socialiste, dans cet *aggiornamento* que la vie a imposé à nos partis et à notre mouvement international, nous ne sommes pas peu fiers d'apporter notre petite pierre à l'oeuvre commune. Nous montrons, à travers notre expérience nationale, comment dépasser les dogmatismes qui ont entravé l'évolution de notre mouvement, comment marquer notre adhésion concrète à la *Perestroika* mieux que par les laborieuses contorsions des textes que nos chefs de parti se croient obligés de commettre dans ce sens. Cheminant sur le même sentier que nos camarades chinois — et leur géniale idée du chat et de la souris —, nous avançons une expérience et des solutions pour l'avenir démocratique de notre société en n'hésitant pas à préconiser les façons de faire grâce à

•••

Cette rectification a été approfondie et consolidée un mois plus tard avec la déclaration du 18 juillet 90 où nous nous prononcions sans équivoque *«contre la ligne anticonstitutionnelle»* du FIS. Le parti révolutionnaire de la classe ouvrière ne peut pourtant pas se contenter de signaler ou même de décrire ses erreurs. Il doit les analyser dans leurs causes les plus profondes, dans leurs racines mêmes, afin d'en tirer tous les enseignements théoriques et pratiques. La résolution politico-idéologique aborde sous plusieurs angles les aspects autocritiques et critiques fondamentaux de cette expérience. Et aujourd'hui nous devons prolonger cet effort en posant et en résolvant sans aucune équivoque notre conception générale de la démocratie et de façon plus particulière notre attitude à l'égard du processus pluraliste issu d'octobre 88. Pour nous, ce processus est à la fois démocratique et antidémocratique. Parce que des partis et associations ont été reconnus et développent légalement des activités, projets de société et institutions profondément antidémocratiques, nous ne pouvons les reconnaître. Nous ne pouvons pas jouer au jeu démocratique avec des forces dont le but avoué est de tuer la démocratie et renvoyer le pays au Moyen-Âge. Nous ne pouvons cautionner un processus qui comporte des risques sérieux de guerre civile et de ruine pour l'Algérie, par son projet de société totalitaire et obscurantiste, par son activité anticonstitutionnelle, par ses appels répétés au *«djihad»*. C'est-à-dire en fait à la guerre civile. Le FIS et ses alliés se sont placés dans l'illégalité totale. Dans ces conditions ils menacent la paix civile quels que soient les résultats des élections législatives. Déjà ils invitent au *«djihad»* pour tout report de la date des législatives. Qu'en sera-t-il s'ils remportaient ces élections ou même s'ils les perdaient ? (...)

quoi le système bourgeois[26] dominant le monde arrive malgré tout à se renouveler et se qualifier...

Mais ce sentiment du devoir bien fait ne peut cacher les appréhensions pour le futur du pays et du parti. D'abord, de la menace islamiste : elle pèse sur l'avenir démocratique moderne de notre société, et nous avons, vis-à-vis d'elle, même dans nos rangs, des difficultés à aiguiser la vigilance nécessaire ; et principalement à cause des faiblesses politiques collectives et individuelles, accumulées lors de la clandestinité et s'alimentant au dogmatisme desséchant dominant la pensée marxiste officielle. Cette fragilité, et c'est là une autre de nos craintes, est exploitée délibérément à outrance pour refuser toute avancée théorique dérangeante, pour fausser le débat démocratique en culpabilisant les tendances novatrices dans le parti, par une campagne sourde de calomnie qui n'honore pas ses auteurs, contre les dirigeants les plus féconds dans la réflexion et l'élaboration théoriques et politiques, et les plus fermes dans la défense de ces avancées. Une atmosphère de suspicion pèse sur le congrès, notamment dans les commissions, et en particulier celle qui débat de la Résolution politicoidéologique, où les développements avancés pour la contredire et la dénoncer prennent l'allure de procès d'intention, sinon de charges haineuses contre ceux qui la défendent. Et là non plus, ceux qui ne veulent pas de la Résolution, faute de pouvoir convaincre de sa non-pertinence, n'ont rien à présenter comme alternative, sinon des professions de foi dogmatiques passe-partout de «marxisme-léninisme»... Pour ma part, je participe aux travaux plus sereins de la commission culturelle. Mais je

26. Dont « la démoralisation de l'appareil, nous dit Jacques Berque, visible à bien des signes, est compensée, et au-delà, par un renforcement technique qui semble devoir faire des mouvements sociaux un accident prévu, tolérable et entrant dans les frais généraux. Le système se qualifie lui-même par son aptitude à tolérer l'effraction. Mais n'est-ce pas qu'il s'est renouvelé plus que ses opposants et mécontents ? » (Un monde à refaire. Écrits politiques, Stock, Paris, 1998, p.107).

suis quand même également visé par la campagne calomnieuse, au point que des camarades qui étaient plus que des amis pour moi, me regarderont comme un ennemi[27]

Les élections de la nouvelle direction du parti (CC et BP) couronnent le processus qui confirme le projet présenté au congrès : la ligne clarifiée, approfondie et théoriquement assise du PAGS, avec son caractère unitaire solennellement réaffirmé dans le combat national pour une Algérie moderne ; un parti qui demeure fidèle à son archéologie politico-idéologique, mais qui doit rester vigilant avec la manipulation sectaire de ce passé. D'autant que les partis frères, au pouvoir ou non, sont confrontés aux mêmes préoccupations[28], et nous pensons avoir prémuni notre parti, en appui sur sa riche expérience unitaire, contre les mauvaises surprises et les graves problèmes dans lesquels se débattent les partis des pays socialistes...

Mais nous constatons que la tendance qui vient d'être battue au congrès continue à activer à travers Alger rép. La manœuvre se veut subtile et la question est délicate. Les animateurs du journal, et c'est compréhensible, veulent se comporter comme des journalistes indépendants, qui ne se sont pas libérés de la tutelle du parti au pouvoir, pour retomber sous une autre, fût-elle celle du PAGS. Aussi voient-ils d'un mauvais œil notre volonté d'interférer dans leur travail. Un camarade, compétent, Krimo L., chargé par la direction du parti d'aller renforcer l'équipe,

---

27. Ce qui me touche le plus dans cette attaque calomnieuse dont j'ai été l'objet, ce n'est pas tant l'attitude d'amis chez qui on a tué le sentiment qui nous liait, que le symbole avec quoi l'on m'a calomnié : un attribut essentiel de l'État national - ses services de sécurité - dont tout citoyen doit être fier parce que ce symbole, qui n'a rien à envier à ses homologues à travers le monde, est respectable et respecté par les amis et même par les ennemis de l'Algérie.

28. Le divorce constaté entre intérêt national et intérêts présumés du parti, les difficultés de rectifier la vision sectaire de ces intérêts qui a mené à la coupure entre l'appareil et la composante humaine du parti, et, d'autre part, le peuple au nom de qui le parti gouverne ou parle... Le général Jaruzelski, en Premier dirigeant du parti frère en Pologne, témoigne de tels obstacles et explique les résistances aux changements vitaux qui devaient être réalisés, par les intérêts des structures de base du parti qui, dit-il, « mettent le pays en coupe réglée...» (Les Chaînes et le Refuge, Op. cit.)

s'est très vite aperçu que ses interventions ne sont pas les bienvenues, et a dû plier bagage. Bien plus, même l'intervention de Hamid devient de plus en plus indésirable. Et nous comprenons que Sadek, discrètement, tente d'aplanir les problèmes nés de cette volonté d'exclure même Hamid de l'orientation du journal, l'essentiel étant... que celle-ci reste «indépendante».

Nous mettons «les pieds dans le plat» : une réunion du BP décide, en conformité avec le but de la résolution de faire reparaître le journal, de le *mettre au service de la ligne adoptée par le congrès,* si possible avec l'équipe qui a lancé la publication et son accord, avec une autre, sinon... Le 10 avril 91, le regretté Saïd Mekbel signe un billet d'«el-Ghoul» pour défendre, avec raison, la ligne que lui et ses coéquipiers s'étaient tracée[29] ; par là même, il éclaire l'objet du litige qui nous confronte et justifie la légitimité de notre démarche : *Alger rép.* n'est pas un journal comme les autres. Il a une histoire. Il reparaît pour une mission dont l'objet justement est la fidélité à cette histoire... Le 28, intervenant publiquement sur la question, le Premier ministre, M. Hamrouche, vient au secours de cet «indépendantisme» : *«On ne peut accepter,* dit-il, *que la presse écrite soit partagée entre les forces partisanes et les forces de l'argent».* Il ajoute, voyez-vous, que «le pays, a besoin d'une presse indépendante qui sorte de cette bipolarité»[30] ! Le 4 juillet, après de longues, âpres

---

29. Avec le talent qu'on lui connaît, il défend l'indépendance oecuménique du journal contre notre interventionnisme partisan : « Oyez, Oyez (...) Le PAGS ne nous voit pas à la bonne place dans sa gauche disant que nous mégotons nos colères anti-Fis (...) Pour tous nos lecteurs qui sont ou ne sont pas du FIS, du FLN, du RCD, du PAGS, du FFS, du MDA, du PRA... qui cherchent nos informations et discutent nos opinions, pour eux tous vers qui nous tendions sans honte notre sébile, s'il fallait qu'à Dieu ne plaise nous chercher d'autres subsides, (...)».

30. Il vient d'annoncer la tenue des législatives pour fin juin. Sans doute est-il satisfait que notre décision de «non-participation», puis de «boycott» soit donnée dans *Alger rép.,* «objectivement», comme info entre autres, sans l'explication militante des raisons de cette mutation ; sans doute voudra-t-il le même traitement médiatique *soft,* sans nos commentaires « partisans », pour sa grave décision de permettre aux troupes du FIS d'étaler leur «grève insurrectionnelle» sur les principales places d'Alger...

et vaines négociations, nous reprenons possession du bien du parti, après avoir déboursé les sommes qui constituaient les quotes-parts des confrères qui l'avaient dirigé jusque-là. Notre petite équipe de volontaires[31] rejoint Hamid et l'administration du journal, et prend politiquement les choses en main.

Il va sans dire que nous ne sommes pas bien reçus parmi la profession, qui nous considère comme des intrus, alors que nous ne faisons que récupérer notre titre, par devoir de fidélité à son histoire ! et tout le monde sait, et en particulier les confrères avec qui nous sommes en litige, qu'une grosse bagarre est en cours sur la façon dont doit être assumé ce devoir de fidélité, et que le congrès du parti a tranché en la matière. Par conséquent, cette issue les met forcément dans une situation contradictoire : leur position «indépendantiste» procède certes d'une aspiration légitime en ces temps d'émancipation à l'avènement desquels notre combat clandestin de plus d'un quart de siècle n'a pas peu contribué. Mais le contrat politique et moral les liant au parti propriétaire du titre se charge d'un contenu plus exigeant : en prenant leurs distances avec l'orientation confirmée par le congrès, ils prennent position, qu'ils le veuillent ou non, en tant qu'opposants d'arrière-garde dans un conflit régulièrement et démocratiquement réglé.

Sans doute sont-ils confortés dans leur attitude et leur assurance d'être dans leur bon droit[32] par la réputation qu'on nous a faite d'être des intrus même au PAGS, des «infiltrés au service d'un clan du pouvoir».

---

31. Madjid H., comme directeur éditorialiste, Youcef H. A., comme rédacteur en chef, Hadj B., Dahmane Chergou et moi-même, de la direction du parti, et d'autres jeunes cadres comme Biche A. S., Rachida B., Rachid M., Abderrahmane Dj., Mortada Z. et d'autres militantes et militants de base dont je m'excuse de ne pas pouvoir citer tous les noms ici... Nous retrouvons de l'ancienne équipe le regretté Halim Mokdad, qui est resté par amitié pour Hamid, et notre ami, le pilier du Journal, Mouloud Dj.

32. À la mi-septembre, ils réussiront à lancer leur quotidien, *Le Matin.*

Cependant, pour nous, ce ne sont pas nos confrères, même manquant de bienveillance envers nous, qui sont nos cibles[33], mais les deux adversaires les plus dangereux pour l'avenir moderne du pays : l'islamisme totalitaire et le libéralisme pro-néocolonialiste, et... un confrère qui se fait leur défenseur et notre contempteur attitré, Le Quotidien d'Algérie. Nous déployons quotidiennement contre eux tous nos moyens, toute une batterie médiatique diversifiée : éditos, éclairages théoriques, rappels historiques, études, interviews... Bien entendu, nous ouvrons les colonnes du journal à tous ceux de la direction du parti, ou à des progressistes spécialistes qui veulent bien intervenir dans le débat. Jamais le journal n'a été aussi riche, aussi dense, ne se contentant pas d'être un journal d'information, n'hésitant pas à défendre l'opinion qui a été consacrée au congrès du PAGS, et se faisant éducateur en vulgarisant les réflexions théoriques qui y ont été adoptées ! Notre regretté Dahmane s'est fait remarquer par ses écrits vibrants de patriotisme, dans la défense de l'esprit de l'ALN, appelant à la fidélité à Novembre[34]...

Ce seront, jusqu'au 11 janvier 92, les mois les plus palpitants, les plus décisifs de la vie d'Alger rép.

Tout au long de cette période, nous n'avons de cesse de multiplier et diversifier nos arguments pour dénoncer

---

33. *El-Watan* a eu droit à une mise au point. Il nous avait accusé de vouloir lui nuire : dans un article sur les suites de la grève du FIS, nous avions, sans le citer, repris d'une dépêche de l'APS la dénonciation par le parquet militaire, comme «règlements de comptes», d'une info parue dans *ses* colonnes, selon quoi Hamrouche et son ministre de l'Intérieur ont été convoqués par le tribunal de Blida qui jugeait les dirigeants du FIS. Nous lui avons dit, «en toute confraternité», ne nourrir «aucune animosité ni esprit de revanche» à son égard ou de tout autre pour les positions que chacun a «jugé bon de prendre à un moment donné dans la vie courte mais mouvementée d'une presse en voie de libération», et souhaiter «sincèrement que cette page soit définitivement tournée...».

34. Et, par exemple, rappelant «en ce mois de décembre (...) de sacrifices, au cours duquel le peuple algérien a indiqué une certaine année le sens du mouvement de l'histoire», qu'«il n'est permis à personne (...) de faire prendre à la patrie un risque terrible (...) En ces jours difficiles, (...) l'ANP a su se conduire en digne héritière de l'ALN.» Tout comme «les partis démocratiques (...) l'État a le devoir de prendre ses responsabilités. Toutes ses responsabilités.»

non seulement les violations de la loi et les attaques de la Constitution par le FIS, mais également les ambiguïtés à son égard des autres partis, des responsables du FLN et du gouvernement Ghozali ; nous nous interrogeons notamment sur le pourquoi de la «kermesse» gouvernement-partis organisée à partir de fin juillet, que le PAGS boycotte et que le FIS domine par son ombre à partir des coulisses, et par les «petits FIS» qu'il compte dans la salle. Comme si l'on n'avait tiré aucune leçon du laisser-faire de Hamrouche vis-à-vis de la grève du parti insurgé en juin : par son limogeage, on a fait croire que même comme lampiste, on le faisait payer pour la faute, alors qu'on en faisait un alibi pour ne pas reconnaître la faute ! Dahmane a commis à ce propos un texte fort, titré «Un état de siège pour rien ?»

Nous soutenons, par contre, la fermeté de la justice qui a inculpé les dirigeants du FIS pour «des faits graves portant atteinte aux institutions», et dénonçons les pressions exercées sur elle pour qu'elle les libère. Nous mobilisons contre l'antimilitarisme, qui cherche à intimider l'ANP, à lui faire lever l'état de siège, c'est-à-dire les limites que l'État a fixées à la violence islamiste, oubliant que c'est cette violence qui est la cause première de la situation d'urgence. D'autant que les dirigeants islamistes ne cachent pas leurs visées : «avec ou sans urnes», ils veulent l'État islamique, ils balaieront, disent-ils, tous les obstacles qui se dressent devant cet objectif, ils n'accepteront pas une APN où ils n'auront pas la majorité absolue... ; que leurs APC, rebaptisées «baladiya islamiya»[35], font feu, notamment à Alger, sur tout ce qui ne leur est pas soumis ou qui est moderne..., et c'est la période où s'est produite l'attaque criminelle sanglante de la caserne de Guemar. Les dirigeants du FLN (Mehri, son SG, et Belkhadem, président de l'APN) cherchent à convaincre le FIS de «ne pas s'obstiner dans

35. Il faudra l'intervention musclée de la gendarmerie nationale pour redresser cette atteinte à la nature de l'État, et obliger au respect de ses emblèmes...

son refus» de coopérer avec eux, en souhaitant le «voir reprendre ses activités dans la plénitude de ses cadres et de sa direction».

C'est ce qu'ils nous confirmeront, à quelques encablures du scrutin fatal, dans des interviews dont nous lançons la série pour faire s'exprimer les différents leaders. Mehri, défendant un «FLN globalement réformateur», dit sa volonté de «faire basculer le pays dans un pluralisme réel» ; il estime que «stopper le processus démocratique, c'est décrédibiliser l'aventure» ; et qu'il est «pour une coalition nationale, quel que soit le résultat des législatives». Et lors d'une conférence de presse où je lui demande, au nom d'Alger rép., de préciser la position de son parti sur les actes terroristes des islamistes, il me dit qu'il me laisse la responsabilité de cette qualification de terrorisme... Quant à Belkhadem, qui se dit partisan d'«une société islamique où les savants religieux dirigent», il estime «que ce que Dieu a énoncé doit être réalisé», qu' «entre le FLN et le FIS, une plateforme est possible», qu'il faut «condamner la violence et l'utilisation de la foi à des fins partisanes» mais que «l'intégrisme n'existe pas seulement en Islam...»

Mais il n'y a pas que les «barbefèlènes» pour camper sur cette attitude. Même un Ghozali, sur l'antenne française «A2», surprend en disant que la violence ne venait pas d'un seul côté ! Même un Merbah se dit sûr que «le FIS ne s'installera pas au pouvoir», qu'il faut commencer par des présidentielles, puis aller au plus vite aux législatives... bref, un discours édifiant quant à l'état d'esprit des partis de la tendance dont on ne peut douter du démocratisme. Et qui ne font que s'entre-déchirer. Ne parlons pas d'un Aït Ahmed qui déclare : «Les législatives, aussi déloyales soient-elles !». Et un Nezzar qui réaffirme haut l'engagement de l'ANP à défendre l'intérêt national... Même lui, qui reconnait le lien au moins indirect entre le FIS et les criminels de Guemar, estime que ce ne serait grave que s'il s'avérait qu'il y a lien avec l'étranger... ce qui ne lui semble pas le cas, et il rassure : «Nous

sommes en sécurité» ! Il pavoisera moins lorsque moins de trois semaines plus tard, il devra défaire avec ses dents le noeud coulant qu'il a laissé mettre au cou de l'Algérie !

Mais le plus préoccupant, c'est que cette tendance à sous-estimer le danger intégriste et, partant, à s'illusionner sur une issue positive des élections programmées, continue de se manifester même dans les rangs du PAGS[36], dont le congrès avait pourtant solennellement dénoncé de telles illusions comme mortelles[37]. De fait, le regretté Hachemi Cherif commence à développer une ligne proche du «ni..., ni...» de Aït Ahmed, selon laquelle la classe ouvrière n'a à gagner ni avec l'islamisme ni avec le pouvoir, position qui pousse à l'oppositionnisme pur et dur, mais qui est loin de préserver, on le sait, de tous les St'Egidio possibles. C'est l'occasion pour Sadek de développer une analyse où il défend l'idée qu'il ne faut pas rejeter en bloc tous les islamistes, mais qu'il est possible de mener vis-à-vis d'eux une politique qui puisse, d'«islamo-chourocrates», en faire des «islamo-démocrates». Le ver est dans le fruit !

L'autre versant des réformes démocratiques sur lequel se bat Alger rép. pendant cette période, ce sont les

---

36. Nos camarades nous reprochent le trop haut niveau de nos articles et études, qui les rendrait illisibles pour les travailleurs ! Nous répondons qu'ils n'ont qu'à écrire, les colonnes du journal étant largement ouvertes, mais que nous continuerons à défendre la ligne du congrès d'intransigeance avec l'islamisme.

37. La pression islamiste se fait sentir de façon également négative à la même période, sur le combat des Palestiniens, lors de la conférence de Madrid des «5+5» (27 oct.-2 nov. 91) : les intégristes du Hesbollah (Liban), du Hamas (Palestine), des Frères musulmans (Jordanie), de Nahda (Algérie), Mohtachemi (d'Iran), dénoncent la participation à ce «nouveau "Camp David"», comme une déclaration de guerre contre l'Islam ! Le grand Arafat - avec le mouvement national palestinien (OLP) - avait fini, après des années de lutte glorieuse, par conquérir l'indépendance de la décision palestinienne ; acquis national que cherche à remettre en cause l'intégrisme antinational palestinien, avec le soutien de l'Internationale islamiste et la finance des pays du Golfe. Pour montrer la nature de ce nouveau *harkisme* habillé d'Islam et de *djihad* antioccidental, n'oublions pas les déclarations tonitruantes de leaders des mêmes Hezbollah et Hamas, lors d'un meeting du FIS dans un grand stade d'Alger, proposant de libérer l'Algérie des ennemis de l'Islam comme introduction «courageuse» à la libération de la Palestine.

questions économiques. Mais les choses-là sont plus subtiles. C'est que sur ce plan et depuis octobre 88, le libéralisme archaïque n'a plus les coudées franches. Avec la crise, notamment financière et de développement, où il a plongé le pays, les exigences objectives ont mis à nu le fait grave, conséquence de son approche misérabiliste des HC (dont la liquidation des accords d'El-Paso) et du crédit international : elle a cassé le mouvement d'insertion consciente de notre pays dans l'économie mondiale. Cela le met sur la défensive. Tout comme son avocat *Le Quotidien d'Algérie,* qui faute de pouvoir argumenter en sa faveur, nous accuse d'être *«les faiseurs d'opinion de l'ancien système»*[38]. Désarmé par nos clarifications théoriques de cette évolution[39] que nous soutenons, ses écrits ne sont plus qu'invectives. C'est qu'il ne peut rien quand nous expliquons ce changement du rapport de force au sommet par la jonction des intérêts du capital national industriel moderne : ceux du secteur d'État et ceux du privé national, ces derniers s'étant détachés des intérêts du libéralisme archaïque (commercial et spéculateur)...

Nous arrivons au journal peu de temps avant que mon ami S.A. Ghozali ne soit intronisé comme Premier

---

38. Ce qui est plus clair que la calomnie dont nous sommes l'objet dans nos rangs et parmi les milieux progressistes, et plus juste, à la précision suivante près, que ce pour quoi nous militons, c'est le retour non à la case départ, à *l'ancien système, mais à* la ligne de démocratie générale et de développement qui l'animait, sortie renforcée par les acquis institutionnels que ses adversaires au pouvoir ont dû consentir.

39. Voici un échantillon de nos explications : «... La variété de libéralisme qui a démantelé notre économie et pulvérisé notre système éducatif durant cette période, répond aux caractéristiques de l'anarchisme et jamais à celles du libéralisme contemporain moderne. Ce dernier a réussi depuis longtemps, plus particulièrement depuis la récession de 1920, à hâter sa désidéologisation et à surmonter sa phobie de la régulation étatique. (...) Il n'y a aucune opposition de fond entre les exigences de la démocratisation de l'économie par la voie de l'acte révolutionnaire des nationalisations, celle du renforcement du secteur d'État, et celle de sa libéralisation par les réformes. Mais si ce libéralisme régulé, mis en oeuvre depuis novembre 88 et qui se poursuit aujourd'hui, répond bien à l'appel de notre pays et du monde contemporain moderne, il n'est en aucune façon ce libéralisme archaïque et sauvage pointé contre l'Algérie dès 80. Aveuglé par sa haine *idéologique* du socialisme, *ce* libéralisme archaïque a pilonné sans pitié les nationalisations et les principaux résultats de la politique économique menée depuis 62...»

ministre. Et j'ai le plaisir de couvrir la conférence de presse où il expose son programme et lance ce qu'on a appelé significativement la «bombe de Hassi Messaoud». Il présente un atout pour dire que, même si ce sera dur les grands argentiers sont au chevet de notre économie nous obligeant à des négociations difficiles pour desserrer l'étau de notre DE -, l'Algérie a les moyens de s'en sortir. Et certains ne trouvent pas mieux que le terme de «bombe» pour désigner la clé qu'il propose pour le salut du pays. Comme pour dire : attention ! dangereux incendiaire anarchiste ! Dans une saine utilisation de notre expérience politico-idéologique mondiale, nous rappelons que, dans une situation d'encerclement impérialiste qui peut s'apparenter à notre crise, «Lénine avait dit : "Nous sommes prêts à donner des concessions pétrolières au capital étranger à Bakou, même s'il ne nous donnait que 2%" . »[40]

J'aurai le même plaisir de couvrir la prestation de SAG devant l'APN à qui il expose son programme. Je titre : «Une véritable leçon d'économie». Là, il a plus de facilité à convaincre que lors de sa «kermesse» politique. Il indique que la valorisation de nos HC est incontournable, pour «avoir du cash» ! Il bâtit tout son projet sur la loi amendant la législation en vigueur dans ce domaine. Devant le slogan populiste et dévastateur de «l'après pétrole», de nouveau brandi, et dont le seul résultat a été de priver l'économie nationale des moyens de son développement, Aït Lahousine, son ministre de l'Énergie, fait valoir que «l'après pétrole, c'est toujours le pétrole.[41]» Et Abdesslam vient à la rescousse avec un «oui à Ghozali» et un «non à Chadli, aux réformes et au FMI», «sous la coupe

---

40. Et nous ajoutions : « On comprendra beaucoup de choses sur l'évolution actuelle du monde si on saisit le fond psychologique des dirigeants bolcheviks qui, en cachant systématiquement cette précieuse information, ont placé l'idéologie au-dessus de la nécessité historique...»

41. Il précise : «Nous devons investir dans les techniques nouvelles, sans quoi nous ne récupérons que 20 % de la richesse. Si nous utilisons une pression artificielle nous pouvons aller jusqu'à 40 %, et avec la récupération tertiaire, jusqu'à 50 %...»

duquel Hamrouche a mis le pays»[42]. Pour permettre à l'opinion de se faire elle-même une idée précise sur la question, nous publions, du 2 au 8 septembre, le texte in extenso de l'accord que nous avait procuré notre amie Malika A. Et quand on nous a proposé, sous couvert d'un pseudo, un texte violemment anti-Hamrouche, j'ai exigé, pour le publier, que l'auteur signe son article de son vrai nom, pour éviter que le journal ne soit mêlé à une manoeuvre. L'article est resté dans nos tiroirs.

Par ailleurs, à l'occasion de la négociation d'un prêt de la CEE à notre pays, une campagne de désinformation dont se fait l'écho Reuter pour semer des doutes sur les chances de refinancement de la DE, nous fait nous interroger : «Sans doute, disons-nous, la volonté de SAG de s'appuyer sur le déploiement des ressources propres du pays pour sortir de la crise de l'endettement constitue-t-elle la démarche la plus prometteuse (...) pour une solution stratégique du problème des moyens financiers de notre développement. Sans doute aura-t-il fallu un grand courage politique pour rompre avec le slogan de "l'après pétrole", que le souffle des réformes engagées depuis 88 avait largement balayé. Mais cela autorisait-il d'embroussailler systématiquement l'autre sentier déjà ouvert du désendettement ?»

Ces questions vont d'ailleurs faire l'objet de larges disputes, civilisées et sereines, lors de la conférence sur les réformes et le développement qui se tient fin novembre. Où S. Boussena émet des réserves sur la cession d'une part de Hassi-Messaoud ; où Abdesslam B. soutient au contraire la stratégie et les mesures de revalorisation des HC de Ghozali ; où M. Hamrouche dit son accord pour une telle revalorisation, mais pas pour un

---

42. Abdesslam milite pour «une autre façon, révolutionnaire», d'assécher la masse monétaire : en se serrant la ceinture. Le peuple se mobilisera, dit-il, pour affronter ce défi, et après, avec nos moyens propres, nous pourrons respirer. Il fait le procès des responsables de la déviation des années 80. «Ils ont manoeuvré pour se donner un BP entièrement acquis à leurs vues. Le FIS a fait échouer cette manoeuvre, et je ne veux pas justifier son action qui a menacé la stabilité du pays...»

nouveau «PAP» et plutôt pour payer notre dette, pas pour renvoyer le créancier et nous enfermer sur nous-mêmes, alors que nous pouvons nous insérer autrement dans la division internationale du travail, y gagner des positions plus intéressantes... Nous soulignons que ce débat «entre décideurs et réalisateurs anciens et nouveaux peut apporter des clarifications qui peuvent montrer que les luttes pour le pouvoir, tout en étant légitimes dans certaines conditions, ne doivent pas faire passer au second plan les luttes de l'Algérie contre l'obscurantisme...»

Le problème est que tout ce beau monde se bouche les oreilles pour ne pas entendre le fracas de ces luttes, ni les vociférations des responsables du FIS appelant à des démonstrations de force après la prière du vendredi, et leurs menaces de balayer tout ce qui retarde le projet d'État islamique, ni le crépitement des balles des commandos attaquant les postes de l'armée et des services de sécurité, ni les aveux, à la TV, de ceux qui sont arrêtés, que l'insurrection armée devait embraser tout le pays, ni les appels des diverses organisations de moudjahidin à la conscience et la responsabilité des dirigeants, ni les appels au secours des masses inquiètes manifestant dans les rues contre un tel comportement totalitaire qui met en danger la paix civile ; tout ce beau monde ferme les yeux pour ne pas voir les enterrements des chouhada du devoir, ces jeunes victimes de ces attaques... et Ghozali ne croit pas si bien dire en parlant de «classe politique à côté des problèmes politiques et économiques de la société», pensant pouvoir tirer son épingle du jeu par cette boutade. Lui aussi, comme tous les dirigeants, continue de partager l'avis d'el-Moudjahid du 2 juin, dont l'édito affirmait qu'«ii semble que la direction du FIS ne visait pas le renversement du pouvoir par un soulèvement populaire. Elle reste légaliste tout en contestant les lois en vigueur» ! Tous assistent apparemment sereins au déploiement de la campagne électorale et à la marche funèbre vers les urnes, en estimant, comme Ghozali, que, devant ce scrutin vital et déterminant pour le devenir du citoyen, ce qui importe, c'est que les Algériens et les

Algériennes votent massivement ! Le regretté A.B. Belkaïd dira même, et ce n'est pas une blague : «Nous faisons le pari sur l'Algérie. Sinon ce serait accepter l'idée que notre peuple arabo-musulman et méditerranéen est incapable d'accéder à la démocratie» !

Sadek, pour sa part, décide dans ce climat, de quitter le pays en urgence, avant les élections. Il nous en informe. Les bras nous en tombent ! Dahmane lui crie des mots très durs chargés de sa profonde amertume que nous partageons tous, je crois - de voir choir un compagnon du haut du piédestal où il l'avait placé. Nous ne le verrons plus au pays !

Le soir du scrutin, le verdict tombe comme un couperet ! Si le New York Times résume son avis dans un titre : «Terrifiant !», si Le Monde parle de «Logique suicidaire...», les réactions de nos dirigeants sortent tout droit de chez Kafka : Hamrouche craint que le FIS n'aille trop vite dans son projet ! Mehri affirme sans humour que le FLN restera le seul porte-parole des démocrates ! Ghozali estime que quelque part les règles de la démocratie n'ont pas été respectées !... et j'en passe. Quant à nous, nous bandons nos Unes pour organiser la résistance[43]. Puis, c'est l'entrée en scène du CNSA sous la houlette des regrettés Abdelhaq Benhamouda, Mohamed Benmansour et Sanhadri... et c'est la démission de Chadli[44] et la grave situation de vacance institutionnelle qu'il a organisée avant de partir...

Je suis en congé du journal, à Paris où je m'occupe de préparer administrativement mon retour définitif au pays, quand j'apprends la nouvelle. On me téléphone l'appréciation politique qu'en fait le journal sous le titre : «Une politique criminelle et une fin pitoyable» que je

---

43. «L'Algérie républicaine ne doit pas tomber !» ; «La patrie en danger !» ; «La République vacille !» (en lettres tremblées) ; «L'Algérie républicaine réagit», que Dahmane renforce par un «Debout, Algérie I», tels sont les titres qui barrent nos Unes les jours qui suivent. Il va sans dire que le journal s'arrache et disparaît dès qu'il est déposé très tôt dans les kiosques.

44. Démission dont le professeur (de droit) Mahfoud Ghezali dit qu'«elle est un véritable coup d'arrêt à un véritable coup d'État anticonstitutionnel.»

partage complètement. J'apprends aussi que l'équipe dont je faisais partie qui dirige le journal en démissionne, et ils prennent même leur liberté par rapport au PAGS. Certains parmi eux, avec d'autres dirigeants du parti, ont signé un texte, «Quelle voie pour l'Algérie moderne ?», dont ils ont fait une plateforme pour une nouvelle organisation, le FAM (le Front de l'Algérie moderne) et une orientation renouvelée de la lutte.

C'est ce dont s'inquiète Henri qui me demande mon avis sur ce dénouement politique à Alger. Je le rencontre dans un meeting de solidarité[45] avec nos peuples en butte avec la menace islamiste. Je lui dis ma satisfaction de cet aboutissement qui permet enfin de voir le bout du tunnel pour le pays. «Et le parti ? me dit-il, qu'est-ce que ces démissions de membres du BP ? C'est cela qui m'angoisse.» Je lui fais remarquer que tout est secondaire, y compris notre parti, quand il s'agit de l'avenir de la nation. Qu'enfin, la mise à l'écart du président qui, dans une conduite funeste, s'obstinait à jouer avec le feu, permet de voir un avenir moins sombre pour le pays, même si de très grandes difficultés restent à vaincre. Nous ne pouvons continuer notre conversation, mais je vois que je ne l'ai pas convaincu. Je n'ai pas voulu remuer le couteau dans la plaie, concernant nos difficultés de parti, en évoquant la disparition de l'URSS et l'échec de la Perestroïka consommé avec la démission depuis peu de Gorbatchev...

De retour au pays, je trouve le journal disputé entre le BP du PAGS, installé à la direction après la démission de l'équipe dont je faisais partie, et Hamid, qui s'estime le plus indiqué pour le reprendre. J'informe que je cesse, moi aussi, mon travail au journal et fais valoir mes droits à la retraite... Je ne me sens en accord ni avec Hamid qui a pris ses distances avec les résultats du congrès, en qua-

---

45. Où on lui avait demandé de parler de l'Islam, eu égard aux recherches et réflexions qu'il avait accumulées dans ce domaine ; et où, devant son développement sur le bon et le mauvais Islam, un camarade iranien en exil lui avait crié qu'il ne fallait pas être naïf, qu'il n'y a pas de bon Islam quand il est utilisé en politique...

lifiant de «fumeuse» la RPI, qui en est le noyau ; ni avec le BP et à sa tête le regretté Hachemi Cherif, qui avait entamé lui aussi, mais d'une façon oblique, un autre mouvement de distanciation. J'avais d'ailleurs protesté par une lettre publique, que nous avions été élus sur la base d'une ligne toujours appuyée sur le «marxisme-léninisme» et «l'internationalisme prolétarien», et que seul un congrès tenu dans la même clarté que celle qui avait présidé à la conduite de nos assises précédentes pouvait permettre de changer quoi que ce soit, et en particulier cette base doctrinale et idéologique.

Hachemi et son groupe ne l'entendent pas de cette oreille. Ils prennent acte de l'initiative des camarades du FAM et leur effort théorique comme contribution allant dans le sens des mutations profondes que connaît le monde et qui interpellent les forces de progrès, de la démocratie et de la justice sociale. Mais au lieu d'élaborer, comme eux, une ligne pour fonder une organisation renouvelée où soient précisé clairement ce qu'elle doit au PAGS, ce qu'elle en garde et ce qu'elle en rejette, ils initient, d'un CC à l'autre, des modifications «innocentes» qui touchent à la nature du parti, à son histoire et à l'avancée politico-idéologique qu'il a réalisée lors du dernier congrès. De la sorte, ils excluent de façon antistatutaire et déloyale ceux qui ne sont pas d'accord avec ces changements et à qui n'est pas laissée la possibilité de les discuter. Et en particulier, les anciens du PCA, alors qu'ils ont été la cheville ouvrière de l'édification du PAGS et qu'ils ont été élus à la direction (CC) lors du dernier congrès du parti. Hachemi et ses amis peuvent alors s'accaparer l'appareil d'un parti vidé de sa substance, pour le doter d'une ligne plus sectaire que jamais, plus étroite que celle de l'ex PCA, coupée également du mouvement de la société[46], c'est-à-dire des tâches qui conditionnent le

46. Le congrès avait établi que «l'essence même des idées de Marx est que le socialisme est "un mouvement réel" de l'histoire et en aucun cas un "idéal" ou un "état de choses à créer"».

progrès, la démocratie et la justice sociale, dont ils disent se réclamer... Et ce ne sont pas les «trouvailles» en matière de dénomination de l'organisation (Tahadi-Tafat, MDS[47]) qui peuvent rétablir ce lien.

Ce mouvement de l'histoire dans notre société s'est noué autour des suites à donner à la grave situation de vacance institutionnelle créée par Chadli au moment où il a dû quitter le pouvoir. C'est alors que l'Algérie revient à ses sources, à Novembre 1954[48] et au plus prestigieux de ses animateurs, Mohammed Boudiaf. Il répond à l'appel de la patrie[49] : le mouvement national marque ce jour là l'histoire du sceau de son génie ! Quelle légitimité pouvait-elle être plus constitutionnelle en réponse à la double trahison du président déchu et du BP5° du FLN qui se démarque de ce dénouement heureux ? En six mois, les derniers de son itinéraire glorieux, M. Boudiaf remet les choses en place et surtout réinsuffle la confiance en leurs potentialités à notre peuple et à notre jeunesse. Ils en avaient besoin, déboussolés qu'ils ont été par une décennie de dilapidation des acquis et des valeurs de Novembre, et par le comportement d'hommes

---

47. MDS = Mouvement démocratique et social ; ou même PADS = Parti algérien de la démocratie et du socialisme, pour les anciens de l'ex PCA.
48. Nous le disions dans l'édito *d'Alger rép.* du 31 octobre : « À voir notre pays menacé par le totalitarisme et l'obscurantisme, ses forces, partis, personnalités et institutions modernes, patriotiques et démocratiques se déchirant, alors que les blés sont sous l'orage, Novembre 54 devient d'une grande actualité...»
49. Dahmane fête ce retour de l'enfant prodigue par un émouvant billet, « Salut l'ALN ! », où il dit : « (...) ALN, la républicaine avant la lettre, avant la loi, avant le discours, avant toute concrétisation ! Au fond de mon immense peur, tu as été mon ultime refuge, car j'avais confiance, car je te savais inébranlable, je te savais gardienne vigilante et intraitable des tombes de tes soldats de la libération, des jardins florissants de tes bambins s'apprêtant à prendre leur envol à l'orée du siècle qui se lève ! (...) Personne ne pouvait effacer tes traces ni celles de nos ancêtres les plus millénaires ! Personne ne pouvait nous faire revenir en arrière! (...) Les chars, à la couleur de nos tendres olives de juin et de janvier, qui garnissent nos carrefours sont là pour préserver la paix civile et la pérennité de la patrie ! »
50. Que d'anciens ALN (de la Wilaya IV avec le regretté Boubnider) jugent sévèrement : « Nous dénonçons vigoureusement l'équipe actuelle dirigeante du FLN, coupable de trahison des idéaux de Novembre, indigne de se prévaloir et de parler au nom de la génération des héros et d'utiliser honteusement le sigle glorieux du Front...»

et de partis politiques qui ne se sont pas montrés à la hauteur des conquêtes démocratiques générales dont leurs luttes et celles de notre peuple ont permis la moisson.

Malheureusement, il n'a pas eu le soutien ni la protection nécessaires d'une hiérarchie militaire dont il était pourtant venu légitimer l'intervention de sauvegarde de la République moderne instaurée par Novembre ! Elle en a su gré, cette hiérarchie, à Si Tayeb de ce concours qui la protégeait des velléités interventionnistes des ennemis d'hier, qui croyaient venu le temps de lui dicter une conduite et de l'apostropher par des «Il faut... !» rendus, grâce à sa haute autorité, impuissants. Mais elle a compris en même temps que le politique de Novembre était également venu réinstaurer sa primauté naturelle sur le militaire. Primauté qui avait été usurpée à la mort du politique Boumediene, avec l'aval intéressé et à courte vue du politique madré Chadli. Cette «incartade» de notre «Mu`tasim» et les dérives qui en ont découlé vaudront à notre pays, à notre peuple et à notre armée des souffrances indicibles... et un grave danger de désintégration que notre société ne pourra s'épargner que grâce à la vitalité et à la modernité de son mouvement national.

Ce sont de telles qualités qui nous ont permis de conjurer ce destin tragique. Notre ANP, en digne continuatrice de la glorieuse ALN, s'attache à défendre l'indépendance du pays en protégeant son État national : un État fragilisé, nous l'avons vu, par dix années d'une politique de démantèlement systématique de ses institutions, avec les mêmes méthodes liquidatrices que celles utilisées contre l'économie nationale et les acquis sociopolitiques. La neutralisation de Chadli permet de priver le courant du libéralisme archaïque des puissants moyens de l'institution de la Présidence mis jusque-là au service des intérêts de ce courant et du renforcement de la mouvance intégriste et de l'alliance avec elle, en vue de liquider ou au moins de marginaliser les forces et le contenu démocratiques révolutionnaires du mouvement national. Elle permet ainsi d'éviter la division de l'armée.

Celle-ci, après la perte durement ressentie de M. Boudiaf, peut alors promouvoir, depuis 93, un de ses cadres les plus valables, L. Zeroual, qui reprend du service comme ministre de la Défense nationale, puis à la tête de l'État, et enfin à la Présidence de la République. Reprenant le flambeau du redressement national hissé par le grand disparu, il déploie son effort sur plusieurs plans. ri, insuffle aux institutions de l'État et à la société civile un nouvel état d'esprit ; non seulement pour réveiller l'esprit de résistance émoussé par une décennie de comportements démissionnaires et de compromissions de la part des responsables, et par les coups que leur porte quotidiennement le terrorisme islamiste, mais plus encore pour encourager l'esprit d'offensive qui. permet à ces institutions et à leurs cadres de reprendre l'initiative dans la lutte contre ce fléau... On le verra à l'engouement incroyable suscité par son élection, y compris auprès de la communauté émigrée, et à la mobilisation du peuple dans la lutte, y compris par les armes, contre le terrorisme.

L. Zeroual s'attelle aussi, par sa politique de «lemm elcheml», à rassembler le mouvement national de la société, à en recoller les morceaux dans un esprit «novembriste», c'est-à-dire sans autre préalable que le respect de la loi de la République démocratique et populaire[51]. C'est le sens des nombreux rounds de rencontres avec les partis agréés pour renforcer l'assise du pluralisme politique ; c'est le sens de sa visite aux responsables du FIS emprisonnés pour trouver avec eux un compromis républicain et une issue politique acceptable à l'aventure où ils se sont fourvoyés ; c'est le sens de la politique de «rahma» qu'il a inaugurée en direction des jeunes embarqués dans le plan diabolique tramé contre leur pays par une Internationale criminelle drapée du manteau de l'Islam...

51. C'est dans ce même esprit qu'il renouera avec la politique traditionnelle d'ouverture sur l'Afrique et ses problèmes.

L. Zeroual fait également face crânement à l'isolement dans lequel cherchent à nous confiner diverses forces dans le monde, à défaut de pouvoir intervenir dans nos affaires et luttes internes, non pour nous aider à les régler dans le sens mutuellement avantageux de leurs intérêts et de notre développement, mais dans celui de leurs seuls égoïsmes ; d'abord, l'ex colonisateur qui n'a pas désespéré d'imposer à notre pays récalcitrant des relations néocolonialistes[52] ; ensuite, ces ONG trop facilement portées à condamner notre État moderne et excuser les crimes de l'islamisme contre lui (contrat de St' Egidio..., campagne du «Qui tue qui ?») ; puis dans notre propre sphère civilisationnelle, nos frères arabo-musulmans - chez qui un fort courant islamiste à caractère et à visée supranationaux le dispute au mouvement national moderne[53] - veulent sinon implanter leur correspondant islamiste chez nous, du moins encourager la dissidence de notre Islam par rapport à notre mouvement national moderne. À toutes ces tentatives intéressées, Zeroual oppose patiemment sa ligne nationale «novembriste» de rassemblement *(«lemm el-cheml»)* des forces nationales modernes, dont notre Islam est partie prenante...

Enfin, un autre domaine important du redressement national où intervient L. Zeroual, c'est celui de la primauté du *politique* sur le *militaire*. C'était un point de principe qui s'était posé par le simple retour de M. Boudiaf avant même que ce dernier ait eu à le poser clairement. Déjà, son propre retour aux affaires politiques et sa promotion comme ministre de la Défense signifiaient que le rapport de force politique au sein du pouvoir faisait que la haute hiérarchie *militaire* - avec laquelle il

---

52. On verra par exemple un Zeroual serein et tout de dignité devant les provocations (détournement plus que suspect de l'avion d'Air France, conditions mises à sa rencontre avec Chirac à New York...).

53. Sur la base du rêve impérial inassouvi — et qui reste vivace — de récupérer le khalifat « usurpé » par les Ottomans et aboli par Atatürk, et d'unifier sous cette égide khalifale ressuscitée les musulmans dans un empire islamique mondial.

avait exprimé son désaccord *politique* par sa démission en 89 – était dessaisie de ce poste ministériel[54]. Dorénavant, lui signifiait-il, elle dépendait du *pouvoir politique* qu'il incarnait, lui, à ce poste, puis à celui de chef de l'État quelques mois plus tard, et enfin lorsqu'il sera largement plébiscité Président de la République. On notera qu'il se sera présenté, dans une consultation pour la première fois pluraliste dans la vie de l'Algérie nouvelle, comme candidat «indépendant» par rapport à l'armée ; et qu'une fois élu, il gardera également le MDN. Et quand, malgré tout, la haute hiérarchie *militaire* prend des initiatives *politiques* en dehors de lui – comme cet accord avec l'AIS[55], procédant pourtant en principe de sa politique de «*rahma*» –, il engage un bras de fer avec elle pour qu'elle s'en tienne au rôle constitutionnel qui est le sien, d'appliquer la *politique militaire* que lui trace le Président de la République, ministre de la Défense nationale, chef des Forces armées. Enfin, lorsqu'il voit qu'elle persiste dans sa volonté inconstitutionnelle de faire de la *politique*, il abrège son mandat et organise des présidentielles anticipées et de sorte à conforter le processus pluraliste inauguré avec son élection, en donnant au libre choix du peuple le poids qui doit être le sien dans l'élection du Président, court-circuitant ainsi le privilège qu'elle avait de le désigner. Il n'a pas reculé ni fléchi lorsque l'ensemble des candidats moins un ont été entraînés dans la manœuvre politicienne du désistement collectif visant à faire échouer l'œuvre de salubrité politique lancée avec les présidentielles, et il a laissé le soin au peuple de dire son mot et de déjouer la manœuvre...

* * *

54. Rappelons qu'avec la crise qui l'avait amenée à se retirer de la direction du parti du FLN, elle avait accaparé ce poste, en tant que sa part du pouvoir politique, en le rendant indépendant de la Présidence.
55. Une porte de sortie honorable lui a été ouverte par A. Bouteflika, qui lui a proposé de prendre en charge politiquement l'accord, en échange du soutien qu'elle s'engageait à lui fournir pour mener sa tâche à bien s'il est élu...

EN GUISE D'ÉPILOGUE

> ... Le fait est coupable d'avoir prévalu sur l'idéal. Et l'idéal est coupable de ne s'être pas fait obéir...
>
> J. Berque, Le Maghreb entre deux guerres.

> Il arrive un temps où les politiques s'effacent et où l'oeuvre qui avait été profanée apparaît dans sa magnificence et dans sa vérité ; mieux, il arrive une époque où les divergences de pensées et de morales qui sont intenses ne s'opposent plus que pacifiquement dans les oeuvres et laissent les morts en repos on oublie qui fut Racine pour ne regarder qu'Andromaque ; on oubliera la division du monde d'aujourd'hui, on oubliera l'Allemagne partagée et on retrouvera dans l'avenir l'oeuvre de Becher à côté de celle de Benn ; leurs animosités, leurs rancœurs, leurs politiques personnelles feront partie de la petite histoire.
>
> P. Garnier, Nietzsche.

C'est peut-être le moment de m'arrêter sur ce témoignage et d'essayer d'esquisser une vue d'ensemble de mon expérience. Je suis loin de l'avenir que j'imaginais, lorsqu'en cette fin 55, j'étais entraîné à l'assaut de la citadelle coloniale. L'esprit de fraternité profonde - qui se noue entre acteurs dont le destin le plus prévisible est de mourir pour l'objectif poursuivi - me colorait ce futur de nuances idéales qui ne tardèrent pas à s'assombrir dès avant même la cessation des combats avec l'adversaire colonial.

La nouvelle solidarité où je m'insérais alors me permettait de voir les choses de façon plus réaliste, tout en restant fidèle à l'esprit de fraternité de mon premier engagement et à son contenu profondément populaire. Cependant, là aussi, les choses ne se passent pas comme je les imaginais, à l'aune du «sentiment prolétarien, l'aspiration socialiste, l'ardeur à transformer, à sauver» qui définissent, selon J. Berque, «l'esprit de gauche» que j'avais fait mien. En effet, avec un tel état d'esprit, nous avons pu, mes nouveaux camarades et moi, contribuer à consolider avec efficacité le résultat de la lutte de libération ; mais, nous insistions, pour soutenir l'effort d'édification, sur les intérêts d'une classe liée par des solidarités internationales à une entité globale, le MCOI (et le camp socialiste), dont nous nous présentions comme un démembrement' ; ce qui contredit la construction nationale, et surtout en obscurcit le sens, en introduisant la suspicion envers les autres classes nationales intéressées par cette tâche : les intérêts de ces acteurs du développement sont présentés soit comme liés à l'étranger, soit au contraire comme tenant d'une vision ringarde, étroitement nationaliste.

Toutefois, les leçons de l'échec du MCOI, et notre insertion réussie dans le mouvement de notre société et qu'a confirmée notre congrès -, me permettent d'apprécier ces quarante-cinq ans d'indépendance avec sérénité ; en tout cas avec beaucoup moins de préjugés, et beaucoup plus de réalisme même que dans l'exposé que j'en ai fait dans ce témoignage ; vu que je me suis promis là de rester fidèle à la réalité de chaque moment décrit, et non de faire une relecture de cette matière avec des yeux rétrospectifs.

Avec le recul, que penser d'abord de l'échec de ce que nous considérions comme notre projet spécifique de société ? Je pense qu'il n'a pas dépendu de nous, mais d'abord de la conception non scientifique que le PCUS

1. Cet état de choses, fait remarquer J. Berque, n'a pas permis à cette entité d'instaurer des solidarités effectives de nation à nation.

et l'État soviétique avaient du socialisme, et du sui visme de tous les autres partis du MCOI et États socialistes à leur égard. Et ce n'est pas la démarcation de certains PC occidentaux vis-à-vis du grand Frère soviétique qui pouvait y changer quelque chose, tant ils ne proposaient aucune conception alternative et que la longue histoire de la lutte contre le social-réformisme, depuis la dénonciation par Lénine du «renégat Kautsky», ne pouvait rendre que plus suspecte leur position critique. J'ai montré comment notre propre expérience, la Perestroïka aidant, nous a permis de consacrer au congrès, en rapport avec une conception du socialisme plus conforme à celle de Marx[2], une vision plus juste de notre place, et de la tenir, cette place, malgré tout, dans le mouvement de notre société vers son développement moderne. Mais si le MCOI et la grande URSS se sont effondrés, faute d'une volonté de changement toujours contrecarrée depuis l'espoir déçu du 20e congrès du PCUS, il était dans la nature des choses que notre appareil les suive dans le naufrage, lui qui a beaucoup rechigné à rompre définitivement avec l'ex PCA, et sa vision du socialisme, toute calquée sur celle en cours dans le MCOI. Cette réticence n'est cependant que la touche locale, algéro-coloniale[3], du comportement général de

2. Nous le disions dans notre congrès (Rpi) : « Le socialisme n'est pas à l'ordre du jour comme un ensemble d'objectifs, de sigles, de symboles et même de coquetterie de comportement et de style distinctifs du reste de notre société (...) [mais] à travers le combat uni et quotidien de toutes les forces démocratiques de la société pour le développement des forces productives dans l'intérêt de toutes les classes sociales de progrès et de leur épanouissement économique, social, politique et culturel. »

3. La nostalgie pour l'avant 54 est bien perceptible chez Sadek dans un de ses récents articles sur les luttes syndicales en Algérie. Il y défendait l'idée qu'il fallait construire des syndicats de classe plutôt que pleurer, «comme Boabdil» (sic), ceux que l'on n'a pas su défendre, sous-entendu «contre l'adversaire de classe nationaliste qui se les a annexés». Il ne comprend toujours pas que, par son martyre, le grand militant syndicaliste Aïssat Idir a signé la page fondatrice du syndicalisme national, la plus belle de ses pages, celle où a été consacré le lien entre les intérêts du travailleur algérien et l'intérêt du capital national. Aïssat Idir se sacrifiait dans le combat pour libérer le capital national du cocon de chrysalide où le maintenait le rapport colonial. C'était la meilleure façon de défendre les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière...

notre camp socialiste vis-à-vis du mouvement de nos sociétés. Reste que la nôtre poursuit objectivement sa marche vers le socialisme moderne ; et il ne reste qu'un ou deux néo-PCA pour tenter, à l'ancienne, d'en montrer le chemin et y disputer la vedette à un Parti des travailleurs plus réaliste et plus constructif, mais également enlisé, me semble-t-il, dans une fausse conscience théorique...

Quant au mouvement nationaliste, comment apprécier l'Algérie qu'il a mise en place sur les ruines laissées par la colonisation ?

Une telle appréciation ne peut pas ne pas tenir compte de celle relative à ce qu'a été Novembre 1954 : le moment où notre pays, «le plus investi, le plus transformé, le plus "assimilé"» de ceux soumis au colonialisme, «accomplit ce saut incroyable : oser revenir à soi-même par la lutte ouverte.[4]» À la radicalité du colonialisme dans sa négation de l'Algérie arabo-musulmane, notre peuple a répliqué par l'élan indépendantiste radical. Cet élan gigantesque, écrasant pour les forces et les individus qu'il anime, est en même temps pour eux exaltant : il répond aux intérêts politiques et socio-économiques de pratiquement toutes les forces nationales, ce qui a fait sa puissante force unitaire ; mais en même temps, il mobilise tellement de partenaires différents, renouvelle tant de champs de lutte, fait émerger tant de personnalités, que l'on peut craindre qu'il ne se désagrège, victime de sa vitalité contradictoire. Mais il ne se désagrège pas. Il transcende les crises : pendant la lutte armée, celles dues aux difficultés d'une guerre inégale, et celles dues à des désaccords sur la façon de mener cette guerre ; et, à la fin victorieuse de celle-ci, sur la façon de construire l'indépendance. Cela peut arriver jusqu'au point de rupture, quand un courant, une personnalité, un organisme de la lutte, cherche à trop tirer la couverture à lui. Mais à chaque fois, c'est la ligne de plus grande unité qui

4. J. Berque, Arabies, Op. cit.

l'emporte. Et paradoxalement, comme pour la lutte armée, cette ligne peut paraître la plus difficile, la plus pénible, mais c'est le choix le moins coûteux au regard du résultat attendus. C'est le cas de l'option socialiste adoptée en 1962, et qui était dénoncée comme trop étroite pour les intérêts du capital national, alors qu'elle répondait aux exigences de progrès général du pays et de toutes les couches modernes, y compris donc bourgeoises, de notre société. Ses détracteurs lui opposaient le choix capitaliste de la Côte d'Ivoire et son «miracle économique». Ses réalisations pratiques ont été *«d'une telle envergure que la référence française, et libérale algérienne, au modèle du capitalisme ivoirien triomphant face au socialisme algérien agonisant, a disparu comme par enchantement. Et en effet, près de 30 ans après, que pèse la Côte d'Ivoire face à l'Algérie ?»* Et nous précisions : *«Dans les deux modèles, il n'y avait certes ni société capitaliste ni société socialiste, mais des approches pratiques radicalement différentes de la libération économique à l'égard de l'ex puissance coloniale, de l'édification d'une économie moderne ainsi que de la justice sociale.[6]»*

C'est donc là la base politico-idéologique du système mis en place en 62, alors que le courant libéral du mouvement national voulait dès ce moment7 que l'Algérie s'intègre directement dans le cadre d'un Maghreb uni, qu'elle y suive sagement les modèles marocain et tunisien, et le partage néocolonial qu'ils ont accepté ; et qu'elle ne s'engage ni dans la lutte pas pour la récupération de ses richesses nationales, ni dans l'industrialisation et les profondes transformations économiques et sociales.

---

5. Je dois rappeler qu'à ses autres partenaires du mouvement national qui lui reprochaient de mettre en avant le mot d'ordre d'indépendance, dangereux parce qu'impossible à réaliser, au lieu d'avancer des revendications plus à portée, Messali disait avec raison : ce but est le moins coûteux à atteindre ! Pour ces revendications que vous pensez plus faciles à voir satisfaites, on doit payer cher sans rien avoir...

6. Il le dira clairement par la plume de B. Nabi et dans le manifeste des libéraux en 76.

7. Alger rép du ler octobre 91.

Cependant, cet effort a semblé trop contraignant et l'on a pensé pouvoir «mieux vivre» en faisant une ouverture vers un système plus proche de celui de nos voisins. Le sentiment de Messali sur les difficultés respectives des choix que l'on fait, a semblé se confirmer, car on a payé très cher cette «coquetterie», par une décennie de sang et de larmes que l'on n'a pas encore totalement soldée. Et, dans un contexte international changé, et avec un tissu social tiraillé dans tous les sens, on a dû trouver et l'on est encore à la recherche des accommodements entre les deux systèmes, à la recherche des solutions favorables aux intérêts du pays et de son développement, aux intérêts du plus grand nombre.

Telle est dans ses grandes lignes la marche de l'Algérie menée sous la conduite des présidents issus du nationalisme depuis l'indépendance. On reproche souvent à ce système de fonctionner «anormalement», en dépit du bon sens. On met, par exemple, l'accent sur notre mode de gouvernance, puisque cette notion est à la mode. Certains estiment que notre système a été gourmand dans la consommation des chefs d'État : sept en moins de cinquante ans, alors que nos voisins ont connu plus de stabilité. D'autres, par contre, trouvent que nos responsables s'accrochent au pouvoir et ne le quittent que par la mort ou forcés. Ces appréciations contradictoires montrent la difficulté de s'entendre sur les critères de la «normalité» en la matière.

Pour ma part, et à la lumière de mon propre destin, je trouve que notre normalité n'a rien à envier à celle de tout autre pays. Elle se construit à travers l'expérience de notre peuple au rythme de ses avancées et de ses erreurs. Il est vrai que j'ai profondément cru que si l'on avait suivi mon point de vue sur ce que devait être la marche du pays, on aurait mieux fait et plus vite. Et je me suis battu pour cela, comme j'ai essayé de le montrer par ce témoignage. Mais, outre que la vie a fait subir à mon point de vue un grave démenti, il existe de très nombreux émules — et c'est la particularité du mouvement de

notre société —convaincus de pouvoir faire mieux avancer la société...

Toujours est-il que cela s'est passé comme la vie l'a voulu. Et il n'y a rien de plus normal. Quant à moi, je me suis fait une raison, à l'écoute du poète, qui dit :

«Au bout de mon âge qu'aurai-je trouvé ?
Vivre est un village où j'ai mal rêvé».

Mais je ne suis pas du tout déçu par mon rêve. L'élan de Novembre est toujours à Pceuvre : l'orientation de refus du néocolonialisme qu'il a imprimée, en 62, avec le programme de Tripoli pour faire pièce aux dispositions contraignantes des accords d'Évian, a toujours trouvé et trouve encore défenseur dans les divers pouvoirs qui se sont succédé depuis, et dans la société...

Ben Bella marque l'histoire dans ce sens, par deux gestes : au plan intérieur, avec les décrets de Mars 63, et au plan international, avec un des premiers actes de notre diplomatie, le voyage à Cuba, à partir du siège de l'ONU à New York, où l'Algérie indépendante se présentait pour la première fois... Acte de décolonisation économique significatif, à l'occasion, opportunément saisie, du départ en masse des Pieds-Noirs vers la France, les décrets sont une première : l'ex colonie ose nationaliser des biens que garantissent les accords d'Évian ! Mais voilà, les tenants de ces droits que le pouvoir français avait négociés de façon si serrée, avaient déserté leurs biens causant, par cet abandon un tort à l'économie du pays. D'où la légitimité de notre geste sacrilège... Quant à aller saluer «l'ami Castro», à partir du pays de Kennedy qui avait exprimé son soutien à notre lutte pour l'indépendance, ce ne peut passer pour un geste inamical vis-à-vis des Etats-Unis, tant la diplomatie active de l'ALN-FLN durant la guerre avait habitué nos divers partenaires à ne lier leur soutien à notre cause qu'à la justesse de cette dernière et non à des conditions quelconques de réciprocité idéologique ou politique.

Boumediene, de son côté, a continué dignement Novembre par son fameux «qarrarna !», d'une part, et

d'autre part avec la non moins fameuse AG de l'ONU où il s'est fait le porte-parole d'une décolonisation réelle au nom de tous les anciens pays colonisés[8].

Le Président Chadli, c'est l'exception qui confirme la règle[9]. Sous son règne, le néocolonialisme a cru pouvoir suborner Novembre. Mais, malgré les dégâts provoqués dans les valeurs et acquis matériels et moraux dont il hérité, il a finalement été culbuté par l'esprit de Novembre, et laissé place à un nouveau redéploiement de cet esprit. Il a cependant à son actif, si on peut dire, d'avoir amené les tenants du novembrisme à se départir des comportements dirigistes et autoritaires relevant du temps de la guerre et de déployer les potentialités démocratiques du mouvement de libération radical.

Avec Ali Kafi et surtout l'immense Boudiaf, c'est le ressourcement on ne peut plus clair à l'esprit de la lutte armée et de Novembre. Le mouvement national peut de nouveau se redresser de toute sa taille de géant pour faire face à l'attaque pernicieuse de l'islamisme politique. Son aile libérale avait, à des fins de classe mesquines, encouragé l'adoubement de l'Islam national et son enrôlement par une internationale islamiste qui s'est mise au service de l'Occident, à l'occasion de l'invasion par l'URSS de l'Afghanistan, mais sans oublier sa croisade contre le mouvement national arabe.

L'ANP, régénérée par ce souffle, bande ses forces avec les autres services de sécurité — pour ce combat difficile ; elle le mène avec détermination et intelligence, dans l'indifférence et même l'ostracisme de l'opinion

---

8. À ce propos, je suis fier de rapporter la fierté de cette jeune compatriote qui s'est retrouvée un jour, dans ces années-là, dans un aéroport de la côte ouest des Etats-Unis, en attente de parents qui devaient la recevoir. Un agent de sécurité, chicano d'origine, pense qu'elle a besoin d'aide. «- Vous êtes Colombienne ? lui demande-t-il. - Non, je suis Algérienne - De l'Algérie de Boumediene ? - Si, répond-elle, - Si vous avez besoin d'aide, je suis à votre disposition, mon chez moi est le vôtre, mes enfants sont les vôtres, tout ce que j'ai est aussi à vous ! - Merci, lui dit-elle, tout émue, je suis attendue, mon frère va arriver d'un moment à l'autre...»

9. Il y avait quelque chose de giscardien dans son amour pour les châteaux royaux et les hymnes nationaux édulcorés...

mondiale ; certains secteurs de cette dernière, notamment arabes, ont même une joie mauvaise devant ses difficultés face à ce dangereux adversaire. Mais elle finit par le battre, devant le monde incrédule, qui ne comprend pas le secret de sa force : elle lui ôte toute couverture religieuse, et toute prétention politique à prendre la place du mouvement national. Elle récupère à la nation de nombreux jeunes nationaux qu'il avait trompés. Cela ne lui vaut que plus de respect chez ceux qui étaient sûrs qu'elle ne viendra pas à bout du tombeur de la grande Armée Rouge. Elle lui a creusé sa tombe en Algérie...

C'est L. Zeroual, chef suprême des forces armées, en tant que ministre de la Défense nationale, puis président de la République démocratique et populaire qui la mène dans ce combat. Il secoue sa hiérarchie quelque peu «odjakisée», et contribue à un fonctionnement constitutionnel moderne des divers démembrements de l'État. Il confirme que le projet de société en oeuvre est celui tracé par Novembre...

Je ne peux oublier le bonheur et la fierté de citoyen de l'Algérie moderne que m'a causés sa passation de pouvoir au Président Bouteflika qui prenait sa suite ; et j'ai confiance qu'une telle avancée politique est définitivement consacrée.

On comprendra que pour ce qui est de l'action du Président Bouteflika et de son rapport au souffle novembriste, je sois plus discret dans mon appréciation, faute de recul suffisant.

Mais je dois dire que j'ai mis du temps pour être convaincu par sa politique de concorde nationale). Ma conviction s'est d'autant plus assurée que je comprenais qu'elle était l'élément central de la lutte antiterroriste, à la conduite de laquelle il relayait L. Zeroual, avec tact

---

10. Je craignais que sa façon de s'adresser à ceux influencés par l'islamisme ne fût qu'un nouvel artifice pour réintroduire ce dernier dans le champ politique, avant de comprendre que c'était la seule clé pour ouvrir leurs oreilles et leurs coeurs à l'appel de la patrie accueillante.

et fermeté, dans le pays et dans ceux dont les terroristes avaient fait leurs bases arrière. Il a su enrayer ta machine infernale qui avait pris la suite du colonialisme pour détruire l'intelligentsia du pays.

Par ailleurs, je n'ai pu qu'apprécier ses talents de commis voyageur diplomate grâce à quoi il a brisé le blocus politique et économique auquel le pays avait été soumis au cours de la décennie du terrorisme. C'est, me semble-t-il, avec les succès de la lutte antiterroriste, le facteur essentiel qui a fait échec à la volonté d'inscrire notre pays dans la liste des «États voyous» que l'on peut bombarder à merci, ou éventuellement occuper. Mais cette action pour briser l'isolement du pays s'inscrit dans une démarche plus vaste, intéressant l'Afrique et le monde arabe.

L'avenir dira si le volontarisme qui est à la base de l'idée du NEPAD est porteur d'une dynamique qui permette à l'Afrique et à ses peuples libérés du colonialisme d'être enfin des acteurs de leur devenir. D'autant que l'Occident préfère ne pas avoir à faire à une volonté commune, mais traiter, comme il en a l'habitude, avec chacun des États pris à part. Et y laisser ses entreprises faire la loi...

Le prestige que s'est acquis l'Algérie dans sa lutte victorieuse contre le terrorisme islamiste, l'attitude fraternelle11 que A. Bouteflika a montrée vis-à-vis des pays arabes, sans oublier de leur reprocher leur non-assistance dans ce combat..., ont permis à notre pays de reprendre sa place dans le monde—arabe. Ces «Arabes», dont J. Berque dit qu'ils sont *«la force de résistance, d'espoir, de lutte contre l'injustice qui depuis un siècle et plus agite la rive sud de la Méditerranée, s'opposant aux égoïsmes de la rive nord : remise en cause contre remise en choses...*[12]» Là aussi l'avenir dira si ce refus qui, chez

---

11. Selon la devise : «Khouk, khouk, lâ yghourrak sâhbek» (ton frère, avant ton ami)...

12. J. Berque, Arabies, Op. cit. Il ajoute : «Les Arabes, au premier chef, (...) nous donnent leur colère. (...) Si les nations industrielles ne rencontraient pas devant elles cette colère, aujourd'hui parvenue au seuil d'alarme, la tyrannie serait encore plus grande dans le monde. Nous sombrerions dans une uniformité annonciatrice de la fin des civilisations...».

nous, s'exprime dans l'esprit de Novembre, et de façon remarquable dans la position des sommets arabes vis-àv is de la question palestinienne, arrivera à se structurer sur une économie arabe moderne. Seule une telle base permettra, comme en Europe, de dépasser les divergences politico-idéologiques qui marquent les relations entre nos pays. Mais là aussi l'Occident cherche à perturber une telle issue.

Que dire des autres aspects de l'action de A. Bouteflika ? Il a heureusement repris la démarche de Boumediene concernant la valorisation des HC. La conjoncture pétrolière donne une aisance financière au pays. On peut trouver à redire sur l'utilisation des fonds. Mais les retards énormes pris dans l'équipement infra-structurel du pays et dans le domaine de l'habitat militent au moins en partie pour l'emploi qui est fait actuellement de l'argent de l'État... Quant aux autres aspects des réformes économiques, il faut être sacrément attachés à des dogmes que la vie a souvent démentis pour pouvoir prétendre dire la bonne voie à suivre. Le seul critère pour juger de la justesse du choix fait en la matière, c'est celui de voir qu'il permet de dégager le pays de la dépendance à l'égard du sous-développement des forces productives, et des rapports inadaptés, étroits et bloquants, avec l'ex puissance coloniale qui forment l'armature de cette dépendance...

Les autres réformes, de la Justice, de l'École et de l'État n'ont pas encore donné de résultats probants, ce qui prouve que les problèmes et difficultés se sont accumulés, demandant assurance et doigté pour les résoudre...

En tout état de cause, les acquis de la démocratie politique sont tels, notamment avec les possibilités d'alternance, que l'on peut être confiants que si d'autres choix plus adéquats et plus porteurs que ceux du pouvoir actuel arrivent à se faire jour, ils pourront être portés par le suffrage populaire et s'imposer. Je pense pouvoir être fier de la «normalité» de mon pays dans ce domaine. D'autant que les jeunes générations ont les réflexes politiques adé-

quats pour cela. Elles n'ont pas les réflexes idéologiques et culturels de notre génération et les clivages ravageurs qui en résultent. Elles redécouvrent à leur façon, l'esprit de Novembre dont elles s'arment, à leur manière également. Elles ont fait preuve de capacités réelles à résoudre les problèmes de leur temps, comme elles l'ont montré dans la lutte victorieuse contre le terrorisme islamiste. Elles ne manqueront pas de trouver les meilleures voies pour réussir la décolonisation dont l'indépendance politique n'a été qu'une étape nécessaire mais insuffisante.

Les chantres d'aujourd'hui de la part «positive», «civilisatrice», de la colonisation auront du fil à retordre avec nos jeunes, et devront satisfaire à leurs exigences de décolonisation, comme leurs prédécesseurs d'hier ont dû satisfaire à nos exigences d'indépendance. Avec eux, ils devront tracer les contours d'un monde humain pour tous. Car, comme dit J. Berque : *«la décolonisation ne se satisfait pas d'être accès à l'histoire. Elle se veut absolue et triomphatrice de maux absolus. (...) Ce n'est pas seulement un renouvellement historique, c'est une substitution de valeurs qui s'opère. Mais si redoutables qu'apparaissent le refaçonnement du passé selon l'actuel et l'appréciation de l'actuel selon le mythe, reste un fait massif, incontestable. Une éthique nouvelle se construit. L'émancipation de tant de peuples et la réémergence de tant de terres ouvrent une période du comportement mondial...*[13]*».*

Juillet 2000-juillet 2007

13. J. Berque, Arabies, Op. cit.